

José Mariette

Introduction à la sociologie

Le Manuscrit

www.manuscrit.com

José Mariette

Introduction
à la sociologie

Le Manuscrit
www.manuscrit.com

© Éditions Le Manuscrit, 2004
20, rue des Petits Champs
75002 Paris
Téléphone : 08 90 71 10 18
Télécopie : 01 48 07 50 10
www.manuscrit.com
contact@manuscrit.com

ISBN : 2-7481-4897-5 (fichier numérique)
ISBN : 2-7481-4896-7 (livre imprimé)

AVANT-PROPOS

Le présent ouvrage est une version remaniée d'un cours donné à l'université de Paris VIII. Il constitue une initiation à la sociologie pour des étudiants de premier cycle universitaire, et pour un public plus large qui souhaite connaître le fonctionnement des institutions de la société, des rapports entre individus, etc..., autrement que par le biais de « prénotions journalistiques ». Ce livre ne prétend pas à l'exhaustivité, et il sera possible de lui reprocher d'avoir occulté un sociologue ou un courant de pensée. Toutefois, il rend compte de la diversité des pensées sociologiques et de leur méthode. En dépit de leurs oppositions apparentes, elles peuvent être complémentaires dans un travail d'analyse. Cette première approche classique de la sociologie va privilégier les oppositions classiques individu/société, liberté, déterminisme, structure/acteur ou agent. Il convient de souligner que ce cours s'adressant essentiellement à un public francophone, la société française sera le principal référent du livre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION. Les origines philosophiques et la spécificité de la sociologie dans les sciences humaines page 15

Partie 1. Les principaux auteurs et courants sociologiques

A. LES FONDATEURS	page 25
a. Karl Marx	page 25
b. Ferdinand Tonnies	page 31
c. Georg Simmel	page 32
d. Max Weber	page 35
e. Emile Durkheim	page 46
B. LA SOCIOLOGIE MARXIENNE	page 56
a. Antonio Gramsci	page 56
b. Louis Althusser	page 59
c. L'école de Francfort	page 63
C. LA SOCIOLOGIE EMPIRIQUE	page 78
a. L'Ecole de Chicago	page 79
b. L'interactionnisme symbolique	page 86
c. Le culturalisme	page 94
D. LE FONCTIONNALISME	page 99
a. Le structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons	page 100

b. Le structuralisme de moyenne portée de Robert Merton	page 102
E. LA SOCIOLOGIE FRANÇAISE CONTEMPORAINE	page 107
a. La sociologie Holiste de Pierre Bourdieu	page 107
b. L'individualisme méthodologique de Raymond Boudon	page 121
c. Pierre Crozier et la sociologie des organisations	page 128
d. Pierre Touraine	page 135

Partie 2. Exemples de domaines et outils de recherche en sociologie

A. LES INSTRUMENTS DE LA SOCIALISATION ET LA DÉVIANCE SOCIALE	page 143
a. Les groupes primaires	page 144
b. Les groupes intermédiaires ou les groupes secondaires	page 151
c. La déviance sociale	page 155
B. LES DIVISIONS SOCIALES	page 160
a. Les sociétés de castes	page 161
b. Les clans	page 163
c. Les sociétés d'ordre	page 164
d. Les sociétés divisées en classes sociales	page 165
C. ELEMENTS DE SOCIOLOGIE POLITIQUE	page 176
a. L'Etat	page 177
b. La citoyenneté	page 182
c. Les partis politiques	page 188
d. Sociologie électorale	page 206

D. BRÈVE PRÉSENTATION DES MÉTHODES DE LA RECHERCHE SOCIOLOGIQUE	page 213
a. Les méthodes qualitatives	page 214
L'enquête de terrain	page 214
Les techniques d'entretien	page 216
Les sources de documentation	page 218
L'expérimentation	page 220
b. Les méthodes quantitativistes	page 222
Le sondage	page 223
La modélisation mathématique	page 229
BIBLIOGRAPHIE	page 235

Introduction

Les origines philosophiques et la spécificité de la sociologie dans les sciences humaines

Dés l'antiquité Gréco-Latine, la philosophie politique oriente sa réflexion sur les moyens de parvenir à la Société idéale et d'éviter la dégénérescence. Tels sont les thèmes développés par Platon dans « La République », les régimes politiques comme l'oligarchie, la monarchie, la démocratie ne constituent qu'une décadence de la société idéale. Pourtant dans sa célèbre allégorie de la caverne (La République), dans laquelle Platon décrit des hommes assis face à un feu et qui ne voient que les ombres des individus passant derrière eux, projetées contre le mur de la caverne, il est souligné que l'homme ne perçoit que l'apparence des choses. D'une certaine manière, Platon adoptait une démarche sociologique de la domination avant la lettre, démarche qui consistait à se méfier des prénotions, du sens commun, qui masquent la réalité pour mieux la faire accepter. Ainsi, en Occident, la politique devait mener les hommes à la perfection, la cité terrestre dans la tradition

philosophique de Saint-Augustin devait conduire à la cité céleste. Les gouvernants tant temporels que spirituels dirigeaient la politique de la Cité selon la morale, mais une telle pratique pouvait conduire à « un angélisme exterminateur » comme le démontrent les procès de l’Inquisition, ou le bûcher des Cathares à Montségur. Face à ces excès qui frappaient l’Europe Occidentale, Nicolas Machiavel (*Le Prince*) sera le premier à penser la politique en terme d’efficacité et non plus de moralité. Si les philosophes et autres politistes ont dénoncé le cynisme supposé de Machiavel, l’action intellectuelle de ce dernier a permis l’autonomisation de la politique, et par voie d’extension l’apparition d’une Science Politique moderne. Le même mouvement de sécularisation touche l’ensemble des sciences, de la Renaissance au 19^{ème} siècle, en passant par le Siècle des Lumières. Les sciences s’affranchissent de la tutelle religieuse et deviennent indépendantes, la théorie de l’évolution des espèces de Darwin constitue l’exemple parfait de la remise en cause de la création des espèces animales selon la Bible. L’apparition au 19^{ème} siècle de la Sociologie comme nouvelle science sociale, à

côté de l'Histoire et de la philosophie, est inséparable de ce contexte intellectuel de libération de la tutelle religieuse. Son développement correspond à l'essor de la société industrielle et à la naissance de nouvelles classes sociales (prolétariat, une bourgeoisie détentrice des moyens de production). Elle est contemporaine des idéologies qui veulent bâtir les sociétés sur de nouvelles bases. Il n'en demeure pas moins que cette nouvelle discipline entend se libérer de tout raisonnement métaphysique pour expliquer le fonctionnement des sociétés humaines et des rapports des individus entre eux. La sociologie se sépare de la morale et de la philosophie pour former une science autonome.

Le terme « sociologie » a été utilisé pour la première fois en 1839 par le philosophe positiviste Auguste Comte (Cours de physique politique). Ce dernier aurait préféré utiliser le terme « physique sociale », mais un scientifique Adolphe Quételet possédait l'antériorité intellectuelle de ce néologisme qu'il appliquait à l'étude statistique des populations. Auguste Comte divise la sociologie en statistique et en dynamique, en s'inspirant de la biologie qui connaît le

clivage anatomie-physiologie. Ainsi, la statistique a pour but d'étudier la société de manière abstraite, tandis que la dynamique s'emploie à étudier le fonctionnement de la société à partir des conditions d'existence. Le principal apport d'Auguste Comte est de s'inspirer des techniques d'analyse des sciences exactes pour procéder à l'étude des sociétés humaines. Raymond Aron considère Charles de Montesquieu comme le fondateur de la Sociologie, car ce dernier dans son ouvrage « L'Esprit des lois », rejette d'emblée les explications théologiques et se propose de décrire ce qui est, et non ce qui doit être. Charles de Montesquieu a recherché les causes, en rejetant les explications d'ordre religieux ou métaphysique, mais au contraire en étudiant le climat, les mœurs, la religion, les règles de gouvernement. Suivant Madeleine Grawitz, il a posé le principe de l'indépendance du politique par rapport à la religion, et par extension celle de la sociologie.

Qu'est-ce que la Sociologie ?

Elle peut se définir comme l'ensemble des recherches qui touchent à l'organisation et au fonctionnement des sociétés. La sociologie se considère comme une science qui étudie la société, et pour reprendre l'expression de Marcel Mauss : « elle désigne la science des sociétés », elle se démarque de la philosophie politique et d'auteurs comme Thomas Moore (L'utopie), Campanella (la cité du soleil) en passant par le socialisme utopique et pré-marxiste. Le but de la sociologie n'est pas la construction de la Cité idéale, mais l'observation scientifique des faits sociaux. Pour définir les faits sociaux, il ne suffit pas d'y voir uniquement une juxtaposition de comportements individuels, mais une agrégation de comportements imposés à l'individu de l'extérieur. Emile Durkheim (Les règles de la méthode sociologique) caractérise les faits sociaux par la contrainte : « *Les faits sociaux consistent en des manières d'agir, de penser et de sentir extérieures à l'individu et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui. Un fait social se reconnaît au pouvoir de coercition externe qu'il exerce ou est susceptible d'exercer sur les individus* ». Ces

faits sociaux sont facilement reconnaissables à leur signe « d'extériorité » (Marcel Mauss). Il s'agit d'un ensemble d'idées, de pratiques que l'individu trouve à sa naissance dans une société donnée et qu'il acquiert par voie de socialisation.

Les recherches sociologiques aboutissent à deux questions clé :

Pourquoi existe-t-il un ordre social ?, comment un ordre social se modifie ? D'emblée nous pouvons affirmer qu'il existe autant de réponses que de sociologues. En cherchant des réponses au fonctionnement réel des sociétés humaines, la sociologie constitue une discipline scientifique qui ne peut se développer que dans le cadre des démocraties parlementaires du monde Occidental, sans courir le risque de la persécution physique. Dans l'ancienne Union Soviétique, la Sociologie était tolérée dans le cadre d'une stricte orthodoxie marxiste-léniniste. Naturellement, elle n'est point admise dans les Etats totalitaires et autres dictatures du Tiers-Monde. Cependant, même dans l'espace géopolitique des démocraties parlementaires, la Sociologie se voit parfois

contester son statut de science, car elle tend à démonter les mécanismes de la domination des possédants, qui se perpétue par « l'auto-contrainte », la « violence symbolique » inculquée par les institutions secondaires de socialisation (Ecole, Etat, médias de masse, etc..). Paradoxalement quand le Sociologue intervient en qualité d'expert auprès des organismes gouvernementaux et publics ou privés, il lui est reconnu des compétences scientifiques, synonymes de neutralité.

Nous allons aborder le présent manuel en deux parties qui sont les suivantes :

- Les principaux auteurs et courants sociologiques

(Les fondateurs, la sociologie Marxienne, la sociologie empiriste, le fonctionnalisme, la sociologie française contemporaine).

- Quelques domaines et outils de recherche de la sociologie

(Les sociétés, les instruments de la socialisation, les divisions sociales et la déviance sociales, éléments de sociologie politique, les méthodes de la recherche sociologique.).

Partie I

Les principaux auteurs et courants sociologiques

A. LES FONDATEURS

a. Karl Marx (1818-1883)

L'œuvre de Karl Marx et de son condisciple Friederich Engels se caractérise par son aspect pluridisciplinaire (Philosophie, économie, histoire et sociologie). Elle marque une rupture philosophique avec l'idéalisme (il s'agit d'un courant de pensée qui fait de l'esprit le moteur de l'humanité et le principe explicatif premier). Marx se démarque de la conception hégélienne de l'Etat qui serait l'expression de la raison universelle. Il estime que c'est la société qui crée l'Etat et non l'inverse. Il invente le concept de Matérialisme historique , en s'inspirant de la dialectique de Hegel, car selon lui la vie sociale est faite de contradictions entre les classes sociales. Raymond Aron considère Marx comme « *le sociologue et l'économiste du régime capitaliste* » , car il cherchait à comprendre la société industrielle dans laquelle il vivait, par référence au fonctionnement du système économique¹. La pensée de Karl Marx, selon Aron, est une analyse et une compréhension de la

¹ R.Aron, les grandes étapes de la pensée sociologique, p.143

société capitaliste dans son fonctionnement. Comme Auguste Comte, et même Emile Durkheim quelques décennies plus tard, la politique et l'Etat ne sont que des « dérivés » des problèmes sociaux, ils n'ont aucune autonomie.

Selon Marx, le matérialisme historique montre que les rapports de force entre les classes sociales découlent de l'économie qui conditionne le système politique. Les institutions publiques et le pouvoir d'Etat dans la société constituent un instrument au service de la classe dominante. Aussi, il voit dans la religion, la morale, le droit, la famille ou la science des « superstructures » qui sont le reflet des « infrastructures économiques ». Les superstructures, telles que les analyse Madeleine Grawitz, englobent les institutions juridiques, politiques, idéologiques, et sont « *l'expression des modes de production* ».

La sociologie de Marx, même si ce dernier n'emploie pas ce terme, est déterministe, car les individus ne peuvent pas faire abstraction de leur appartenance sociale et semblent être privés de toute liberté de choix. A partir de cette contradiction dialectique, Marx élabore

une science de l'histoire. Il considère que les sociétés doivent être définies par leur mode de production, la combinaison des forces productives (force de travail, outils de production, etc...). Conformément à un schéma évolutionniste propre au 19^{ème} siècle, le mode de production esclavagiste a cédé la place à au mode de production féodale, avant que ce dernier ne soit supplanté par le capitalisme. Dans le mode de production capitaliste, ceux qui ne peuvent offrir que leur force de travail sont exploités par les détenteurs de moyens de production. Par son observation de la société industrielle du 19^{ème} siècle, Karl Marx en vient à la conclusion suivante : Elle est en proie à une contradiction interne qui la conduira à sa perte. Cette contradiction consiste en en la paupérisation de plus en plus importante du prolétariat et de l'augmentation des richesses des détenteurs des moyens de production, et d'autre part dans la transformation constante des moyens de production pour assurer la survie de la bourgeoisie. A terme, il prévoit la disparition du capitalisme et son remplacement par le communisme, après une étape socialiste pendant laquelle le Prolétariat

s'approprié les moyens de production. D'après Raymond Aron, la paupérisation telle que l'étudie Marx relève de l'analyse socio-démographique. Dans son ouvrage « Le Capital », l'armée de réserve des chômeurs est décrite comme un instrument de pression, au service des détenteurs des moyens de production, sur la main d'œuvre utilisée et elle empêche l'augmentation des salaires.

Le Communisme est la phase ultime par laquelle « *L'Etat sera amené à disparaître* » car l'avènement de la société sans classe rend son existence inutile. Par ailleurs dès le chapitre 1 du Manifeste Communiste (1848), Marx et Engels déclarent que « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes* ». Plus loin, ils ajoutent : « *Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés se sont trouvés en constante opposition, ils ont mené une lutte sans répit.....une guerre qui à chaque fois, finissait soit par la transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la ruine commune des classes en lutte.* » Ils précisent que la société capitaliste a simplifié les antagonismes de classe : « *De plus en plus, la société se divise*

en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la bourgeoisie et le prolétariat. » Des éléments de sociologie marxienne avant la lettre se dégagent également à la lecture de « La critique de l'économique politique ». Marx y souligne que les hommes entretiennent des rapports déterminés, indépendants de leur volonté, qui correspondent à un stade de développement des moyens de production matérielle. Il en conclut que la structure économique de la société naît de ces rapports sur lesquelles sont édifiés le droit et la politique. Madeleine Grawitz dégage une notion essentielle : « *Ce n'est pas l'individu isolé mais la masse des individus qui constitue le facteur déterminant de l'évolution sociale.* »², il s'agit ici de la spécificité sociale de la pensée marxienne qui privilégie le collectif au détriment de l'individuel. Pourtant, il ne suffit pas d'exercer les mêmes activités professionnelles pour constituer des classes sociales, tel est le constat que dresse Karl Marx dans « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », il faut une prise de conscience, une « conscience de classe ».

² M.Grawitz, Méthode des sciences sociales, p.91

De même que la société crée l'Etat selon la perspective marxienne, Karl Marx a émis une opinion analogue au sujet de la Religion. Dès les premières lignes du texte « Pour une critique de la philosophie du Droit de Hegel, introduction (1844) », il affirme que c'est l'homme qui fait la religion et non la religion qui fait l'homme. Pour cette analyse antérieure aux études durkheimiennes sur le fait religieux, Marx reconsidère la question de la religion. Il la ramène au rang de simple création de la société et de l'Etat. Cependant la religion en tant que fait social apparaît comme un instrument de domination au service de la classe dirigeante qui contribue à faire accepter leur sort aux ouvriers. Karl Marx l'explique clairement : « *Nier la religion, ce bonheur illusoire du peuple, c'est exiger son bonheur réel. Exiger qu'il abandonne toute illusion sur son état, c'est exiger qu'il renonce à un état qui a besoin d'illusion* »³.

Par la critique de la religion, Karl Marx entend dénoncer « *une certaine collusion entre les autorités religieuses établies et la bourgeoisie de la société industrielle* »⁴

³ K.Marx, Philosophie politique, p.90

⁴ J.P Willaime, Sociologie des religions, p.8

b.Ferdinand Tonnies (1855-1936)

Ferdinand Tonnies, qui a participé à la création de la « Société allemande de sociologie » en compagnie de Georg Simmel et de Max Weber, s'est rendu célèbre par la publication de son livre « Communauté et société (1887) ». Il oppose deux liens sociaux de nature différente : La communauté et la société. La communauté est marquée par la proximité des relations sociales (famille, quartier, village, communauté religieuse). Dans ce type de collectivité humaine, la fusion morale et spirituelle entre les individus est favorisée, et les rapports entre les hommes sont désintéressés et sincères. Au contraire, la société telle que la conçoit Tonnies privilégie les relations qu'il qualifie de « froides et intéressées ». La proximité et la simplicité des contacts ont laissé place à la complexification des institutions publiques, à l'expansion des normes juridiques et des statuts différents. Ce contemporain de Max Weber a posé l'opposition société traditionnelle/société moderne comme l'une des bases de la sociologie naissante

c. Georg Simmel (1858-1918)

Pour ce professeur de l'université de Berlin, contemporain de Ferdinand Tönnies, la société n'a pas d'existence en soi, elle résulte d'interactions individuelles, « *d'actions réciproques entre les individus qui caractérisent le fonctionnement de toute vie en société* ». Simmel apparaît comme le précurseur de la « sociologie de l'action », car tout phénomène social est le résultat d'actions, de comportements individuels, dont on doit toujours en rechercher le sens⁵. Simmel cite en exemple le tunnel de Saint-Gothard, qui doit son existence à un ensemble de décisions techniques (architecture), scientifique (géologie) et politiques (1892). Comme Max Weber, il applique un triple principe

- 1) Expliquer les phénomènes macroscopiques par des causes microscopiques
- 2) Les causes doivent être assimilées aux raisons (motifs) des acteurs.
- 3) Le principe de simplification consiste à regrouper les acteurs en types (modèle pour Simmel).

⁵ R.Boudon, *Traité de sociologie*, p.22

La sociologie de Simmel étudie « les formes » de la socialisation, issues des actions. Il s'agit de constructions intellectuelles qui favorisent la compréhension des éléments de la vie sociale, même à différentes époques et à des lieux différents qui concernent aussi bien l'art, la religion que la mode (en tant que phénomène éphémère). Il considère la religion comme une forme d'interaction

Conformément à la sociologie classique allemande, il refuse à cette nouvelle science toute hégémonie sur les autres sciences. Georg Simmel n'a pas bénéficié d'une grande renommée pendant l'entre-deux guerres en France et en Allemagne, à cause de la suprématie intellectuelle d'Emile Durkheim ou d'un Max Weber. Cependant, son influence s'est exercée aux Etats-Unis d'Amérique, notamment auprès du fondateur de l'Ecole de Chicago, Robert Ezra Park qui a été son élève à l'université de Berlin. Les éléments de psychologie sociale qui se dégagent des travaux de Simmel et son refus de voir dans la société autrement qu'une création issue des interactions entre les individus, ont influé sur la naissance de cette école

sociologique américaine. Dans un texte publié en 1903 intitulé *Métropole et Mentalités*, il esquisse la particularité et la psychologie de la personnalité urbaine. Simmel fait appel à des éléments psychologiques pour expliquer les différences de comportements dans les grandes villes et les petites villes. Notamment, il n'hésite pas à reprendre les distinctions communauté/société de Tonnies quand il compare « *le caractère intellectualiste du psychisme citadin* » et du « *caractère de la petite ville fondée sur la sensibilité et les rapports affectifs.* ». Il constate que « *l'esprit moderne est devenu de plus en plus calculateur* » et les relations sont de plus en plus complexes dans les grandes villes. Pour lutter contre le déracinement, le citadin réagit avec « l'intellect » que Simmel qualifie d'organe psychique le moins sensible. « L'intellect » devient une protection de la vie du sujet en tant qu'être pensant, elle exerce en conséquence une influence sur les manifestations individuelles. Donc le psychisme a des répercussions sur les phénomènes sociaux. Tous ces comportements propres aux citadins ont aussi pour origine la division du travail, la complexification de la vie sociale, elles permettent à l'homme d'accéder à une forme

d'individualisme et d'autonomie qui n'existe pas dans les petites villes. Mais l'autonomie n'est pas synonyme de bien être dans la vie affective de l'individu, qui est confronté à un brusque changement de valeurs, car le psychisme du citadin est frappé par un nouveau phénomène : *Le sentiment de solitude dans une foule*. Comme nous le verrons plus dans la section consacrée à l'École de Chicago, le migrant déraciné de son pays d'origine confronté à la vie citadine et au phénomène de la marginalité, comme les effets réciproques entre l'environnement urbain et les individus qui lui donnent vie, sont directement inspirés de la pensée de Georg Simmel, qui va contribuer à l'édification de la sociologie empirique américaine. Elle entend se démarquer d'une démarche exclusivement spéculative et théorique.

d. Max Weber (1864-1920)

Max Weber a développé une sociologie compréhensive, qui cherche à déterminer le sens que les individus donnent à leurs activités sociales, et conformément à cette conception il estime qu'il n'est pas possible de dégager de lois générales en sociologie. Car on ne peut

saisir qu'une partie de la réalité du monde sensible et l'interprétation d'un fait reste toujours relative et partielle. Il centre donc sa sociologie sur la compréhension et l'explication des valeurs qui motivent les individus. L'analyse d'un fait demeure inséparable des représentations que lui attribuent les acteurs d'une société donnée, et cela en fonction de valeurs. Dans la démarche weberienne, le politique n'est pas déterminé par un facteur unique, mais par la liaison de plusieurs facteurs. Cette liaison aboutit à découvrir des régularités. Le « type idéal » ou « idéal typique » éclaire cette démarche. Le type idéal est un instrument de recherche, un guide dans la construction théorique de la réalité. Il a pour fonction de mesurer l'écart entre la réalité et le modèle, notamment en accentuant les caractéristiques d'un phénomène social en vue d'une meilleure compréhension et il ne laisse pas de place pour « le vrai ou le faux », les jugements de valeur relevant de la préférence du théologien ou de l'historien. D'après Raymond Aron ⁶, le type idéal weberien a pour fonction de « *dégager ce qui individualise, non ce qui rapproche,*

⁶ R.Aron, la sociologie allemande contemporaine, p.89

les traits uniques, non les caractères généraux ».

Le type idéal correspond à la démarche intellectuelle de Weber qui refuse d'ériger la sociologie en lois générales et abstraites. Dans son livre « *Essai sur la théorie de la science* », il explicite sa démarche de construction d'un idéal-type : « *on obtient un idéal-type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et, par endroit, pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène* ».

La démarche compréhensive de Max Weber fait appel à la collaboration entre l'histoire et la sociologie pour élaborer la théorie de la causalité. Ainsi les accidents, les idées et les volontés humaines côtoient les comportements religieux.

Max Weber a également utilisé ces « idéaux-types » en politique, dans ses ouvrages principaux « *Economie et société* » et le « *Savant et le Politique* ». A travers l'évolution historique de l'Etat, il a établi la légitimité de

l'autorité et de son monopole légitime de la violence, en créant chronologiquement trois types idéaux.

1. La domination traditionnelle
2. La domination charismatique
3. La domination légale-rationnelle

1. La domination traditionnelle

Elle se fonde sur le caractère sacré du chef, consacré par le temps et la tradition, dont les rapports avec ses sujets sont régis par la coutume. Le chef détient l'autorité que l'on peut qualifier de politique, mais dans ces sociétés traditionnelles (que le 19^{ème} siècle européen qualifiait de primitive), il doit collaborer avec d'autres détenteurs de rôle d'autorité. A titre d'exemple, les rois Tutsi du Ruanda pré-coloniale, ne pouvaient prendre des décisions importantes qu'après la réunion du Conseil des gardiens de la tradition, dont le regroupement était nécessaire, car chacun de ses membres ne connaissait qu'une partie des coutumes du royaume.

La domination traditionnelle cesse, quand le prince commence à se doter d'une administration

embryonnaire et s'arroge de façon progressive le monopole de la violence armée. Sur le plan historique, la fin de la domination traditionnelle correspond à l'apparition des Etats modernes en Europe Occidentale après les temps féodaux.

2. La domination charismatique

La soumission directe d'un ensemble d'individus à un personnage investi de pouvoirs extraordinaires, inaccessibles au commun des mortels, forme la caractéristique de la domination charismatique. Au tour de ce personnage, considéré comme investi d'une mission divine, se crée une communauté dominée par l'émotion et l'irrationnel. Cependant une telle autorité demeure fragile et éphémère, car il suffit que ses supposés dons s'estompent pour que ses sujets cessent de lui obéir. Son pouvoir ne repose sur aucune règle et sur aucune coutume, et elle reste sous le contrôle complet d'un seul homme. Il se contente de déléguer une partie de son autorité en toute liberté à des hommes de confiance. D'après les études menées par les égyptologues, les pharaons de l'ancien empire jusqu'à la

première époque intermédiaire étaient considérés comme des dieux, or à la suite de troubles et de périodes de désordres qui ont entraîné un retour à la féodalité, les anciens monarques, en raison de leur faiblesse à mettre fin au chaos social et politique, ont perdu leur caractère divin et l'exclusivité du privilège de la vie au-delà de la mort, désormais accessible au commun des égyptiens.

Max Weber note aussi que toute « domination charismatique tend à s'installer dans la routine », dans la mesure où elle devient quotidienne et permet à l'autorité de survivre à la mort du fondateur. La survivance de l'autorité est rendue possible par l'intrusion d'éléments de la domination légale ou traditionnelle. Max Weber précise que les idéaux-types de la domination ne se présentent jamais à l'état pur, mais plutôt sous la forme de combinaison des trois types de domination. Weber donne l'exemple du règne de Napoléon III qui commence sous l'aura de la légende familiale de Napoléon Bonaparte pour s'achever par une seconde phase libérale et parlementaire du Second Empire. La domination de Charles de Gaulle dans le champ

politique français entre 1958 et 1969 se rapproche de ce schéma wébérien. Pendant cette période, le pouvoir de Gaulle s'est certes établi sur la base de procédures démocratiques, mais également sur le caractère exceptionnel de ce personnage historique qui estimait être l'incarnation de la France, en raison de son rôle primordial pour sauver l'honneur et l'indépendance de la France pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Ce charisme lui a permis de transcender le traditionnel clivage Gauche-Droite du champ politique français. Après les événements de mai 1968 qui ont ébranlé sa légitimité et l'échec du Référendum de 1969, Charles de Gaulle démissionne de la Présidence de la République. En conséquence, la Vème République devient un régime basé sur une domination de type légale rationnelle⁷.

3. La domination légale rationnelle.

Ce type de domination est étroitement lié à l'émergence de l'Etat moderne Ouest Européen, et de type Occidental par référence aux démocraties anglo-saxonnes non européennes. Le consentement des

⁷ D.Chagnolaud, Sociologie politique,

gouvernés à « *un ordre légal, rationnel et impersonnel fonde la légitimité de l'autorité* ». Il s'agit d'un droit établi rationnellement et composé de règles abstraites et impersonnelles auquel détenteur de l'autorité doit obéir. Gouvernants comme gouvernés, dominants comme dominés obéissent à ces règles impersonnelles et générales. La domination légale rationnelle n'est possible que s'il existe une bureaucratie moderne dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Réglementation de l'activité des agents publics
- Répartition des compétences et domaines respectifs des pouvoirs de commandement.
- Principe de contrôle hiérarchique et contrôle de toute autorité.

Par conséquent, l'Etat rationnel est essentiellement une création du monde occidental, car il coïncide avec l'émergence du système économique rationalisé de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis d'Amérique. Pour expliquer l'apparition de la rationalité économique dans ces contrées, Max Weber se sert de la démarche compréhensive comme méthodologie appliquée. C'est ce qui ressort de son ouvrage

« L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1905) ». En voyant dans le protestantisme l'une des causes de la formation du capitalisme (conformément à sa théorie de la pluralité des causes), il élabore un type idéal religieux. Dans l'avant-propos, il note que « *la soif d'acquérir, la recherche du profit, de la plus grande quantité d'argent n'ont rien à voir en eux mêmes avec le capitalisme, partout existent ou ont existé les conditions objectives de cet état des choses.* »⁸

Le capitalisme est défini par trois points : l'organisation rationnelle de l'entreprise liée aux prévisions d'un marché régulier, la séparation du ménage et de l'entreprise domine la vie économique moderne, et enfin une comptabilité rationnelle. Surtout son émergence a été favorisée par un environnement politique et administratif structurellement rationnel.

Max weber part d'un constat : « *bien plus, c'est un fait que les protestants ont montré une disposition toute spéciale pour le rationalisme économique, qu'ils constituent la couche dominante ou la couche dominée, la majorité ou la minorité, ce qui*

⁸ M.Weber, l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, p.11

n'a jamais été observé au même point chez les catholiques, dans l'une ou l'autre de ces situations. »

Max Weber incite, conformément à sa démarche compréhensive et de recherche des motivations des acteurs, à ne pas « *rechercher uniquement dans des circonstances extérieures, historico-politiques, mais dans le caractère intrinsèque et permanent des croyances religieuses* »⁹. *Le capital se forme par l'épargne forcée ascétique par réaction hostile au luxe assimilé à l'idolâtrie*¹⁰.

À partir de cette technique d'analyse, il constate une combinaison entre le « l'ascétisme calviniste » et le « sens des affaires ». L'austérité protestante est une « éthique » qui consiste à ne pas perdre son temps, gaspiller son argent dans de vains plaisirs¹¹. Loin de rejeter les biens matériels et l'argent, le protestant, par son travail acharné à accumuler des richesses, accomplit des devoirs temporels qui sont les seules manières de vivre qui plaisent à Dieu ¹². Cette éthique de la besogne

⁹ Ibid, p.35

¹⁰ Ibid, p.292

¹¹ Ibid p.44 à 46

¹² Ibid, p.92

« comme justification morale de l'activité temporelle » est une des conséquences les plus importantes de la Réforme. Privé de salut dès la naissance et sans espoir d'en trouver au sein d'une église, le protestant recherche une forme de « bénédiction profane » en accumulant des biens matériels et en investissant dans l'appareil de production ¹³. Max Weber précise que « *l'individu est abandonné à ses propres ressources spirituelles* » et en conséquence, il n'y a pas de conflit entre l'individu et l'éthique.

Max Weber explique la naissance du capitalisme par la motivation de l'individu de confession protestante qui valorise le travail, par opposition aux valeurs aristocratiques attachées aux privilèges liés à la naissance. L'explication de l'origine du capitalisme par le sens que le Protestant donne à son existence d'entrepreneur relève bien de la sociologie compréhensive.

e. Emile Durkheim (1858-1917)

Emile Durkheim est le fondateur de la sociologie

¹³ Ibid, p.116

moderne française. A ce titre, il a élaboré une méthode scientifique, décrite dans son ouvrage « Les règles de la méthode sociologique (1895) ». Avant de définir la méthode convenant à l'étude des faits sociaux, Emile Durkheim s'est attaché à définir ces derniers. En premier lieu, il souligne que tout phénomène qui se passe à l'intérieur d'un groupe humain n'est pas obligatoirement un fait social. D'emblée, il affirme « *il y a dans toute société un groupe déterminé de phénomènes qui se distinguent par des caractéristiques tranchés de ceux qu'étudient les autres sciences de la nature* »¹⁴. Le fait le plus banal comme « remplir son devoir d'époux » ou se comporter en citoyen respectueux des lois et règlements, constitue des actes définis en dehors de l'individu. Ce dernier les reçoit par l'éducation, aujourd'hui on parlerait de socialisation. Dans cette perspective, le fait social forme un type de conduite extérieure à l'individu qui s'impose de gré ou de force. Extériorité, acquisition par l'éducation ou la coercition, le pouvoir de sanction qui s'oppose à toute résistance forment les trois éléments constitutifs du fait social. Enfin, le fait social est

¹⁴ E.Durkheim, les règles de la méthode sociologique, p.3

généralement admis au sein de la société et il est indépendant des manifestations individuelles. La norme et la sanction forment également l'élément constitutif de l'intégration de la société.

Comme première règle en matière d'observation des faits sociaux, Emile Durkheim apporte la précision suivante : « *La première règle est de considérer les faits sociaux comme des choses* »¹⁵. D'emblée, il rejette la subjectivité dans son analyse ainsi que les explications psychologiques, quand il affirme que les phénomènes sociaux doivent être détachés des sujets conscients qui se les représentent. Une fois posé ce principe, Durkheim passe à une autre étape : Ecarter toutes les prénotions, c'est à dire les lieux communs, les réflexions qui n'ont pas subi un examen scientifique préalable. Le sociologue doit définir les choses dont il traite, pour que l'on sache de quoi il est question. Au préalable, il doit poser une définition pour construire et cerner l'objet de sa recherche. La cause des faits sociaux doit être recherchée parmi les faits sociaux antérieurs. Pour Durkheim, il s'agit de la base de l'analyse scientifique.

¹⁵ Ibid, p.15

En posant ces principes, il fait de la sociologie, « *une science autonome et distincte qui n'est l'annexe d'aucune autre science* ». Pour analyser la réalité sociale, seule une culture spécialement sociologique peut préparer le chercheur à la compréhension des faits sociaux ¹⁶.

En se refusant à considérer les faits sociaux « comme des idées abstraites, des concepts philosophiques », Emile Durkheim jette les bases de la sociologie empiriste. Son ouvrage « Sur le suicide (1897) » constitue l'application formelle de cette méthode. Il commence son analyse en donnant une définition au phénomène de suicide, il s'agit « en tout cas de mort qui résulte d'un acte positif ou négatif accompli par la victime elle-même et qu'elle savait devoir produire ce résultat ».

Dans l'étude consacrée à ce phénomène, Emile Durkheim a voulu démontrer que le suicide avait des origines sociales et non psychologiques. D'emblée, il élimine les explications subjectives comme le caractère héréditaire, la psychopathologie, le mimétisme, et il parvient à la conclusion que le Suicide est un fait social,

¹⁶ Ibid, p.143

en raison notamment de sa régularité constatée par les statistiques. Les faits sociaux peuvent être mesurés. Par l'examen des statistiques, il établit des corrélations (rapport entre) entre le taux de suicide et des situations sociales spécifiques. En fait, cette méthode est une administration de la preuve par une méthode comparative. Le suicide constitue un phénomène relié à d'autres faits sociaux, il varie en fonction du degré d'intégration de l'individu au sein des groupes sociaux. Durkheim explique le taux de suicide supérieur des hommes en comparaison de celui des femmes, par une intégration sociale moindre des hommes. Au cours de cette étude, il découvre une loi sociologique : Un rapport de simultanéité entre deux variables (valeurs numériques différentes). Dans le cas d'espèce, il s'agit de la variable dépendante (le suicide en tant que phénomène individuel) et la variable indépendante explicative (l'intégration des groupes sociaux ou le taux de suicide en tant que phénomène social).

Durkheim définit trois types de suicide : Le suicide égoïste, le suicide altruiste et le suicide anémique à partir de données statistiques.

Il parvient à analyser le suicide égoïste par corrélation entre les taux de suicide et les facteurs sociaux d'intégration. Quand l'intégration sociale fait défaut, les individus ont tendance à porter atteinte à leur propre vie. Car ils ne bénéficient pas de l'autorité du groupe et de la contrainte imposée par un milieu social donné. Pour illustrer cette hypothèse, Durkheim a constaté que le mariage préserve les hommes et les femmes du suicide, si la famille et les enfants assurent un rôle protecteur. Ces derniers constituent un coefficient de préservation, leur absence formant au contraire un coefficient d'aggravation. Il parvient à cette conclusion par l'étude de la situation des femmes mariées, des célibataires, des veufs et des veuves. Le coefficient de préservation existe en fonction de la situation familiale.

Au contraire du suicide égoïste, le suicide altruiste correspond à la pleine soumission de l'individu au groupe social, qui a complètement intériorisé la contrainte sociale de son groupe d'appartenance (exemple du capitaine qui meurt à bord de son navire en plein naufrage, conformément à la tradition des gens de

la mer) . A côté des suicides d'ordre héroïque ou d'ordre religieux, Durkheim a constaté une augmentation du taux de suicide chez les militaires de carrière. Cette situation augmente à partir d'un certain âge. Leur attachement excessif à un groupe social les fragilise en cas d'aléas de l'existence.

Enfin, le dernier type de suicide, le suicide anémique caractérise la société moderne, il est la conséquence directe de l'existence des individus qui sont en compétition les uns contre les autres. La déception engendrée par la disproportion entre leurs aspirations et leurs réalisations favorise l'apparition de tendance suicidaire. Dans ce cas de figure, la famille, la religion s'avèrent insuffisantes pour être un coefficient de préservation efficace. Durkheim en conclut que le seul groupe social qui puisse intégrer les individus, c'est le groupe professionnel auquel il appartient.

Une constante se dégage de l'œuvre scientifique de Durkheim : l'étude des conditions de l'intégration sociale des individus. Il a une approche Holiste dans la mesure où l'individu est dépendant de son milieu et ne dispose pas de son libre arbitre en raison des normes

qui lui sont imposées par l'éducation et la coercition. Il conteste l'intégration des philosophes politiques par le biais du Contrat Social. Dans son livre « La division du travail social », Durkheim confère un rôle d'intégration sociale à la norme et la sanction. Il analyse également les transformations propres aux sociétés contemporaines. A ce titre, deux modes de liaison sociale entre les hommes se dégagent. Dans les **sociétés à faible différenciation sociale**, c'est à dire les sociétés archaïques, les individus sont liés par une **solidarité mécanique**. Par solidarité mécanique, Emile Durkheim fait référence à la solidarité fondée sur la similitude des tâches accomplies par les membres d'une même tribu (ex : les sociétés tribales vivant de la chasse et de la cueillette). Dans ces sociétés à faible division de travail, les individus ne disposent pas de leur libre arbitre et sont totalement intégrés au corps social. Tout écart est immédiatement sanctionné par celui qui transgresse.

En revanche, *les sociétés à forte division du travail* privilégient la *solidarité organique*. La différenciation des tâches conduit leurs membres à assumer des rôles complémentaires. La conscience commune de la société

mécanique est remplacée par l'altruisme, qui se manifeste par l'intermédiaire de coopératives et de mutuelles. Cependant, si ces mécanismes d'altruisme et d'intégration sociale font défaut, la société subit une situation d'anomie et les valeurs qui la structurent disparaissent. Car elle n'est plus en mesure de satisfaire les besoins de ses membres.

Toujours fidèle à sa méthodologie décrite dans « Les règles de la méthode sociologique », Emile Durkheim étend son champ d'étude à la religion et il tente d'en donner une définition dans son livre « Les formes élémentaires de la vie religieuse ». La religion se caractérise par le sacré et se différencie du profane. Elle est une création collective et transfigure la société. Selon Durkheim, elle remplit une fonction d'intégration, car elle engendre les groupes humains.

Il définit la religion de la façon suivante : « *Une religion est un système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est à dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée église, tous ceux qui y adhèrent.* »¹⁷.

¹⁷ E.Durkheim, Les formes élémentaires de la vie religieuse,

Cependant cette définition de Durkheim peut soulever quelques réserves et Monsieur Jean-Paul Willaime¹⁸ note que le célèbre sociologue ne tient pas compte de la religion comme facteur de désintégration sociale et de facteur de contestation de l'ordre social, qui peut conduire dans les cas les plus extrêmes à la guerre civile (Guerre de Trente ans en Allemagne par exemple) . De son côté Raymond Aron constate que « Les formes élémentaires de la vie religieuse » comporte trois méthodes d'étude : Une description et une analyse précise du système clanique et du totémisme des tribus australiennes, une théorie de l'essence du religieux et une interprétation sociologique des formes de la pensée humaine.

Durkheim en conclut que toute religion est en fait le culte de la société, qui demeure la seule réalité rassemblant les individus, que ce soit le culte du totem dans les tribus australiennes ou les religions plus élaborées, la supériorité de la société s'impose à chacun de ses membres.

p.63

¹⁸ JP.Willaime, la sociologie des religions, p.17

L'influence d'Emile Durkheim au sein de la sociologie française sera durable, elle s'exercera par le biais de sa revue « L'année sociologique » et on peut parler d'une école durkheimienne. Elle dépassera les frontières de sa discipline d'origine pour investir d'autres domaines, notamment par l'intermédiaire de l'historien Marc Bloch qui est le fondateur de la revue « Les annales ». Marcel Mauss continuera l'œuvre sociologique de son oncle dans le domaine de l'ethnologie (en ce qui concerne le don et le potlatch comme pratique universelle des peuples). De nos jours, les travaux de Pierre Bourdieu continuent de perpétuer la tradition holiste inaugurée par Emile Durkheim.

B. LA SOCIOLOGIE MARXIENNE

a. Antonio Gramsci (1891-1937)

Fondateur du Parti Communiste Italien, Antonio Gramsci ne se contente pas d'être un acteur engagé dans le champ politique jusqu'à son arrestation en 1926 par le régime mussolinien. Malgré son emprisonnement, il poursuivra jusqu'à sa mort une œuvre théorique publiée sous le nom des « Cahiers de Prison ». Sa démarche intellectuelle majeure prend en compte l'échec du mouvement ouvrier italien, impuissant à enrayer la montée du fascisme. Gramsci va étudier la réalité sociale et culturelle propre aux sociétés d'Europe Occidentale. Il s'attachera à analyser dans une perspective historique le type d'organisation sociale et culturelle, les différentes formes de pouvoir. Il se démarque de l'économisme marxien, pour qui toute organisation étatique et idéologique correspond à un mode d'organisation économique, la superstructure est déterminée par la structure économique. Selon le schéma Gramscien, les classes dirigeantes de l'Europe de l'Ouest, quelque soit l'époque historique, exercent

leurs hégémonies par la « combinaison de deux sphères »¹⁹, la *société civile* et la *société d'Etat* qui sont les deux « grands étages » de la superstructure²⁰.

Dans « les cahiers de prison », Gramsci désigne la société civile « *comme l'hégémonie politique et culturelle d'un groupe social sur toute la société toute entière* » par le biais d'organismes privés. En plus du monopole des savoirs et de la culture, le groupe dominant bénéficie d'une homogénéité idéologique et il influence l'ensemble des systèmes de valeurs d'une société. De son côté, la Société Politique comporte les organes répressifs de l'Etat.

Même si Gramsci est un philosophe, et malgré ses critiques à l'encontre « *de la prétention de la sociologie* » à vouloir saisir l'intégralité du monde sensible et à la dénonciation du manque de neutralité et d'autonomie de la nouvelle science, *qui présuppose une philosophie, une conception du monde dont elle est un fragment subordonné*²¹, il reconnaît « *qu'il y ait une utilité pratique à identifier certaines*

¹⁹ H.Portelli, Gramsci, Histoire des idées politiques p.408

²⁰ A.Gramsci, textes choisis, p.247

²¹ Ibid, p.283

lois de tendance générale »²², sans pour autant tomber dans la facilité des « lois statistiques ». Aussi, on peut inclure les raisonnements de Gramsci dans la sociologie marxienne de la domination, et l'intégrer dans la tradition sociologique historique de Weber. La théorie de l'hégémonie de Gramsci est celle d'un système de pouvoir qui se définit par sa capacité à obtenir le consentement de sa population. La classe dominante selon le concept gramscien de l'hégémonie s'assure du consentement de la majorité de la population pour l'utilisation d'un réseau d'institutions culturelles. Ces institutions apprennent la soumission aux dominés, grâce aux intellectuels qui sont les auxiliaires des dominants. Ainsi Le groupe dominant utilise les intellectuels en qualité de « *commis* » de leurs intérêts, ces derniers occupent des fonctions subalternes liées à l'hégémonie sociale (éducation, art, culture, etc...) et du gouvernement politique²³. Ils obtiennent « *l'assentiment spontané* » de la majorité de la société, en ce qui concerne l'orientation donnée à la vie sociale par le groupe dominant, propriétaire d'un prestige lié à sa fonction

²² Ibid, p.285

²³ Ibid, p.247

dans le monde économique. Ici l'analyse gramscienne préfigure les concepts sociologiques de « l'autocontrainte de Norbert Elias ou de la « violence symbolique » de Pierre Bourdieu. En cas de défaut d'assentiment spontané, l'appareil de coercition de l'Etat assure la discipline et la répression des grands groupes sociaux.

Gramsci en vient à la conclusion suivante : La conquête de l'Etat élargi (société civile et société politique) passe par la prise de contrôle de « la direction intellectuelle et morale » pour assurer une suprématie non éphémère sur l'Etat. Il se démarque du matérialisme marxien, dans la mesure où l'idéologie est une conception du monde, de la société dont les manifestations visibles ou non se trouvent dans l'art, le droit, l'économie et dans toutes les activités humaines individuelles ou collectives. Donc l'idéologie n'est pas le reflet de la structure, elle jouit d'une autonomie et possède le rôle de facteur de cohésion des classes dominantes.

b. Louis Althusser (1918-1990)

Théoricien de la pensée marxienne, Althusser opère une

distinction dans l'œuvre philosophique de Karl Marx, notamment entre la période antérieure à 1844 marquée par l'influence de l'idéalisme hegelien, et celle du matérialisme historique. Il privilégie les œuvres majeures de Marx, et tente d'aller au delà de l'analyse traditionnelle entre superstructure et structure, notamment en reconnaissant « *une autonomie relative à la superstructure par rapport à la base* »²⁴.

Néanmoins, sa conception de l'Etat se situe dans la tradition marxienne. Il s'agit d'une « *machine de répression qui permet aux classes dominantes d'assurer leur domination sur la classe ouvrière pour la soumettre au procès d'extorsion de la plus-value* »²⁵. Par appareil d'Etat, il respecte la conception marxienne qui inclut la police, les tribunaux et l'armée, le gouvernement et l'administration comme éléments de répression au service de la classe dominante. Althusser affirme que « *toute la lutte des classes politiques tourne autour de la détention du pouvoir* », donc du contrôle de l'appareil d'Etat. Par ailleurs, il reprend les réflexions de Gramsci au sujet de

²⁴ L.Althusser, Positions, idéologies et appareils idéologiques d'Etat, p.89

²⁵ Ibid, p.90

l'appareil d'Etat qui ne se réduit pas à l'appareil répressif mais comprend également la société civile et ses institutions. La théorie marxienne de l'Etat est affinée par Althusser, qui développe la notion d'Appareils Idéologiques de l'Etat. Les AIE font partie de l'appareil d'Etat. Voici une liste de ces Appareils Idéologiques d'Etat :

1. A I E religieux (système des différentes églises)
2. A I E scolaire (système scolaire public et privé)
3. A I E familial (cycle de reproduction de la force du travail)
4. A I E juridique (se situe entre A I E et A R E)
5. A I E politique (système politique et partis politiques)
6. A I E syndical
7. A I E de l'information (presse écrite et audiovisuelle)
8. A I E culturel (lettres, beaux-arts, sports, etc...).

Les A I E ne se confondent pas avec l'Appareil Répressif d'Etat et certains appartiennent au domaine privé. Mais en reprenant l'analyse de Gramsci, Althusser voit dans cette distinction, qu'une différenciation interne au « droit bourgeois » qui exerce son pouvoir sur tous les champs de la société. Le fonctionnement des A I E

se fait soit sur le mode de la « manipulation ou sur le mode répressif (sanction, exclusion, des dominés ou dominants). Althusser précise qu'il n'existe pas d'A I E pur comme l'A R E ne présente pas à un état de pureté absolue (armée et police fonctionnent aussi à « l'idéologie »). La classe dominante assure sa suprématie sur la société dans son ensemble, car elle unifie les AIE et l'ARE sous « idéologie dominante ». D'après Althusser, ils ont en commun « la reproduction des rapports d'exploitation capitaliste ». Cette tâche est bien répartie, mais l'A I E scolaire possède la fonction essentielle : celle d'inculquer les valeurs de la classe dominante pour que chacun remplisse la tâche qui lui est assignée. Ainsi l'exploité dans la terminologie d'Althusser doit faire « preuve de conscience professionnelle », « de civisme ». Ainsi les AIE permettent de maintenir et de pérenniser le système capitaliste, grâce à ces mécanismes de « propagande » qui renforcent les déterminismes sociaux et les habitus de classe. Par le développement de la théorie des A I E comme systèmes qui favorisent la domination sociale d'un groupe sur l'ensemble de la société, Althusser a lui

aussi fait œuvre de sociologue de la domination. On rattache au structuralisme la pensée de Louis Althusser, qualifiée de « structuro-marxisme » car elle veut analyser les systèmes qui gèrent la société à l'insu des individus qui la composent. Cependant, Althusser a également éprouvé de la défiance vis à vis des sciences humaines qu'il estime être de simples constructions de l'idéologie bourgeoise et être de fausses sciences à 80%²⁶.

c. L'École de Francfort

La première guerre mondiale provoque la chute de l'empire allemand et l'avènement de la République de Weimar, ainsi que le renversement du régime tsariste par les bolcheviques de Lénine. Elle a également pour conséquence de diviser durablement le mouvement ouvrier allemand, entre un parti communiste allemand inconditionnellement aligné sur les 21 thèses de la Troisième Internationale, et le Parti Social Démocrate Allemand qui se veut réformiste et légaliste, tout en restant fidèle au Marxisme. L'École de Francfort entend se situer entre la sociologie et la philosophie, elle

²⁶ Ibid, p.61

possède un projet scientifique (philosophie sociale) et une démarche méthodologique²⁷ (La théorie critique) . Car selon l'éminent professeur Jean-Marie Vincent, le mouvement ouvrier allemand fait preuve d'un aveuglement stratégique et il note à ce sujet que « le Marxisme théorique tel qu'il s'était développé à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle en Allemagne apparaissait aux yeux de ses propres partisans comme l'expression d'une théorie scientifique quasi achevée²⁸. Jean Marie Vincent constate même une forme de sclérose intellectuelle du marxisme partisan : « *On attendait de lui la formulation des lois du développement social comme on attendait des sciences du monde physique la formulation des lois du mouvement de la matière* »²⁹. Pour être plus bref, « *la théorie critique de la société moderne ne se laisse pas réduire à une analyse de l'exploitation capitaliste* »³⁰.

Telles sont les circonstances politiques et intellectuelles qui conduisent à la fondation de l'Institut de Recherches Sociales en 1923 par l'économiste Friedrich

²⁷ P.Assoun, l'Ecole de Francfort, p.74

²⁸ JM.Vincent, la théorie critique de l'Ecole de Francfort, p.31

²⁹ Ibid, p.31

³⁰ S.Haber, Jurgen Habermas, une introduction , p.52

Pollock et du philosophe et sociologue Marx Horkheimer, partisans d'une reconstruction d'un marxisme authentique. Dès à présent, il faut signaler que ce centre universitaire ne sera connu sous le nom « d'École de Francfort » qu'au début des années 1950, après le retour d'exil de Horkheimer et de Théodor Wiesengrund-Adorno en Allemagne. D'emblée, il convient de signaler que les principaux chefs de file de l'Institut de Recherches sociales sont Horkheimer, Adorno, Eric Fromm, puis ceux qui y seront associés sans pour autant faire partie du « noyau dur », à savoir Herbert Marcuse (notamment après l'exil américain) et Jürgen Habermas.

Tous ces théoriciens de formation scientifique différente, outre un projet de société initialement influencé par le marxisme, cherchent à analyser les formes adoptées par « la logique de la domination ». Par rapport aux autres penseurs marxisants, ils ne considèrent pas « la psychanalyse » en tant que manifestation « *de la décadence bourgeoise* »³¹, mais en tant qu'instrument permettant de comprendre les mécanismes psychiques de la domination

³¹ JM Vincent, la théorie critique de l'École de Francfort, p.64

qui privent les individus de leur libre arbitre. La psychanalyse devient un complément « *à la critique de l'économie politique pour comprendre les rapports sociaux entre les individus* », et un instrument complémentaire de la théorie marxienne. La domination par la violence des possédants est intériorisée au terme « *d'un processus historique complexe* »³². Horkheimer affirme que « *l'appareil psychique des membres d'une société de classes, dans la mesure où ceux-ci ne font pas partie du petit noyau des privilégiés, n'est malgré tout que l'intériorisation ou du moins la rationalisation et le complément de la violence psychique* »

En d'autres termes, le souvenir de la coercition physique, le contrôle social sur les esprits par les institutions, privée ou religieuses, contribuent à « l'auto-contrôle » des classes dominées. Max Horkheimer note que « *la famille, qui est un des principaux organismes éducatifs, veille à la reproduction des mentalités qu'exige la société et leur donne pour une grande part cette indispensable aptitude du comportement spécifiquement autoritaire dont dépend dans une grande mesure la solidité de l'ordre bourgeois* »³³

³² M.Horkheimer, théorie traditionnelle et théorie critique, p.242

³³ Ibid, p.288

La conséquence est que la culture et le religieux servent à intégrer sans difficulté l'individu dans le système de production. Horkheimer voit dans les idées religieuses, autre chose que le simple reflet de la structure de production ³⁴. En revanche, elles exercent une influence sur l'évolution psychique de chaque individu. Eric Fromm (1900-1980) centre ses travaux sur la conciliation entre la pensée marxienne et la psychanalyse. Son ouvrage « La peur de la liberté » analyse la situation des individus dans la société moderne, libre de toutes les entraves que leur imposaient les anciens systèmes économiques. L'isolement, la peur d'assumer cette liberté constituent la contrepartie de l'autonomie sociétale de l'individu dans le système capitaliste. D'autant plus que la société moderne est incapable d'assurer les besoins de relations sociales à la fois altruistes, spirituelles et identitaires, les individus engendrent des troubles mentaux et n'hésitent pas à chercher une protection auprès d'un chef charismatique. En l'espèce, il s'agit de l'explication

³⁴ Ibid, p.248

donnée par Eric Fromm pour expliquer le ralliement du plus grand nombre au régime hitlérien. Comme ultime conséquence, l'aliénation frappe les individus qui deviennent étrangers à leur entourage social et professionnel. Pour expliquer le principe de domination, Herbert Marcuse fait également référence aux travaux de Sigmund Freud (Eros et civilisation). Dans chaque individu le principe de domination est intériorisé grâce à des « symboles normatifs », des images caractéristiques de chaque organisation historique sociale. Ces images et symboles structurent les rapports entre l'individu et la société, et selon Herbert Marcuse, la société capitaliste est régie par le principe de rendement. Le principe de rendement qui a pour équivalent le principe freudien de réalité, est celui de la société capitaliste voué au gain. Il est acquis par socialisation. En vertu de ce principe, les pulsions (libido) font l'objet d'une répression pour le progrès et la cohésion de la société. Marcuse reprend le thème freudien selon lequel toute société est fondée sur la répression du principe de plaisir (la joie, le jeu) et son contrôle par le principe de réalité (travail, peine, douleur). Cette domination est rendue possible par le

problème de pénurie, justifiant la contrainte au travail. Pour mettre fin à la domination, il faut non seulement résoudre le problème de pénurie, mais d'en supprimer son enracinement interne qui est d'ordre culturel. Marcuse entend réconcilier le bonheur, la liberté avec la civilisation occidentale. La nouvelle société sera possible quand le principe de plaisir régentera toutes les activités humaines. Cette conception révolutionnaire a inspiré les mouvements de contestation étudiants aux Etats-Unis dans les années 1960.

Paul Laurent Assoun parle de « la sociologie critique de l'Ecole de Francfort ». Outre la critique de la logique de la domination dans les Etats à régime capitaliste par le biais de la psychanalyse, l'Institut de Recherches Sociales voulait dépasser le clivage sociologie et philosophie. Théodor Adorno et Max Horkheimer considèrent que l'homme peut apprendre à se connaître grâce à *une théorie critique de la société telle qu'elle est réellement*. En tant que directeur, Max Horkheimer oriente le travail de l'Ecole de Francfort sur le développement de « *la philosophie sociale alliée à des*

investigations empiriques »³⁵. Ainsi l'Institut organise des recherches empiriques sur la société réelle (enquêtes sur la famille, l'autorité, le racisme ...), car entre la sociologie anglo-saxonne qui favorise les recherches empiriques et les enquêtes de terrain, et la sociologie allemande qui préfère la formulation de principes abstraits, « la réflexion théorique sur des concepts fondamentaux, Horkheimer ne voit pas de différence dans la structure de la pensée.

Qu'est ce que la théorie critique ?

Horkheimer a posé ses principes dans le texte « Théorie traditionnelle et théorie critique ». D'emblée il oppose la théorie traditionnelle à la théorie critique. A partir d'une problématique, la théorie traditionnelle ordonne l'expérience, donc elle est une action de connaissance qui se limite aux aspects partiels. Elle n'est qu'une simple hypothèse face à des faits observables³⁶. La théorie traditionnelle se contente d'être utile au système sociétal établi. A ce sujet, Horkheimer dit que « dans le monde réel la profession scientifique n'est qu'un

³⁵ P.Anderson, Sur le marxisme occidental, p.50

³⁶ M.Horkheimer, théorie traditionnelle et théorie critique, p.16

élément non autonome du travail, de l'activité du travail, de l'homme dans l'histoire »³⁷.

Au contraire, la théorie critique ne se cantonne pas dans un univers clos, sans lien avec la société, mais elle veut analyser la société pour faire une critique radicale. Max Horkheimer précise « *qu'elle ne cherche pas à être utile dans le système établi, mais elle est un facteur inséparable de l'effort historique pour créer un monde adapté aux besoins et aux facultés de l'homme* »³⁸. L'émancipation de l'homme par l'élimination de la domination constitue l'objectif de la théorie critique. Pour combattre la domination sous toutes ses formes, les philosophes et sociologues de l'Institut partent du principe que seule la Raison peut conduire à l'émancipation de l'individu. La raison, concept issu de la philosophie des lumières, était à l'origine une arme intellectuelle pour mettre fin au règne de l'obscurantisme religieux en Europe Occidentale. Seulement, la Raison est devenue un instrument au service des intérêts privés de la bourgeoisie, elle a été réduite à des fins techniciennes de transformation de la

³⁷ Ibid, p.17

³⁸ Ibid p.84

nature. La première phase de l'Ecole de Francfort cesse avec l'avènement du fascisme en Europe Occidentale, et son projet révolutionnaire ne verra pas le jour, car ses membres, juifs pour la plupart, s'exilent dès l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933. Pendant plus d'une décennie, la domination nazie et fasciste en Europe entraînera une conséquence non négligeable sur les orientations philosophiques de l'Ecole de Francfort, alors en exil aux Etats-Unis. En effet, la Raison ne représente plus un facteur d'émancipation de l'individu. Car elle s'est discréditée depuis qu'elle a été réduite au rang d'instrument technique dans les camps nazis et les goulags soviétiques. Même les démocraties parlementaires instrumentalisent la Raison au service des grandes entreprises privées et d'un Etat social dont l'objectif est de contrôler l'ensemble de la société. Toutes les activités humaines sont réduites, d'après les membres de l'Ecole de Francfort, à l'état de marchandises.

À la lumière des pratiques des régimes totalitaires, Théodor Adorno et Horkheimer considèrent que la raison et l'intelligence sont aussi totalitaires. Elles ne laissent pas de place à la liberté de choix. Adorno

considère que pour échapper à l'emprise de l'Etat sur tous les aspects de l'existence, il ne reste plus que l'art. L'art en tant qu'activité créative échappe à la Raison technicienne. Cependant à cette vision optimiste, Herbert Marcuse émet des réserves, l'Art peut être un moyen de résister à la société industrielle que s'il ne devient pas lui-même un élément de la culture de masse. La théorie critique développée par Adorno, dans son livre « Dialectique négative (1969) cherche essentiellement à sauver l'individuel, telle est la fonction de l'art

Marx Horkheimer, prend ses distances avec le Matérialisme Historique et s'interroge sur la domination et l'autorité dans les sociétés modernes (L'Etat autoritaire-1942). Il refuse la dissolution de l'individu au sein d'un monde administré et dominé par la raison instrumentale (formalisme bureaucratique etc..) Ses réflexions tirent leur origine, aussi bien dans l'avènement du fascisme que du Capitalisme d'Etat en Union Soviétique. Pour Horkheimer, une classe sociale, en fonction de sa place dans le système de production, ne peut plus être l'élément moteur d'un projet

révolutionnaire. Dans le système totalitaire, la population dans toutes ses composantes sociales devient la victime de l'Etat. Horkheimer remet en cause les lois de l'histoire comme moyen d'explication de l'évolution des sociétés. L'expérience de la souffrance de l'individu isolé dans le système totalitaire remplace ces lois, et paradoxalement cet homme seul devient le centre de résistance. Max Horkheimer s'éloigne de la conception léniniste de l'avant-garde de la Révolution, il voit même une collusion entre les révolutions et la domination, les premières ayant pour fonction d'assurer la carrière des révolutionnaires professionnels dans les nouvelles hiérarchies. A la fin de sa vie, Horkheimer a renoncé à tout projet révolutionnaire, les grandes théories cédant la place à la pratique réformiste et à la défense de l'autonomie de l'individu.

Avec le décès d'Adorno en 1969, l'Ecole de Francfort est officiellement dissoute. Toutefois, le sociologue et philosophe Jürgen Habermas apparaît comme l'héritier et le renovateur de cette école. Ce dernier n'a pas été directement confronté à la montée du nazisme, toutefois dans ses premiers travaux, il se

situe dans la lignée de ses prédécesseurs en ce qui concerne la science et les techniques. Depuis le 20^{ème} siècle, elles sont devenues un instrument de domination des groupes privés et publics sur les citoyens. Il critique la raison technicienne qui élève la science et la technologie au rang d'idéologie. Les experts investissent tous les secteurs de la société et tendent à se substituer au pouvoir des élus politiques. La Raison, réduite à l'état d'expertise, fournit une nouvelle légitimation à la domination (thème développé dans « La technique et la science comme idéologies, Gallimard, 1973). Elles sont devenues des idéologies de remplacement. Ce phénomène a été rendu possible grâce à l'intervention croissante de l'Etat pour assurer la stabilité du système capitaliste. L'interdépendance de la recherche et de la technique place « les sciences et les techniques comme la force productive la plus importante ». Les éléments de la lutte des classes disparaissent, car la force de travail non qualifiée est devenue moins importante, que les capitaux dans les progrès scientifiques et techniques. Ces deux éléments sont devenus une source indépendante de plus-value.

L'État interventionniste dépolitise une population qui fait preuve d'une « *loyauté passive* », grâce « *à la garantie d'un bien être minimal* ». En conséquence, les citoyens sont progressivement écartés de la vie politique. Jürgen Habermas parle de « *conscience technocratique qui légitime la dépolitisation d'une majorité de la population* », grâce à la satisfaction de « *ses besoins* ». Cette dépolitisation, est renforcée selon Habermas, par une barrière entre la science et l'opinion publique qui empêche la communication de circuler. Habermas fait ici allusion à la structure bureaucratique des organismes de recherche fonctionnant en circuit fermé.

Habermas qui se définit comme « un démocrate radical » a pour projet de créer un espace de communication, libre de toute domination. Sa théorie se nomme « l'agir communicationnel ». Les individus s'efforcent de trouver un accord pour analyser une situation et trouver une solution. Sur le plan sociétal, l'Agir Communicationnel devrait permettre la création d'un espace public d'où jaillirait un consensus démocratique. Cet espace public doit contenir des intérêts communs et constitue une réponse à la

domination politique, la communication entre les individus doit être fondée sur la raison. La théorie de la discussion accorde une place importante au processus de formation de l'opinion et de la volonté. D'une part ce processus se déroule sous la forme d'institutions parlementaires, d'autre part dans le réseau des communications des espaces publics. La société civile est la base sociale des espaces publics, autonomes aussi bien de l'Etat que des marchés. Qu'est ce que la société civile ? Ce néologisme désigne les individus qui sont reconnus dans un champ par leurs pairs en raison de leurs compétences, de leur réussite sociale et souvent ils s'opposent aux hommes politiques.

En conséquence l'espace public forme un vaste réseau de contrôle du pouvoir politique et administratif. L'opinion publique, transformée selon des procédures démocratiques en pouvoir fondé sur la communication, canalise l'usage du pouvoir administratif. Comment un contrôle est-il possible ? Le contrôle du système politique est accessible que s'il existe une « *culture politique basée sur la liberté et une socialisation émancipée, du pouvoir politique comme des systèmes économiques* ». Jurgen

Habermas fait référence aux « initiatives des associations qui contribuent à la formation de l'opinion » . Grâce à leur spontanéité et à leur renouvellement, ces initiatives échapperaient à la régulation politicienne.

C. LA SOCIOLOGIE EMPIRIQUE

Avant d'aborder les différents courants de la sociologie empirique, il convient d'en donner une brève définition : Il s'agit de l'étude des relations entre les individus et leur environnement social par le biais de l'observation et de l'expérimentation (reconstitution artificielle de groupes d'individus). La sociologie empirique peut être également appelée Sociologie qualitative, elle s'oppose, en principe, à la sociologie quantitative qui privilégie l'étude des statistiques et la spéculation intellectuelle. Toute fois, des courants sociologiques ont concilié l'enquête de terrain et les méthodes quantitatives (L'Ecole de Francfort par exemple) . Comme nous allons le voir dès à présent, les universitaires de l'Ecole de Chicago ont été les précurseurs de la sociologie empirique.

a. L'École de Chicago

À la fin du 19^{ème} siècle, des vagues d'immigrants venus d'Europe, et les masses rurales Noires en provenance du Sud des Etats-Unis convergent vers les grandes villes américaines et contribuent à leur explosion démographique. Chicago n'échappe pas aux phénomènes de diversification des flux migratoires, à l'apparition des ghettos ethniques, à la montée de la pauvreté et de la violence urbaine. Pour étudier ces phénomènes nouveaux, le département de sociologie est créé en 1892 à l'université- de Chicago et Albion Small (1854-1926) le dirige jusqu'en 1924. Robert Park (1864-1944), ancien journaliste et ancien étudiant de Georg Simmel à l'université de Berlin considère la ville comme un laboratoire social. Pour ce dernier, un équilibre s'installe entre les processus de désorganisation sociale et de réorganisation. Il appelle « Ecologie Urbaine » les effets réciproques entre l'environnement et l'action des individus sur lui. A partir de ces interactions, Robert Park définit quatre types de relations entre populations cohabitant sur le même espace territorial.

1. La compétition

2 Le conflit

3. Le compromis

4 L'assimilation

Robert Park considère la ville comme un milieu naturel auquel l'individu s'adapte. A leur tour les individus modifient leur environnement urbain, en fonction des zones d'activités, de leur composition ethnique, raciale ou sociale.

Ces relations parfois conflictuelles sont soumises au contrôle social, qui est l'ensemble des mécanismes d'encadrement des comportements collectifs. Robert Park n'est pas un disciple de Durkheim en ce qui concerne l'utilisation des statistiques, en revanche, il établit une cartographie de l'occupation des territoires urbains par les différentes populations et pour expliquer les phénomènes comme la délinquance, le suicide, le divorce, les structures familiales éclatées, refuse le recours à une approche biologique des races. Au contraire, il attribue ces phénomènes à la particularité de certaines zones urbaines. De son côté, William Thomas (1863-1947) constate que la capitale de l'Illinois est confrontée à l'érosion des normes morales, sociales et

traditionnelles, ainsi qu'à des logiques de désorganisations sociales qui conduisent à la déviance. On peut définir la déviance de la manière suivante : C'est le fait pour un individu ou un groupe de transgresser, ne pas respecter les normes en vigueur dans un système social donné. La transgression se produit quand l'individu n'est pas suffisamment encadré par son groupe social et/ou ethnique d'origine, sans pour autant accéder au mode de vie de la société d'accueil. La délinquance constitue une variante de la déviance, et représente pour certains individus une micro-société de substitution quand les lieux de socialisation traditionnels sont défailants (familles, éclatées, pauvreté, quartiers défavorisés, absence de formation). Comme nous le verrons plus bas, la délinquance juvénile fera l'objet d'études de la part de sociologues de l'Ecole de Chicago.

Sous l'influence, malheureusement guère reconnue de nos jours du sociologue Noir Américain William Burghard Du Bois (1868-1963) qui a étudié les conditions de vie des Noirs dans un quartier de

Philadelphie (*The Philadelphie Negro*) à partir d'enquêtes de terrain, l'École de Chicago développe les enquêtes de terrain. Notamment l'observation participante qui consiste pour le chercheur à s'immerger pour une longue durée dans le groupe social, objet de ses études. Cette méthode d'étude se situe aux antipodes d'une démarche à la Durkheim, qui affirme que le chercheur doit être extérieur à son objet d'étude. En conséquence, le chercheur de l'université de Chicago n'hésite pas à s'immerger dans le groupe qu'il veut étudier.

Ainsi, Neils Anderson partagera l'existence des sans domicile fixe de Chicago pendant plusieurs semaines et en tirera l'ouvrage « *Le hobo* (Nathan, 1923 (traduction française, 1993).

Dans ce contexte de bouleversement social lié au développement sans précédent de la société industrielle aux Etats-Unis, l'École de Chicago va privilégier, dans les années 1920 jusqu'à 1935, l'observation empirique de la réalité sociale et s'éloigner de la démarche théorique et spéculative de la sociologie Européenne en générale. L'étude de William Thomas consacrée aux

migrants polonais est caractéristique de cette démarche. Cet universitaire rassemble une multitude de lettres et de documents recueillis au sein de la communauté polonaise de Chicago, afin de pouvoir retracer l'évolution psycho-sociologique du migrant polonais, du départ de son pays d'origine jusqu'à son installation et adaptation définitive à Chicago. L'étude des correspondances permet d'étudier l'attitude des migrants dans leur processus de passage d'une société à l'autre. Thomas effectue également des enquêtes de terrain dans les milieux populaires. Il en conclut que la réalité sociale n'est pas naturelle et conformément à la théorie de la situation, il définit 3 types d'individus contemporains

- 1) Le philistin : Celui qui demeure conservateur dans ses actions et reste réfractaire aux valeurs de la société d'accueil.
- 2) Le bohème qui est ouvert au changement, mais dont l'instabilité peut conduire à la déviance.

- 3) Le créatif : Il s'agit d'un individu qui jouit de la pleine autonomie de ses actes et qui maîtrise ses projets de vie.

Ce livre de William Thomas « Le Paysan polonais en Europe et en Amérique, est à intégrer dans l'étude de l'individu contemporain, *« L'homme marginal » déraciné et constamment pris entre sa culture d'origine et la culture de la société d'accueil. Cet homme marginal subit « la rupture des attachements locaux et l'affaiblissement des contraintes et inhibitions des groupes primaires (famille, communauté) ».*

A partir du concept de « désorganisation sociale » introduit par Thomas, l'Ecole de Chicago mène dès les années 1920, des recherches sur les phénomènes de la « déviance sociale », de la délinquance juvénile et des gangs. Ainsi, Ernest Burgess (1886-1966) souligne que la délinquance juvénile, la concentration de minorités ethniques dans des espaces exigus et insalubres sont les symptômes de la désorganisation sociale, conséquence de l'absence de l'effort des institutions publiques pour s'occuper de ces problèmes. Les sociologues de Chicago ne se contentent pas de localiser les zones de

délinquance dans la ville et de faire un usage de la cartographie (Exemple, les travaux de C.Shaw et de Henry.MCKay), de faire une corrélation entre habitats insalubres, proximité des zones industrielles et population à la fois pauvre et d'immigration récente, mais ils s'intéressent également au processus d'entrée dans la délinquance. Pour cela, ils ont recours à la technique de « l'autobiographie » et ils décrivent l'initiation des plus jeunes par les plus âgés dans l'univers de la délinquance (Edwin Sutherland, *The professional Thief-1937*). L'École de Chicago a aussi utilisé la technique de la Monographie : Il s'agit d'une étude limitée portant sur un objet, une personne, un milieu professionnel ou un espace géographique limité pour aboutir à une connaissance à caractère général d'une petite société, censée fournir de précieuses indications sur une société dans son ensemble. Il est à noter que la monographie est également très étendue en Sciences Politiques, désormais pour étudier les caractéristiques des partis politiques contemporains, il est fréquent d'étudier les sections locales ou fédérations des partis nationaux. La sociologie de l'École de

Chicago refuse tout à priori théorique, car à partir des informations sur la société, elle donne des outils aux réformateurs sociaux. Dans les années 1930, les travaux de ses sociologues ont exercé une certaine influence sur les programmes sociaux du New Deal de Franklin Roosevelt.

Sur le plan théorique, le département de Sociologie de l'université de Chicago crée en 1895, « The American Sociology », la première revue de sociologie des Etats-Unis d'Amérique. A partir de 1935, l'Ecole de Chicago voit son leadership ouvertement contesté par d'autres pôles universitaires (Columbia, Princeton, etc...) et d'autres méthodologies de recherche (emploi de plus en généralisé des statistiques). Toutefois, l'université de Chicago continuera d'exercer une influence intellectuelle, notamment par le biais de Howard Becker et d'Erwin Goffmann, sociologues de l'interactionnisme symbolique, qui appartiennent à la « nouvelle Ecole de Chicago ».

b. L'interactionnisme symbolique

Le néologisme d'interactionnisme symbolique est utilisé pour la première fois en 1937 par Herbert Blumer

(1900-1987), enseignant à l'université de Chicago. Ce nouveau courant de recherche continue de se situer dans la tradition empiriste de l'Ecole sociologique de Chicago. Il entend se situer à contre-courant de la méthodologie durkheimienne, notamment en estimant que *la connaissance sociologique est possible à partir de l'expérience immédiate et des interactions quotidiennes* ³⁹. Il repose sur trois principes fondamentaux :

1. Les individus agissent en fonction du sens que les choses ont pour eux.
2. Ce sens a pour origine les interactions entre individus.
3. Le sens est modifié par chaque individu dans le traitement des objets rencontrés.

La société est le résultat d'ensemble d'échanges interindividuels, elle ne se résume pas à une simple addition d'individus. L'interactionnisme centre ses analyses sur les actions réciproques entre individus. En ce qui concerne l'interactionnisme symbolique, il fait des relations réciproques entre les personnes physiques

³⁹ A.Coulon, l'interactionnisme symbolique, p.10 à 13

et les signes de leurs échanges (les symboles), l'objet de sa recherche. L'action possède un sens, c'est à dire une signification, et le chercheur doit découvrir la signification que lui donne l'individu lui même. Les actions d'un individu dépendent d'une part de la signification qu'il leur donne, et d'autre part des relations qu'il entretient avec les autres.

Les interactionnistes de l'Ecole de Chicago ont tenté dans les années 1960 de dépasser le clivage société/individu. Ils ont conclu que les influences réciproques façonnent la vie sociale, qui tire son origine des contacts entre individus. Aussi, les rôles sociaux qui sont des constructions amenés à se pérenniser ou à se transformer, évoluent. De même la personnalité d'un individu n'est jamais établie une fois pour toutes, elle se modifie grâce aux relations entretenues avec les autres individus. Les interactions développent la « notion de soi ». L'individu apparaît comme un acteur de théâtre, il s'investit dans un rôle social tout en se gardant de ne pas confondre le soi et le rôle. Goffmann donne la définition suivante du rôle : *« On peut appeler « rôle » ou « routine » le modèle d'action préétabli que l'on développe durant*

une représentation et que l'on peut présenter ou utiliser en d'autres occasions. »⁴⁰ . Cependant, au delà du rôle qui lui est imposé, l'individu cherche à donner une image de lui-même pour contrôler l'interaction dans laquelle il se situe, c'est à dire maîtriser ses relations avec autrui ou une institution.

Le sociologue Erwing Goffman (1922-1982) représente cette tendance sociologique qu'il a enseignée dans les universités de Chicago, Berkeley et Philadelphie, tout en continuant la tradition d'enquête de terrain notamment dans les hôpitaux psychiatriques de Whashington.

Il s'est attaché à l'étude des relations de la vie quotidienne (*La mise en scène de la vie quotidienne*, Editions de Minuit, 1973), notamment la multitude des comportements, éléments élémentaires constitutifs de l'ordre social. L'interaction est constituée par un ensemble de pratiques sociales. Goffmann donne l'exemple d'un trottoir d'une grande ville américaine à une heure d'influence. L'observateur constate que les piétons choisissent leurs trajectoires en fonction des

⁴⁰ E.Goffmann, *la mise en scène de la vie quotidienne*, p.23 à 24

autres usages, tout en continuant leurs activités (lecture d'un journal, etc...) . A partir de cette multitude d'actions individuelles qui se règlent les unes sur les autres, un ordre social se crée. Ces règles d'adaptation, selon Goffmann, s'appliquent également dans les institutions totalitaires (asiles psychiatriques), qui sont des lieux de résidence clos où des individus vivent sans contact avec le monde extérieur pendant une certaine période. Ils mènent une vie recluse dont l'organisation est imposée de l'extérieur. Face à cette situation de contrainte, les individus s'adaptent pour contourner les règles, édictées pour contrôler son existence dans les moindres détails. A ce sujet, Goffmann parle d'adaptations secondaires. C'est à dire que l'individu s'écarte du rôle et du personnage que l'institution lui impose. Toute une série de stratégies est élaborée pour résister au rôle qu'on leur assigne. Deux situations sont possibles : accentuer le rôle que l'institution donne ou dissimuler leur véritable identité.

D'après Alain Coulon, l'originalité de Goffmann est de « considérer l'étude des interactions comme un champ particulier de la sociologie. Il a également développé les

concepts de « stigmaté et d'identité sociale ». Selon lui, un stigmaté est une caractéristique imposée à un individu selon des critères subjectifs. Il distingue trois types de stigmaté :

- 1) Les monstruosité du corps (infirmité déformante)
- 2) Les tare du caractère (manque de volonté, rigidité, malhonnêteté)
- 3) Les stigmate tribaux (race, nationalité, religion qui se transmettent de génération en génération).

Ces différents stigmates présentent des points communs sur le plan sociologique, il suffit qu'un individu possède l'un d'entre elles et en dépit de ses compétences ou qualités humaines, il n'est pas admis dans ce que Goffman nomme « *le cercle des rapports sociaux ordinaires* ». La notion de stigmaté amène non seulement dans la société, à l'existence séparée de deux catégories d'individus « les stigmatisés et les normaux », mais aussi « l'action d'un processus social » qui contraint les individus à jouer le rôle du « stigmatisé » ou du « normal » en fonction des contacts sociaux donnés. Des individu peuvent être stigmatisés en permanence dans une société précise (exemple des noirs

américains dans la société américaine ségrégationniste des années 1950). Le fait d'être « stigmatisé ou non » influe au sein de l'interaction, le « stigmate » démontre que ce qui est en jeu dans les relations entre personnes physiques non sont pas les individus en tant que tels, mais leurs représentations sociales. Goffmann précise que celui qui est stigmatisé dans une situation donnée, peut présenter les mêmes préjugés que ceux jugés normaux quand lui même se retrouve dans une situation dite « normalité ». (Voir Goffmann, *Stigmate*, les Editions de minuit, 1975). A titre d'exemple, un individu de race blanche aux Etats-Unis affligé d'une infirmité sera un « stigmatisé » chez les blancs valides, en revanche vis à vis d'un individu qui présente des stigmates tribaux (une personne physique appartenant à une minorité ethnique visible), il aura les préjugés « des normaux » majoritaires.

Le « stigmate » influence une identité sociale fluctuante au gré des interactions, et touchent véritablement le « symbolique » au sens que donne les individus aux représentations. Ce qui illustre l'opinion des interactionnistes qui fait que la réalité sociale est en perpétuelle recomposition.

Howard Becker (1928) perpétue lui aussi la tradition sociologique de l'enquête de terrain et de l'observation participante, son étude sur les musiciens de jazz de Chicago et sur les fumeurs de marijuana (technique de l'entretien) appartiennent à cette filiation méthodologique. Son principal apport consiste à appliquer les règles de l'interactionnisme à la déviance sociale. Il est illustré par sa théorie de l'étiquetage. Selon Becker, la déviance est créée par la société, c'est à dire que lorsque les groupes sociaux créent des normes, dont la transgression constitue par interaction la déviance. Par l'application de ces règles à des catégories d'individus, la société les « étiquette » comme déviants. Goffmann définit le déviant de la manière suivante : *« Le déviant est celui auquel cette étiquette est appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette »*⁴¹.

c. Le culturalisme

À côté du bastion constitué par l'École de Chicago, apparaît un autre grand courant dans la pensée

⁴¹ H.Becker, *Outsiders, études sociologiques de la déviance*, p.32 à 33.

sociologique américaine dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle, qui se développe au sein de l'université de Columbia. Il se situe à contre-courant d'une certaine pensée évolutionniste, largement partagée par les auteurs du 19^{ème} siècle. Il reprend à son compte la définition de la culture par l'ethnologue anglais Edward Bunett Tylor : « *La culture est ce tout complexe qui comprend la connaissance, la croyance, l'art, la morale, le droit, la coutume et toutes les autres capacités et habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société* » ou autrement dit : « *La culture est l'ensemble des croyances, des valeurs, des normes et des comportements acquis que l'individu a acquis par socialisation dans une société donnée.* »

Le culturalisme rejette toute idée de supériorité d'une civilisation sur une autre au profit d'un « *relativisme culturel* ». Le sociologue Ralph Linton affirme que « *Il n'y a pas de société, ni même d'individu inculte. Toutes les sociétés ont une culture, aussi simple qu'elle puisse paraître, et tous les êtres humains sont « cultivés » en ce sens qu'ils participent toujours à quelque culture* »⁴².

Les culturalistes se distinguent des sociologues de l'École de Chicago dans la mesure où ils considèrent la

⁴² R.Linton, *Le fondement culturel de la personnalité*, Dunod, 1967, p.32 à 33.

« culture » comme le principal élément qui détermine le fonctionnement de la société. Au relativisme culturel affirmant « *l'égle dignité des diverses cultures* », qui n'est pas contradictoire, avec l'existence de similitudes à caractère communs à toutes les sociétés (la famille est l'organisation de base de toutes les sociétés, seule la forme diverge), les sociologues de Columbia utilisent la méthode comparative pour affirmer l'antériorité de la culture sur la personnalité. Ce nouveau courant sociologique voit le jour grâce aux travaux de Ruth Bénédict, de Margaret Mead, de Ralph Linton et de Abraham Kardiner.

Ruth Bénédict (1887-1948) utilise une méthode comparative pour étudier les indiens d'Amérique du Nord, notamment les indiens Zuni à ceux des plaines (Echantillons de civilisation, 1972). Elle établit une typologie pour établir une distinction entre la culture apollinienne (modération et harmonie) des Zuni et la culture dyonisiaque (agressivité, esprit de domination et excès) des indiens des plaines. Elle en conclut à la diversité des cultures et des personnalités sociales des tribus indiennes étudiées. Par ailleurs, elle a

véritablement théorisé le « relativisme culturel », en concluant dans le dernier chapitre de son livre « Echantillons de culture » que l'ethnologue ne doit pas chercher à établir des règles culturelles universelles mais doit se contenter de décrire avec fidélité les populations qu'il observe.

Margaret Mead (1901-1978) a également mené des enquêtes de terrain à caractère ethnographique dans les îles Samoa, et en Nouvelle-Guinée. L'ensemble de ses observations l'amène à développer le concept de « *personnalité de base* ». Cette personnalité de base, indépendamment de l'appartenance sexuelle de l'individu, est déterminée par le milieu social dans lequel il a vu le jour et a été éduqué (Margaret Mead, *mœurs et sexualité en Océanie*, Plon, 1963). Pour Margaret Mead, à côté de la différence sexuelle liée à la biologie, il existe tout un processus de différenciation imposé par le conditionnement social. Car en fonction des tribus observées, elle a remarqué des différences notables. Certaines « *n'éprouvent pas le besoin d'instituer des différences entre les sexes* », d'autres présentent des aspects différents de la société occidentale de l'entre-deux guerres. C'est à

dire que dans la tribu des « *chambuli* », la femme est le partenaire dominant dans le couple. Face à cette diversité, Margaret Mead conclut que certains comportements ne sont pas dus à un tempérament lié à la féminité (sensibilité, amour, passivité), mais à l'éducation reçue⁴³. Il n'existe pas de nature humaine et la théorisation de ce relativisme culturel tant sur le plan sexuel que sur le plan racial, va renforcer les débats intellectuels contre le racisme ambiant et le sexisme dans les Etats-Unis d'Amérique de la seconde moitié du 20^{ème} siècle.

Les culturalistes ne se sont pas cantonnés à l'études des sociétés traditionnelles, mais ils se également intéressés aux sociétés modernes. Si les sociétés traditionnelles constituent des ensembles culturels homogènes, les sociétés modernes sont divisées en plusieurs groupes (âges, sexe, catégories socio-professionnelles, etc...). Ces groupes ne se recoupent pas et sont régis par une sous culture, qui malgré tout reste dépendante de la société globale. Au contraire, la contre-culture est composée de normes et

⁴³ M.Mead, mœurs et sexualité, p.23

de valeurs qui s'opposent à celles de la société dans son ensemble. Elle émane de groupes qui rejettent les valeurs de la société, comme les délinquants, les groupuscules religieux qui refusent la sécularisation de la société, les mouvements anarchistes qui n'acceptent pas l'existence d'une autorité centrale et hiérarchique. La culture est un élément de l'intégration sociale, qui permet à une société de se reproduire, à condition toutefois que le modèle culturel dominant ne soit pas ouvertement contesté. Ralph Linton estime que la société se définit par sa culture, et non par son système de production (en cela il s'éloigne du schéma marxien de la société), ainsi que par la cohésion d'un système de valeurs qui constituent un modèle. Ainsi, l'adhésion des individus au modèle culturel de référence assure la pérennisation et la stabilité de la société globale. Abraham Kardiner propose le concept de personnalité de base, qui est l'ensemble des valeurs communes obtenues par les individus au cours de leur socialisation. La socialisation est rendue possible par les institutions primaires comme la famille, et qui participent à la formation de la personnalité de base. Ensuite, les

institutions secondaires se chargent lui inculquer la culture à travers la religion, les administrations, l'école et l'armée. Le culturalisme a connu un certain déclin dans la sociologie américaine, néanmoins, elle a exercé une certaine influence sur le développement du fonctionnalisme.

D. LE FONCTIONNALISME

C'est un concept qui tend à expliquer les faits sociaux par la mise en évidence de leurs fonctions au sein de la société. Le fonctionnalisme se définit de la manière suivante : La fonction est la contribution que donne un élément à l'organisation dont il fait partie. On peut dire du fonctionnalisme qu'il possède une vision systémique, car la société forme un tout ayant une logique globale et qui rassemble des éléments interdépendants. Il tend à privilégier la stabilité des systèmes sociaux et leur cohérence. Talcott Parsons (1902-1979) est un des représentants emblématique du fonctionnalisme américain.

a. Le structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons.

En réaction à la sociologie empiriste de l'École de Chicago, Talcott Parsons s'inspire des travaux de Max Weber. Il estime que les actions de l'acteur, il ne parle pas d'agent, sont réalisées en fonction d'une fin, d'un but. Pour orienter son action, il choisit ses moyens en fonction d'un environnement qu'il contrôle partiellement. Les actions des personnes physiques sont inséparables de leurs fonctions dans la structure sociale. Un individu qui entreprend une action sociale, le fait dans le cadre d'un système ou d'un sous-système. Les actions remplissent des fonctions, elles possèdent leurs utilités sur le plan social. Elles permettent d'intégrer l'individu dans la société et de contribuer à sa cohésion. Le fait de fonder une famille traditionnelle contribue à s'insérer dans la société. En retour la famille traditionnelle remplit des fonctions en faveur de la société (renouvellement des générations, socialisation par l'apprentissage des valeurs et des normes).

Chaque système remplit des fonctions et permet au système social global de s'ordonner et d'assurer son maintien. Le système social s'organise autour du schéma

AGIL et de quatre fonctions.

1. Fonction d'adaptation (A) au milieu extérieur, le système puise ses ressources dans l'environnement.

2. Fonction de réalisation des fins (G-Goal attainment), le système se fixe des objectifs et se donne les moyens pour les accomplir.

3. Fonction d'Intégration du système (I), coordination des parties qui permettent de stabiliser le système.

4. La fonction de maintien des modèles latents (L), production et reproduction des valeurs communes à l'ensemble de la société, qui motivent les individus dans leurs actions.

Dans le schéma AGIL, Parsons ajoute quatre sous-systèmes, des structures qui correspondent aux quatre fonctions.

(A) : Les structures économiques

(B) : Les structures politiques

(C) : Les institutions judiciaires et les systèmes de normes légales

(D) : Les structures de socialisation.

Chaque sous-système d'actions se manifeste par des éléments structuraux : Les valeurs, les normes, les collectivités et les rôles. C'est pour cette raison que le fonctionnalisme de Talcott Parsons est désigné sous le terme de structuro-fonctionnalisme. Cependant, ce structuro-fonctionnalisme est nuancé par celui de Robert King Merton.

b. Le structuralisme de moyenne portée de Robert Merton

Robert King Merton considère que la Sociologie doit être limitée et doit renoncer à construire une théorie générale (ouvrage de référence : *Eléments de théorie et de méthode sociologique*-1953). En effet, un résultat, une connaissance ne possède pas de valeur autre que dans le domaine pour lequel ils ont été créés. Le fonctionnalisme de Merton est un « fonctionnalisme de moyenne portée », qui se situe entre les analyses empiriques et les abstractions de Parson. Il développe des concepts clés comme les fonctions manifestes et les fonctions latentes.

Les fonctions manifestes sont les conséquences

objectives qui contribuent à la modification ou à son adaptation d'une situation donnée, elles sont désirées par les acteurs du système. Au contraire, les fonctions latentes sont celles qui ne sont ni comprises, ni voulues. Merton donne l'exemple du politicien local (le boss) qui est un élément du système politique américain. Il exerce des fonctions latentes (passes droits en faveur d'affairistes, clientélisme) et organise des parcelles de pouvoir disséminées et assure une centralisation de fait, alors que le système politique américain exclut la possibilité d'un pouvoir centralisé. La machine politique (le parti) ne fonctionne pas grâce à des préoccupations politiques, mais avec des relations de type clientéliste entre les entrepreneurs locaux du parti et les électeurs. Merton étend également l'exemple de la fonction latente à la religion. Les religions peuvent remplir la fonction latente suivante : « *Les cérémonies religieuses servent à renforcer la cohésion du groupe en offrant une occasion périodique à ses membres dispersés de se réunir pour participer à une activité commune* ».

Les groupes ont fait l'objet d'études de la part de Merton, il a développé les notions de Groupe

d'Appartenance et de Groupe de Référence. Le premier joue un rôle primordial dans la socialisation, car il s'agit du groupe d'origine de l'individu. Cependant le groupe de référence exerce une influence dans l'orientation de la socialisation. En s'identifiant à un groupe de référence, l'individu prépare son insertion. Seulement, pour réussir son intégration, il faut de réelles possibilités de mobilité sociale. Si la personne physique ne parvient pas à se faire accepter par le groupe qu'il souhaite intégrer, il risque de se faire rejeter par son groupe d'appartenance. Dans le domaine de la mobilité sociale, les classes moyennes forment le groupe de référence, qui constituent la norme à atteindre pour les éléments des classes populaires. Merton a également approfondi les notions de rôle et de statut. Chaque individu occupe plusieurs positions (statuts) qui l'obligent à adopter plusieurs rôles. L'ensemble des positions qu'un même individu occupe dans des domaines différents lui donne des rôles multiples, Merton parle « d'ensemble de positions ». Pour donner une définition selon l'approche fonctionnaliste, *Le statut est une position sociale dans un réseau de relations sociales* ». Cette position définit pour celui qui l'occupe un contrat vis à vis de ceux avec qui il est en relation statutaire (exemple du

médecin qui a un certain nombre de droits et de devoirs vis à vis des malades, personnel paramédical et collègues). Le rôle constitue le contenu du contrat, car chaque individu occupe des positions statutaires différentes (père de famille, supérieur hiérarchique, membre d'un club de sport ou adhérent à un parti politique). Les exigences qui définissent les rôles sont compatibles les unes avec les autres.

La multiplicité des rôles n'amène pas de conflits dans la majorité des cas, les individus ont une implication différente en fonction des rôles. Chaque personne physique apprend à ajuster ses exigences pour tenir compte des conflits éventuels entre les rôles associés aux autres statuts . Cependant Merton remarque que des problèmes surgissent dans le mécanisme d'ajustement et provoquent l'apparition de comportements déviants. La déviance se développe quand l'individu néglige les moyens légitimes pour se consacrer exclusivement aux fins. L'argent, placé comme valeur centrale de la société américaine serait une cause importante des déviances pénales et morales (fraude, méthodes amoraux, etc...).

Merton a mis au point cinq méthodes pour combiner les fins et les moyens , afin de déterminer la déviance

éventuelle.

1. Le Conformisme qui est le comportement le plus fréquent, il est conforme aux buts et aux moyens, il est constitue une garantie de l'ordre social.

2. Innovation : Ce moyen de parvenir à ses fins rejette les méthodes légitimes, il s'agit de la conséquence du succès à tout prix

3. Ritualisme, il correspond au comportement routinier de ceux qui se contentent de modestes résultats par crainte des frustrations.

4. Evasion, refus des valeurs partagées par l'ensemble des membres de la société et repli en dehors de cette dernière (communautés marginales, etc...).

5. Rébellion, les nouvelles classes sociales ont fréquemment ce comportement, elles refusent les normes et les valeurs de la sociétés, elles veulent créer un ordre social nouveau.

E. LA SOCIOLOGIE FRANÇAISE CONTEMPORAINE

a. La sociologie holiste de Pierre Bourdieu

Comme Emile Durkheim, Pierre Bourdieu (1930-2002) veut faire de la sociologie une science autonome et s'inspire du structuralisme, (il s'agit en l'espèce d'un système dont les parties sont unies par un rapport de dépendance). Aussi, les réalités humaines sont des systèmes complexes que le chercheur doit comprendre. Selon Bourdieu, la société possède un code caché et pour le déchiffrer, il a mis au point des outils d'analyse comme l'Habitus, la Violence symbolique, le capital et le champ.

Dans ses travaux, il met en avant la notion de classe, mais il ne la réduit pas à une catégorie socio-économique. En cela, il s'éloigne du schéma marxien, pour s'attacher à étudier les rapports et les dominations, comme le démontre cet article publié en 1984 dans le numéro 52/53 de la revue *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, dans lequel, Bourdieu affirme que « la Construction d'une théorie de l'espace social suppose une série de ruptures avec la théorie marxiste ».

Cette construction doit rompre avec les analyses marxistes qui « ramènent toute réalité sociale à un fondement économique ». À la dualité exploités/exploiteurs, il préfère le couple dominants/dominés, comme il privilégie le terme domination à celui d'exploitation (trop marquée par l'économisme). Cependant, à Marx, il emprunte la notion de Capital, mais en l'élargissant sur d'autres champs. Il s'agit du Capital Culturel, du Capital Social, du Capital Symbolique.

Une question centrale hante tous les travaux de Pierre Bourdieu : Comment fonctionne la domination des dominants sur les dominés, comment et pourquoi se reproduit-elle, et surtout pourquoi cette domination est réputée naturelle et légitime pour les dominés ?

Les rapports de domination sont dissimulés et profondément intériorisés par les individus. Par un travail d'observation des populations de toutes sortes, Pierre Bourdieu tente de démontrer les mécanismes de la domination. Pour cela, il va forger un concept : l'Habitus. C'est un système de dispositions durables acquis au cours du processus de socialisation. L'Habitus

peut être considéré comme « une matrice à travers laquelle l'individu voit la société et qui guide ses comportements ». Enfin, il se manifeste par un ensemble de goûts et de pratiques. La culture est la partie visible de l'Habitus et pour Pierre Bourdieu, un inégal accès à la culture existe en fonction de l'appartenance sociale des individus, qui structure les acquisitions et produit un habitus de classe. Cet Habitus de classe est décrit dans « L'amour de l'art-Éditions de Minuit, 1966). Pierre Bourdieu constate que les membres des classes sociales élevées qui visitent un musée se trouvent en terrain de connaissance, grâce aux codes et langages qu'ils ont acquis par socialisation dans leur milieu d'origine. En plus de l'inégal accès à la culture, il existe une hiérarchie des pratiques culturelles et sportives. Ainsi, la peinture, le théâtre, la musique classique, la sculpture sont considérés comme des « arts nobles », pratiques privilégiées des classes sociales dominantes.

Pour illustrer l'Habitus culturel, la vente des compacts disques de musique classique ne représente dans les années 1990 que 3% du total des ventes de

disques en France, et ce en dépit de l'existence de maisons d'éditions et de collections qui proposent des disques à moins de cent francs (15€) alors que le prix de vente moyen d'un disque est de 120 francs (18,3€). Nous sommes bien en présence de goûts musicaux majoritaires pour la musique populaire non pas imposée par des normes économiques, mais bien par une hiérarchie culturelle.

L'habitus couvre tous les aspects de la vie quotidienne (langage, bagage culturel ou intellectuel en fonction de l'appartenance sociale) et permet aux classes sociales dominantes d'asseoir leur suprématie sociale. Comment en arrive-t-on à la manifestation d'un Habitus en fonction des classes sociales ? Par la violence symbolique ou le pouvoir symbolique. Pierre Bourdieu définit la violence symbolique de la manière suivante : *Il s'agit d'une méthode subtile qui consiste à faire passer pour « naturelles » dans l'esprit des individus, les normes des classes dominantes. Ces normes sont inculquées par des institutions. Par son enseignement, l'école transmet les valeurs des classes dirigeantes, exerçant par ce biais « une violence symbolique » à l'encontre des classes*

dominées. La culture mise en valeur par l'institution scolaire et universitaire est familière aux étudiants issus des classes dominantes, elle constitue même un héritage. Le capital culturel des enfants de ces milieux sociaux supérieurs se présente sous la forme d'outils intellectuels. Grâce aux interactions qui ont lieu dans ces familles, ils s'adaptent mieux au système scolaire, qui est le reflet des valeurs de leur groupe social d'appartenance. Au contraire, les étudiants des classes moyennes et populaires ont un comportement besogneux, ces derniers pensent que l'école est un facteur de réussite. Dans son ouvrage « La noblesse d'Etat » , Bourdieu affirme que les critères de compétence définis par l'Education Nationale, dissimulent en réalité les rapports de domination entre les classes sociales. Il analyse les compte-rendus de jurys des concours d'agrégation qui définissent les critères universitaires requis par les candidats :

« Les candidats doivent faire preuve de sobriété, de tact, de talent, ils doivent éviter le laborieux, la prétention, la vulgarité⁴⁴ ».

⁴⁴ P.Bourdieu, La noblesse d'Etat, p.42

Comme nous pouvons le voir les critères de jugement de l'excellence scolaire par le personnel enseignant sont des critères sociaux dissimulés. Cette occultation vise les dominés mais aussi les dominants, une nouvelle fois, il convient de chercher un exemple dans la Noblesse d'Etat :

« L'effet d'imposition symbolique qu'exerce l'institution scolaire atteint son accomplissement lorsque la structure des contenus que le système scolaire est chargé de transmettre est en accord avec les structures mentales des maîtres chargés de la transmission et des élèves auxquels est adressé le message. » En l'espèce, Pierre Bourdieu donne en exemple le cas d'un professeur qui donne un cours de philosophie à une classe composée d'élèves issus des classes dominantes. En conséquence, la réussite scolaire est d'autant plus garantie que les habitus des enseignants et des élèves sont homogènes

Alors que le système scolaire prône le mérite et l'égalité de l'instruction pour tous, Pierre Bourdieu réfute ce rôle de l'Education Nationale dans laquelle il voit un outil de renforcement des inégalités sociales. A partir d'une enquête menée dans les années 1960, (Les

héritiers, les étudiants et la culture), et qui n'a rien perdu de son actualité au début du 21^{ème} siècle, il constate l'inégalité d'accès à l'enseignement supérieur. Les enfants issus du milieu ouvrier sont très largement sous-représentés (10% de la population étudiante contre 35% de la population active au moment de l'enquête). Cependant l'accès à l'université n'est pas le plus restrictif à l'encontre des dominés, car les grandes écoles sont au cœur du dispositif de reproduction des classes dominantes. Elles opèrent une sélection plus rigoureuse que les facultés. En effet, les étudiants des HEC, de l'ENA et des IEP sont issus des milieux sociaux aisés (60% des effectifs). Derrière le mythe de la méritocratie, les grandes écoles s'avèrent être des instruments au service de la reproduction des dominants dans la société. En effet, seuls 3% des fils d'ouvriers sont des Grands Patrons. Bourdieu porte également ses analyses critiques sur ce qu'il appelle « l'idéologie du don », qui prétend que les inégalités de réussite à l'école sont dues à des inégalités d'inaptitude. Elle constitue la base de « l'idéologie méritocratique » pour qui tout individu peut accéder aux postes les plus élevées, si son talent et son

travail le lui permettent. Or selon Pierre Bourdieu, l'égalité n'existe pas entre les individus dans le système scolaire, en dépit de la neutralité apparente des enseignements. Derrière la hiérarchie scolaire et l'idéologie du don, se cache en réalité la hiérarchie sociale. Avec ce mécanisme, l'école remplit sa fonction de légitimation de l'ordre social. En fait, l'école républicaine transformerait, d'après Pierre Bourdieu, les inégalités sociales en résultats scolaires apparemment justes. Pierre Bourdieu l'affirme de manière explicite⁴⁵ :

« La fonction technique évidente, trop évidente de formation, de transmissions d'une compétence technique et de sélection des plus compétents techniquement masque une fonction sociale, à savoir la consécration des détenteurs statutaires de la compétence sociale, du droit de diriger. Nous avons ainsi une noblesse scolaire héréditaire de dirigeants de l'industrie, de grands médecins, de hauts fonctionnaires et même de dirigeants politiques, et cette noblesse d'école comporte une part importante d'héritiers de l'ancienne noblesse de sang qui ont reconverti leurs titres nobiliaires en titres scolaires. Ainsi, l'institution scolaire dont on a pu croire, en d'autres temps, quelle pourrait introduire une forme

⁴⁵ P.Bourdieu, Raisons pratiques, p.43 et suivantes.

de méritocratie en privilégiant les aptitudes individuelles par rapport aux privilèges héréditaires tend à instaurer, à travers la liaison cachée entre l'aptitude scolaire et l'héritage culturel, une véritable noblesse d'Etat, dont l'autorité et la légitimité sont garanties par le titre scolaire. »

De temps à autre, les classes dominantes pour pérenniser le système social effectuent des ouvertures en direction des meilleurs éléments des classes dominées, la réforme de l'Institut des Etudes Politiques de Paris qui permet l'intégration des meilleurs bacheliers issus des Zones d'Education Prioritaire sur dossiers et entretien, semble participer de cette stratégie. A ce sujet, Pierre Bourdieu écrit :

« La promotion sociale de quelques individus soigneusement sélectionnés et préparés par et pour l'ascension individuelle est parfaitement compatible avec la permanence de la structure inégalitaire d'une société, et que cette mobilité peut même contribuer...à la stabilité et la légitimité sociales, et par là même, à la perpétuation de la structure des rapports de classe » (Question de sociologie, Editions de Minuit, 1980).

Pierre Bourdieu affirme que la « sociologie se donne pour fin de porter au jour les mécanismes qui assurent la reproduction ou la transformation. Devons nous conclure pour autant que la sociologie de Pierre Bourdieu est révolutionnaire ? Ce dernier, pourtant n'hésite pas à s'engager dans le débat public pour défendre le service public à la française (éducation, transport, santé, etc...) qu'il qualifie « d'acquis démocratiques en matière de législation du travail, de santé, de protection sociale ou d'enseignement⁴⁶. Il explique cette prise de position apparemment paradoxale :

« Combattre une telle politique, c'est s'exposer à apparaître comme archaïque lorsqu'on défend les acquis les plus progressistes du passé. Situation d'autant plus paradoxale que l'on est amené à défendre les choses que l'on souhaite au demeurant transformer, comme le service public et l'Etat national, que nul ne songe à conserver en l'état, ou les syndicats ou même l'école publique, qu'il faut continuer à soumettre à la critique la plus impitoyable. C'est ainsi qu'il m'arrive aujourd'hui d'être suspecté de reniement ou accusé de contradiction lorsque je défends une école publique dont

⁴⁶ P.Bourdieu, Contre-feux n° , p.38

je n'ai pas cessé de rappeler qu'elle remplissait une fonction conservatrice. »

En effet, pour Pierre Bourdieu critiquer le rôle de l'école publique dans la reproduction des inégalités sociales, ne revient pas à souhaiter son remplacement par un système d'enseignement privé, ou voir l'instruction publique soumise à une logique de profit (lire à ce sujet l'article de Philippe Corcuff, En France, la douce trahison des clercs, Le Monde Diplomatique »)

À l'Habitus qui différencie les dominants et les dominés, vient s'ajouter la division qui traverse tous les « champs ». Ce sont des espaces de domination et de conflit qui compartimentent la société. Chaque champ possède ses règles, et sans être isolé des autres, jouit d'une certaine autonomie et *« l'une des propriétés des champs, c'est que les rapports de force y revêtent autant de formes particulières. Dans chaque champ, la force (ou le capital) qui est en jeu est différente. Ce qui est accumulé dans le champ religieux est différent de ce qui est accumulé dans le champ littéraire. »*

Le champ désigne un ensemble de rapports de force entre agents (ou entre institutions) dont les positions de pouvoir diffèrent en fonction du capital à

la disposition de ses individus. Celui des dominants et des dominés. Cependant dans chaque domaine, les agents sont en concurrence et cherchent à améliorer leurs relation par des « luttes de classement ». Bourdieu définit le champ de la manière suivante : « *Le champ est donc un champ de force et de luttes pour transformer les rapports de force.* »

La coupure entre professionnels et profanes caractérise le champ, et son accès est subordonné à des conditions sociales et la détention d'un capital bien spécifique. A titre d'exemple, pour intégrer le champ politique, l'agent doit posséder « *un surplus économique* » et de l'éducation. Cette éducation se base sur la connaissance du Droit public qui exclut de fait des débats techniques, les élus provenant des classes dominées. Le champ politique devient autonome du reste du monde social, accentuant la dépossession des classes dominées. Par ailleurs, l'appartenance d'un agent se reconnaît « *au fait qu'il transforme l'état du champ ou que cela change beaucoup de choses si on l'enlève* ⁴⁷ ». Pierre Bourdieu cite en exemple « le Front National qui est

⁴⁷ P.Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, p.61 et suivantes

devenu un agent du champ politique dans la mesure où il a réussi à imposer ses thèmes de campagne aux autres agents du champ politique⁴⁸.

Dans chaque champ, les individus disposent de capital qui peut être plus ou moins important en fonction du champ, dans lequel il se trouve. Le capital peut être culturel, social symbolique, économique ou politique :

1. Capital culturel : Détention de diplômes, d'un savoir intellectuel ou de biens matériels (tableaux, œuvres d'art, de livres).
2. Capital social : Ensemble des relations que possède un individu en fonction de sa position sociale dans un champ donné.
3. Capital symbolique : Ensemble de biens moraux comme l'honneur, le prestige, la réputation.
4. Capital économique : Ensemble de biens économiques, productions ou marchands.
5. Capital politique : Monopole du pouvoir politique, appropriation de biens et services publics par certains groupes d'individus. Il s'agit d'une situation

⁴⁸ Ibid, p.61 et suivantes

patrimoniale où les biens publics sont la « propriété » des élites politiques.

Un certain type de capital est opérant dans chaque champ. Dans le champ intellectuel, un individu qui possède un capital culturel sera « avantagé » par rapport à l'unique détenteur de capital économique (sureprésentation des professions intellectuelles dans les grandes écoles et l'universités). Au contraire, dans le champ économique, le détenteur de capital économique et de capital social sera favorisé par rapport au détenteur de capital intellectuel (trouver un emploi dans une grande entreprise par exemple). Il est inutile de préciser que dans chaque champ, les dominés sont toujours les perdants dans les rapports de force avec les classes dominantes, situation justifiée par l'Habitus.

Cette sociologie de Pierre Bourdieu fait l'objet de sévères critiques, Raymond Boudon y voit « un réalisme totalitaire qui empêche la moindre marge de manœuvre à l'individu. Il refuse ce déterminisme social qui ferait

des individus « des marionnettes animées par une logique qui les dépasse ⁴⁹»

b. L'individualisme méthodologique de Raymond Boudon

Raymond Boudon (1934....) est le chef de file de l'individualisme méthodologique dans la sociologie française. Il réfute le déterminisme social et culturel développé par le culturalisme, le fonctionnalisme comme le structuralisme en France. Disciple du sociologue américain Paul Lazarsfeld, il entend privilégier le point de vue et les motivations de l'acteur. Il se montre particulièrement critique à l'encontre des partisans du holisme contemporain et dénonce implicitement le « sociologisme de Pierre Bourdieu »⁵⁰

*« Selon le sociologisme-cette perversion de la sociologie*l'individu étant le jouet des structures et des institutions, la seule question intéressante et pertinente est celle de savoir à qui profitent ces structures et ces institutions ? Plus familièrement, qui tire les ficelles ? Par définition la classe dominante, bien entendu.*

⁴⁹ D.Chagnollaud, Sociologie politique

⁵⁰ R.Boudon, Logique du social, Hachette, Paris, 1979

La popularité de ce schéma a été si grande dans les années 60 et 70 que beaucoup de livres ont porté ou auraient pu porter un titre de ce type : A qui profite l'école , A qui profite la justice ? A qui profite la culture ? A qui profite la langue ? »

Comme Robert Merton, il refuse de faire une théorie générale de la sociologie et aussi prétendre « découvrir les structures profondes de la société ou de la pensée »⁵¹

Nous vous proposons une définition classique de l'individualisme méthodologique : « c'est un mode d'approche des phénomènes sociaux qui insiste sur les marges de choix mises à la disposition des individus et les stratégies mises en œuvre pour atteindre leurs objectifs. »

L'individualisme méthodologique est construit sur les notions d'action individuelles, de rationalité et d'agrégation.

En reprenant la démarche de Weber, Raymond Boudon affirme que l'explication des phénomènes sociaux n'est possible que si le sociologue analyse les actions individuelles. Autrement dit et en reprenant la

⁵¹ M.Dubois, premières leçons sur la sociologie de Raymond Boudon, p.10

citation de Boudon : « *Expliquer le phénomène social, c'est toujours en faire la conséquence d'actions individuelles* »⁵².

Les actions individuelles sont les éléments de base des phénomènes sociaux, donc les phénomènes macroscopiques s'expliquent par des phénomènes microscopiques. Raymond Boudon nomme actions individuelles, des comportements qui sont dotés d'intention ou motivés. L'acteur est animé par le désir d'objectifs qu'i souhaite atteindre et à ce propos, Boudon évoque « un homo sociologicus intentionnel ». L'acteur ou l'homme sociologicus est l'individu lui-même, qui en fonction de la particularité de sa situation, adopte une stratégie conforme à son intérêt conscient. Car l'action individuelle est une action rationnelle qui repose sur des raisons objectives. Raymond Boudon donne en exemple l'ingénieur qui emploie les meilleurs matériaux, des techniques et des savoirs pour construire un pont, le plus adapté au site et aux besoins, tout en ayant le prix de revient le plus avantageux à la construction. Il propose une rationalité subjective et dresse une typologie de cinq rationalités

⁵² R.Boudon, le dictionnaire critique de la sociologie, p.287

1. Rationalité utilitaire dont le principe d'explication est l'intérêt ou la préférence (x avait raison de faire l'action Y car ...)
2. Rationalité de type téléologique dont le principe d'explication est la finalité
3. Rationalité axiologique dont le principe d'explication est la norme ou la valeur.
4. Rationalité traditionnelle, le principe général de l'explication est la coutume ou l'habitude.
5. Rationalité cognitive, le principe général d'explication est la connaissance ou la théorie.

(Source : Premières leçons sur la sociologie
de Raymond Boudon, p.31)

Aussi le phénomène social n'est qu'une agrégation des comportements individuels dictés par les motivations des acteurs, il peut également déboucher sur un effet émergent. En l'espèce, l'effet émergent désigne le phénomène social qui résulte de l'addition de comportements individuels, qui pris séparément sont des comportements rationnels. Les effets émergents comportent des effets pervers, car ils ne sont pas recherchés par les acteurs et sont issus de l'agrégation

de leur comportement. Raymond Boudon en donne la définition suivante⁵³:

« On peut dire qu'il y a effet pervers lorsque deux individus (ou plus) en recherchant un objectif donné engendrent un état de choses non recherché et qui peut être indésirable du point de vue de chacun d'eux, soit de l'un des deux. »

Raymond Boudon voit dans la dévalorisation des diplômes universitaires, un cas d'effet émergent provoqué par la stratégie des acteurs consistant à obtenir le diplôme le plus élevé, afin d'obtenir un emploi bien qualifié et rémunéré. Seulement, cette stratégie adoptée par des milliers d'acteurs rationnels, dans un contexte économique et social donné qui ne crée pas davantage d'emplois supérieurs, aboutit selon Raymond Boudon à la dévalorisation des diplômes. La dévalorisation des titres universitaires a été longuement analysée dans son livre « L'inégalité des chances ». Aussi, une réduction des inégalités d'accès aux études supérieures n'entraîne pas obligatoirement une remise en cause de l'héritage social, car l'enfant qui obtient un

⁵³ R.Boudon, Effet pervers et ordre social, p.20

diplôme supérieur à celui de ces parents n'est pas certain de jouir d'une position sociale plus élevée. En conséquence, une augmentation du niveau d'instruction n'est pas synonyme de plus grande mobilité sociale. En effet, la circulation des individus entre les catégories sociales, d'un groupe social auquel appartient sa famille à un autre groupe, qu'elle soit intragénérationnelle ou intergénérationnelle, n'est pas garantie en dépit de la possession d'un diplôme. Si chaque individu trouve un intérêt à poursuivre de longues études, seule une minorité en tire un bénéfice. La démocratisation du système scolaire n'a pas empêché la persistance d'inégalités. Pour expliquer cette persistance dans le cadre de l'individualisme méthodologique, Raymond Boudon avance la théorie des deux mécanismes. Le premier mécanisme est l'Héritage Culturel, le niveau culturel de la famille est un élément important (quand il s'agit d'expliquer la relation entre réussite scolaire et statut social). Le second mécanisme est celui de la décision scolaire. Dans ce cas de figure, la position sociale des individus influe dans l'estimation des coûts, des risques et bénéfices éventuels concernant les choix

relatifs à l'orientation scolaire de l'élève. Selon Boudon, l'influence de l'héritage culturel se dissipe quand sont franchies les premières étapes du cursus scolaire, au contraire l'influence de la décision scolaire se maintient à tous les stades. La décision scolaire posséderait une influence plus importante que l'héritage scolaire. Il s'agit bien d'un rejet du déterminisme social. Quand les élèves doivent faire un choix, ils adoptent des solutions différentes en fonction de leur réussite scolaire et de leur origine sociale. L'influence de l'origine sociale dépend de la réussite : Elle sera faible quand la réussite scolaire est bonne, l'influence de l'origine sociale devient plus importante dès que la réussite scolaire est faible. Pour expliquer ce phénomène, Raymond Boudon réfute l'héritage culturel. En effet, si des individus à niveau égal de réussite donnent une orientation différente à leurs études, leur origine sociale intervient dans cette décision. Elle s'effectue à deux niveaux, l'évaluation des coûts liés à l'investissement scolaire, et l'estimation du niveau de réussite souhaité. Raymond Boudon affirme que les décisions vont dépendre des risques tels que les perçoivent les élèves. Si la

probabilité de succès dans la classe supérieure est faible, l'hésitation sera aussi importante que le coût financier sera élevé. Il reconnaît que les coûts risquent d'être plus lourds dans les milieux favorisés. Raymond Boudon prend aussi en compte, les aspirations différentes des individus. Les élèves issus de milieux sociaux différents auront tendance à concevoir différemment la nature de leur nature réussite sociale (élément psychologique pris en compte ici).

c. Michel Crozier et la sociologie des organisations

Ce spécialiste des organisations est proche de Raymond Boudon. Il a consacré une partie de ses études sur le comportement rationnel des individus au sein des entreprises, avant d'élargir son champ de réflexion sur le fonctionnement global de la société. L'étude des organisations permet d'expliquer le phénomène social et Michel Crozier se démarque de Max Weber, dans la mesure où la bureaucratie lui apparaît davantage comme la source de toutes les difficultés sociétales, que la rationalisation des activités collectives.

En étudiant le fonctionnement des organisations,

il est amené à s'intéresser à la stratégie des acteurs qui évoluent en leur sein. Sa sociologie est dite de « l'analyse stratégique » car les relations entre les acteurs, sont essentiellement régis par le pouvoir. Il y a pouvoir lorsqu'un individu peut obtenir d'un tiers un comportement que ce dernier n'aurait pas adopté sans l'ordre donné par le premier. Quand un individu est soumis à des réglementations précises, son comportement reste prévisible, cependant quand un individu jouit d'une autonomie, même relative, son comportement sera plus aléatoire et il aura davantage de pouvoir dans les faits. Non seulement le pouvoir est basé sur une relation d'échanges, mais également sur un rapport de forces en faveur d'une des parties. Chaque individu possède une marge de liberté et une zone de contrôle d'incertitude, le but est de les conserver et aussi d'étendre ses possibilités d'action. L'organisation, à cause des acteurs qui luttent pour préserver leurs intérêts, se transforme en champ de lutte d'influence. Pour limiter l'autonomie des uns et des autres, les règlements se multiplient, mais il en résulte « *la routine, les lenteurs, l'inefficacité* ». Les membres de ces

organisations déploient des stratégies pour limiter le pouvoir de la direction, même si cela aboutit à des situations de blocage, à l'exemple de l'Agence Comptable Parisienne , dépendante d'une grande administration parisienne et dépendant d'un ministère, observé par Michel Crozier⁵⁴ :

« Nous avons déjà souligné que le système d'organisation de l'Agence était dominé par la centralisation des responsabilités...quelles sont les conséquences pratiques d'une telle structure. Les décisions doivent être prises par des gens qui n'ont une connaissance directe ni du terrain sur lequel doit s'exercer leur action....A défaut de cette connaissance directe, les responsables doivent se reposer sur des informations qui leur sont données par des subordonnées qui ont intérêt à leur masquer la vérité. On peut donc dire.. que dans ce système d'organisation, le pouvoir de décision tend à se concentrer aux endroits où l'on est pas en mesure de connaître efficacement les variables sur lesquelles les décisions vont porter. Ceux qui ont le pouvoir de décider se voient refuser les informations dont ils ont besoin. »

En conséquence, l'organisation devient une bureaucratie rigide et difficile à réformer, car une telle évolution demanderait

⁵⁴ M.Crozier, Le Phénomène bureaucratique, p.60

une renégociation longue des relations de pouvoir, qui bénéficient aux acteurs de l'organisation. Michel Crozier présente les quatre caractéristiques du dysfonctionnement bureaucratique

- 1) Développement des règles impersonnelles
- 2) La centralisation des décisions
- 3) Isolément de chaque catégorie hiérarchique de salaires et pression du groupe sur l'individu.
- 4) Développement de relations, de pouvoir parallèle autour de zones d'incertitudes.

La zone d'incertitude est non seulement une attitude de méfiance tant dans ses relations avec ses collègues qu'avec la hiérarchie, mais aussi dans le fait de garder secret le fondement de son savoir-faire professionnel ou pour les groupes, les clans de valoriser leur expertise que l'organisation globale. L'acteur dans l'entreprise, ne se trouve pas dans une perspective holiste, mais dans le cadre d'une rationalité limitée, proche de l'individualisme méthodologique, où il se contente de s'adapter de manière opportuniste.

Michel Crozier conclut que toute tentative de réforme de l'organisation, venant de l'intérieur comme

de l'extérieur, est ressentie comme une agression qui renforce la cohésion interne des membres de l'organisation. Les échecs successifs de la réforme des services publics et des fonctions publiques par la négociation avec les syndicats semblent confirmer les analyses de Crozier. (Exemple de l'échec de la réforme du Ministère des Finances, notamment celle qui voulait réunir les Trésoreries Publiques Générales et les Centres des Impôts). Pour Michel Crozier, les bureaucraties ne peuvent être réformées brutalement que par le sommet. Il convient de nuancer ses propos, car les tentatives de réforme de la SNCF et des régimes de retraite de la Fonction Publique imposée de manière autoritaire par le Premier Ministre en 1995, ont échoué face à l'action collective des syndicats de fonctionnaires et des cheminots.

Crozier étend sa réflexion à l'ensemble de la société française. Il existe, selon lui, un modèle culturel national de bureaucratie lié aux spécificités de la société française. Car il existerait un lien logique entre l'isolement de l'individu et le manque d'esprit coopératif (dans l'organisation) d'un côté, l'isolement des

différentes catégories sociales et leurs luttes perpétuelles pour des prérogatives artificielles de l'autre. Les classes sociales sont isolées les unes des autres, cependant une solidarité peut se créer entre les membres d'une même communauté, mais elle sera toujours dirigée contre les groupes concurrents. A partir de l'isolement social, il en découle une autonomie personnelle, ancienne en France et qui était un des éléments essentiels du système de valeur de la paysannerie française. Elle constitue une explication de l'aversion française pour un système hiérarchique direct⁵⁵.

Le modèle administratif français, par sa centralisation, sa lourdeur a longtemps influencé les grandes entreprises, les syndicats, les partis politiques. Selon Crozier, Il forme, un obstacle à la modernisation de la société⁵⁶. Il tente ainsi d'expliquer la crise de mai 1968, par le cloisonnement des services publics et les administrations en de multiples services, qui empêcheraient la remontée des informations de l'utilisateur vers le centre de décision. Aussi, pour se faire entendre par les décideurs, il ne resterait que la révolte. La crise

⁵⁵ Ibid, p.270

⁵⁶ M.Crozier, la société bloquée, Seuil, Paris, 1970.

de mai 1968 serait la contestation d'une conception hiérarchique de la société (thème très en vogue de l'autogestion développée par la Deuxième Gauche, et en particulier le Parti Socialiste Unifié) . Ce thème de la société bloquée est repris en 1987 dans son ouvrage « l'Etat modeste », Michel Crozier dénonçait l'Etat comme principal empêcheur d'innover dans la société française. Il préconise un désengagement de l'Etat et l'établissement de la concurrence entre les organisations, notamment il propose une autonomie et la mise en concurrence des universités et des centres de formation. La sociologie de Michel Crozier exerce une influence dans le champ politique français, en particulier chez les membres de la Fondation Saint-Simon où se rencontraient les socialistes, favorables à l'approfondissement de la Décentralisation, et les tenants du Libéralisme à la Française (UDF, Démocratie Libérale). Depuis 1986, année des premières privatisations entreprises par le gouvernement, l'Etat a profondément changé de nature. Aujourd'hui, on ne peut plus soutenir que l'Etat en France intervient dans tous les secteurs de l'économie,

et qu'il se comporte en organisation autoritaire et centralisateur. Désormais, avec les collectivités locales, il privilégie à travers les Contrats de Plan Etat-Région le partenariat et non plus des rapports de puissance.

d. Alain Touraine (1925....)

Les premières recherches d'Alain Touraine ont été consacrées au monde ouvrier et la place qu'il occupe dans la société industrielle, qui lui a fourni le modèle de ce qu'il va appeler la Sociologie de l'action. L'action sociale et les mouvements sociaux ne doivent pas être analysées uniquement à partir d'un facteur économique dominant ⁵⁷. Il s'éloigne des conceptions marxistes mais se rapproche de Weber, dans la mesure où selon lui, l'objet de la sociologie est de restituer le sens recherché par les acteurs. A partir de ses premières études sur le mouvement ouvrier, Touraine élabore également une sociologie du conflit, d'où il en ressort que les luttes sociales contribuent à la construction de la société. Comme dans la sociologie de Pierre Bourdieu, il oppose une classe dominée à une classe dominante, qui

⁵⁷ A.Touraine, sociologie de l'action, p.15

remplit trois fonctions.

- 1) Elle assure le contrôle de l'accumulation des biens, de l'investissement et de la concentration des moyens de production.
- 2) Elle organise la production des connaissances scientifiques et techniques.
- 3) Elle la créativité comme modèle culturel universel.

Les deux classes sociales s'opposent non seulement sur la répartition des richesses, mais elles s'affrontent aussi dans le cadre des connaissances et des représentations que la société doit avoir d'elle-même. La classe dominée, c'est à dire le milieu ouvrier, se trouve de plus en dépassée par l'enjeu culturel, qui va au-delà de l'organisation du système de production.

Par ailleurs, Alain Touraine ne définit pas les mouvements sociaux comme un « *ensemble de conduites qui s'oppose à un ordre établi* » « *avec des revendications de classe ou de groupes* », mais comme une action conflictuelle destinée au « *contrôle social des orientations d'une société* ». En conséquence, ce mouvement provoque un contre-mouvement, car « *l'action ne peut se définir seulement comme une réponse à une situation sociale, elle est avant tout création,*

innovation...un mouvement social crée des conflits, des institutions, des rapports nouveaux »⁵⁸.

Par mouvement social, il faut aussi comprendre la capacité pour la société d'agir sur elle-même. Touraine nomme cette capacité « historicité », qui est plus importante dans les sociétés industrielles et post-industrielles, que dans les sociétés traditionnelles. Les éléments de la société à se transformer sont les suivants :

- 1) La connaissance des relations sociales et du non social
- 2) L'accumulation par laquelle une partie du produit est investie dans la production
- 3) Le modèle culturel, par lequel la société se voit et considère sa créativité. Le modèle culturel de la société post-industrielle, est la science qui contribue aux innovations techniques et intellectuelles.

Ces trois composantes de « l'historicité » permettent de distinguer les différents modèles de

⁵⁸ Voir la sociologie de l'action de Alain Touraine.

société. Elles mettent en évidence les originalités des différentes sociétés. Selon Alain Touraine, la société industrielle a construit un modèle culturel qui laisse de plus en plus de place à l'innovation, dans tous les domaines sociaux. Elle possède une historicité supérieure aux sociétés traditionnelles. Héritière de la première, la société post-industrielle n'accumule pas de capital, mais des savoirs scientifiques et techniques, les moyens de communication moderne qui demeurent la base de la production matérielle. Cette société est prométhéenne, car elle est tournée vers le changement technologique permanent et a pleinement conscience que ses origines ne relèvent pas du divin. A l'opposé, la société traditionnelle et agraire représente le modèle le plus faible de « l'historicité », car l'accumulation se réduit à la reproduction du travail et de ses outils. Le modèle culturel favorise la répétition et la permanence des croyances religieuses, et surtout prône le respect de la tradition.

En conclusion, pour Alain Touraine, la société industrielle ou post-industrielle est en transformation permanente. A partir de ce postulat, il faut une

sociologie qui considère la société comme un système d'actions. C'est pour cela que la sociologie d'Alain Touraine, est une sociologie de l'action. Elle peut être qualifiée de dynamique, car elle est le résultat renouvelé des conflits opposant les acteurs collectifs.

Partie 2

Exemples de domaines et outils de recherche de la sociologie

A. LES INSTRUMENTS DE LA SOCIALISATION

Avant d'aborder les différents instruments de la socialisation, il convient de définir brièvement le mot socialisation : *La socialisation est le fait pour les individus de se voir inculquer les valeurs et les normes d'une société donnée ou d'un groupe social.*

Les groupes sociaux

Définition : *Le groupe est une collectivité autre que la société globale. Le groupe social est un regroupement d'individus qui partagent des activités, des intérêts, des valeurs politiques, religieuses, philosophiques, sexuelles, etc... A cette définition on peut ajouter la remarque suivante : « Il n'est pas nécessaire que les individus appartiennent à la même classe sociale (exemple d'une association de chasseurs qui peut regrouper aussi bien des professions indépendantes, des ouvriers ou des employés).*

Pour que le groupe social existe, il faut qu'il existe une entente entre les individus qui le composent. Par exemple, on ne conçoit pas un parti politique dans lequel ses membres ne s'entendraient pas sur un fond de valeurs communes. Si tel n'est pas le cas, le groupe social disparaît (dissolution d'une association type loi 1901) ou il y a scission (les partis politiques offrent des

exemples de séparation d'une partie de ses membres quand le minimum d'entente n'existe plus entre les tendances qui composent le parti).

Autant le groupe social est issu des systèmes d'interactions entre les individus et se présente comme une « création naturelle » de la vie humaine en société, on peut même paraphraser Aristote, en affirmant que l'homme est un « animal social ». Le groupe social participe à la socialisation des individus, et ces principaux agents sont les groupes primaires (famille, bandes, etc...) et les groupes secondaires (école, institutions)

a. Les groupes primaires

Définition : Il s'agit d'une association non spécialisée qui concerne un nombre restreint d'individus qui sont unis par des relations directes et intimes.

La famille est le premier instrument de transmission des valeurs et des normes chez l'individu parmi les groupes primaires. Lorsqu'un régime totalitaire s'installe dans un pays donné, il ne se contente pas de supprimer les libertés publiques, il

conteste le rôle de socialisation de la famille qui constitue une entrave à sa volonté de créer un homme nouveau et à son pouvoir politique. Au besoin, il instaure au sein de la famille un système de délation : Les enfants contrôlent les propos et les attitudes des parents. Cette situation est possible grâce à d'autres moyens de socialisation mis en place par le régime totalitaire : éducation des enfants sur le mode communautaire (Jeunesse Hitlérienne, Jeunesse Communiste).

Derrière le terme « famille », couramment usité tant en politique qu'en religion, qu'elle est sa réalité sociale ? Tout d'abord, elle présente dans la France des années 2000 plusieurs aspects. La famille au sens large inclut les parents, les géniteurs, les grands-parents et les collatéraux (frères, neveux), la famille nucléaire comprend les parents (géniteurs) et les enfants, la famille monoparentale se compose d'un enfant et d'un parent géniteur. Quant à la famille recomposée, il s'agit de conjoints divorcés ou concubins séparés, des enfants issus du premier lit, et des enfants nés au sein du nouveau couple. Comme nous pouvons le voir, la

famille française a connu une évolution très importante, car « elle est passée du statut d'institution garante de l'ordre social à celui d'association d'individus »¹: Le Pacte Civil de Solidarité couronne l'évolution de la famille vers un caractère associatif. Cependant l'homoparenté, c'est à dire la possibilité pour les homosexuels d'adopter des enfants, qui bouleverserait une conception traditionnelle de la famille hétérosexuelle, n'est pas considérée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme comme faisant partie des Droits de l'Homme. Le Conseil d'Etat, dans un arrêt rendu en juin 2002, refuse d'accorder le droit d'adoption aux homosexuels, en revanche la législation Suédoise l'autorise.

Dans le cadre de cette évolution, introduite par la loi du 4 juin 1970, le père a perdu son statut de « chef de famille incontesté issu du droit romain, il faut parler d'autorité conjointe dans la famille, voir de co-parentalité. Depuis la loi du 8 janvier 1993 pour les parents non mariés, le principe de l'exercice en commun de l'autorité parentale est posé quelle que soit la situation des parents,

¹ Jacques Commailles, Entre émancipation et protection sociale, in Sciences Humaines n°115-avril 2001

sous réserve d'une vie commune. Désormais, la loi du 4 mars 2002 n'impose plus la condition de vie commune pour les parents non mariés pour l'exercice de la coparentalité.

La « famille moderne », selon Emile Durkheim et Talcott Parsons dans laquelle les femmes se consacrent exclusivement à l'éducation des enfants est désormais révolue. Ce modèle familial réservait la sphère privée aux femmes (tâches domestiques et éducatives) et la sphère publique aux hommes (travail, activités politiques). Il n'est plus d'actualité depuis la fin des années 1960, les femmes ont investi en masse le monde du travail et des études supérieures. De plus en l'espace de cinquante ans, la population française est devenue à plus de 80% une population urbaine, et la fin de la ruralité a libéré les femmes des règles collectives et religieuses qui contrôlaient les comportements individuels.

Sur le plan de la fonction économique, la famille ne constitue plus une unité de production, car la France n'est plus la société rurale de l'Ancien Régime. Désormais, la production se réalise essentiellement à l'extérieur de la famille.

La famille est entrée dans l'ère des relations contractuelles, elle est un groupe primaire avec des relations directes et une dimension réduite. Entre 1946 et 1995, les mariages sont passés de 516 000 par an à 254 000 (Insee première, n°482, août 1996). Dans ce recul, il faut voir un très net repli de l'influence de l'église catholique sur la société française, le mariage échappe désormais à l'influence collective et intègre le champ contractuel des relations sociales librement consenties par les individus. L'institution du mariage constitue une forme d'union librement consentie parmi d'autres, même si il conserve encore une aura de « légitimité », notamment sur le plan fiscal.

A compter des années 1970, les divorces, les ménages qui se constituent hors mariage et les familles recomposées se multiplient dans la société française. A titre de comparaison, les couples mariés représentaient plus de 97% des couples en 1962 contre 87,5 en 1990, tandis que pour la même période, les couples non mariés passaient de 2,9 à 12,5%. Cependant, l'apparente domination écrasante du mariage est un effet en trompe l'œil, car dans les années 1990, plus de 90% des

nouveaux couples ont vécu en concubinage libre ou déclarée avant leur mariage. En plus de trente ans, le taux de divorce a été multiplié par 3,5 et plus de 100 000 divorces sont prononcés chaque année.

Tous ces bouleversements influent sur la socialisation des individus au sein des familles, notamment la transmission de la mémoire familiale. Toutefois, les opinions politiques se transmettaient des parents aux enfants jusqu'au milieu des années 1970. la transmission des croyances religieuses continue, d'après la sociologue Annick Percheron, d'être transmises de manière parfaite dans les familles pratiquantes. Mais, cette socialisation politique ne fonctionne plus aussi bien depuis l'émergence électorale du Front National, émergence liée aux graves crises urbaines que connaît la France depuis une quinzaine d'années.

Les groupes primaires sont des éléments constitutifs de la société globale, dans la mesure où ils participent à la socialisation de l'individu, ou parfois à sa déviance quand les valeurs du groupe primaire ne sont pas conformes aux valeurs dominantes de la société globale.

Grâce à leur dimension réduite, les groupes primaires

échappent aux relations qui s'organisent par le filtre d'une hiérarchie comme c'est le cas dans les groupes intermédiaires. Les relations sont directes et il existe une « solidarité et une identification mutuelle », Maurice Duverger parle « de fusion des individus dans le tout commun » qui s'exprime par le « nous »². Le célèbre politiste donne en exemple le soldat américain, engagé dans les conflits de la 2^{ème} Guerre Mondiale, qui combat essentiellement pour défendre ses amis ou se « *conformer aux attentes d'un petit groupe de camarades plutôt que par sentiment idéologique ou nationaliste*³ ». Le groupe primaire remplit une fonction de cohésion, d'enracinement social. Cependant il existe un inconvénient. Quand la société connaît un affaiblissement des règles de conduite et des valeurs communes, les individus sont désorientés et certains se replient en priorité sur des groupes primaires déviants. Or ces groupes primaires peuvent avoir des règles en contradiction avec celles de la société globale (bandes de jeunes délinquants, groupuscules politiques et/ou religieux, pratiques coutumières illégales au regard du Droit français).

² M.Duverger, sociologie de la politique, p.54

³ Ibid, p.55

En conclusion, les groupes primaires sont un élément important de la vie sociale, car ils constituent la « pierre angulaire » sur laquelle se développe la société. Si la famille en tant que groupe primaire a connu une grande mutation, elle demeure une valeur de refuge en période de crise économique. Les relations intergénérationnelles ne se fondent plus sur le modèle autoritaire du père de famille, mais sur la base de la solidarité entre les générations. Ainsi, plus d'une personne sur trois après soixante ans assure une aide financière à son entourage. En 2001, le succès du film « Tanguy » qui conte l'histoire d'un jeune homme approchant la trentaine, vivant toujours chez ses parents, est révélateur du nouveau rôle social de la famille (réseaux relationnels, transferts financiers, etc...)

b. Les groupes intermédiaires ou les groupes secondaires (école, religion, le milieu professionnel, associations, partis politiques).

Définition : Les groupes intermédiaires sont composés d'un nombre d'individus trop important, qui ne peuvent se rencontrer ou interagir directement.

Ces groupes intermédiaires sont également appelés des organisations, et en raison du trop grand nombre de ses membres, des relations « médianes » sont créées. Les organisations se rencontrent dans tout le champ sociétal (parti politique, hôpital, université etc...) Les groupes intermédiaires se distinguent par leurs diversités, leurs dimensions, leurs fonctions et leurs finalités. A partir des objectifs définis par les groupes intermédiaires, les relations des individus s'organisent dans un cadre rationnel et hiérarchisé, ils disposent d'une autonomie minimale. Les groupes intermédiaires peuvent être des organisations ou des institutions, mais une institution n'est pas obligatoirement une organisation. Le mariage tout en étant une institution, ne relève pas de l'organisation. En revanche, quand une institution appartient au groupe des organisations, elle devient un pôle de référence et se trouve intériorisée par les individus, tant par sa valeur historique que symbolique. C'est à dire qu'elle possède une représentation à la fois physique et abstraite, elle contribue à la transmissions des valeurs sociales et « forgent un style de vie

conforme aux normes d'une société ». Le groupe intermédiaire bâti sur le modèle de l'organisation base son existence et sa légitimité sur une finalité

Comme nous l'avons vu plus haut les institutions et organisations ne sont pas forcément synonymes, voir tableau ci-dessous :

Les groupes intermédiaires	
Les organisations simples sans le prestige de l'institution	Les organisations appartenant au groupe des institutions (pôle de référence dans les représentations collectives des agents)
Les entreprises, les partis politiques, certains services publics, les administrations	L'Education Nationale, l'armée, les églises, La justice
Points communs à ces deux formes d'organisation :	
Identification par des signes visibles : Emblèmes, logos, architecture, tenue vestimentaire de ces	

agents
Les institutions qui ne relèvent pas de l'organisation
Le mariage, les croyances religieuses, les coutumes, etc...
Caractéristique des institutions : Pôle de référence dans les représentations collectives des agents, formation et reproduction des normes et des usages des individus,

Lorsque les groupements humains sont d'une dimension importante, elles jouent un rôle de régulation (Ecole, justice, parti politique), voir de dérégulation en cas de conflit avec les normes de la majorité de la population (sectes tentaculaires comme l'Eglise de Scientologie, réseaux mafieux ou de la criminalité organisée internationale comptant des milliers d'adeptes ou de membres). Dans cette dernière hypothèse nous assistons au développement de la déviance sociale

c. La déviance sociale

Définition de la déviance sociale : *Il s'agit de la transgression des règles sociales respectées par la majorité des membres d'une société, ces règles étant acquises par un processus de socialisation des agents.*

Elle peut faire l'objet d'une analyse différente en fonction des courants sociologiques fonctionnalistes (Parsons,) l'écologie urbaine de l'Ecole de Chicago ou le courant interactionniste (Howard Becker)

Si on se réfère au fonctionnalisme développé par Parsons, les normes sociales respectées par la majorité des membres d'une société possèdent une fonction d'intégration au système et de cohésion sociale, ainsi Parsons affirme que « *dans une société hautement différenciée, le centre majeur de la fonction intégrative se trouve dans son système de normes légales et les organismes associés à son application, notamment les tribunaux et les professions juridiques* »⁴. Cependant, si ces normes sont législatives et/ou normatives, elles relèvent également de la « bonne conduite en société » comme les règles de politesse et de bienséance.

Leur transgression entraîne une sanction qui n'est

⁴ T.Parsons, Théorie sociologique, p.234 et suivantes

pas obligatoirement pénale. Donc, des comportements peuvent être jugés déviants, sans pour autant être délictuels. En conséquence, il y a déviance quand l'individu s'écarte des normes auxquelles se conforment la majorité des membres d'une société. Or, si nous restons dans le cadre du fonctionnalisme, mais de moyenne portée, selon Robert Merton, un individu peut devenir déviant tout en respectant les normes et les valeurs de la société américaine, qui prônent l'enrichissement et la liberté d'entreprendre, seulement les moyens utilisés pour atteindre son objectif sont illicites. Car bien des individus (certaines minorités) ne possèdent pas les capacités d'épargne, selon « l'éthique protestante », pour se conformer au modèle de réussite prôné par la société américaine.

De son côté, l'École de Chicago dans les années 1920, s'est attachée à prouver l'influence du milieu social sur la délinquance, forme particulière de la déviance et elle a dégagé l'idéal-typique suivant. La déviance pénale est liée par le mode de vie de l'habitat (cité-dortoir), la pauvreté (chômage, analphabétisme, etc.), une vie de famille non structurée correspondant

aux familles éclatées ou monoparentales. Ainsi, un de ses sociologues de cette école, Frédéric Thrasher explique que les « gangs » de la ville se « développent là où l'habitat est détérioré, ...où tout est désorganisé, délaissé ». Le gang est une réponse à la désorganisation sociale dans ce que Thrasher appelle « la ceinture de pauvreté » ou zone interstitielle entre le centre urbain (commerces, bureaux et banques) et zones où sont implantées les classes sociales aisées de Chicago⁵.

Cette explication sociologique a longtemps connu les faveurs des politiques pénales en France, pour qui le délinquant est avant tout une « victime défavorisée de la société ». En 1990, le Ministère de la Ville a été créé, pour tenter de donner une réponse à la violence insurrectionnelle qui agitent certaines banlieues, liée à la ségrégation spatiale et ethnique d'une partie de la population. Alain Coulon constate que les problèmes engendrés par la ghettoïsation » d'une population jeune, présentent des points communs avec la thèse de la « désorganisation sociale » développée par Thrasher (jeunes d'origines immigrées, échec scolaire, chômage,

⁵ Cité par Alain Coulon, l'Ecole de Chicago, p.58

vivant dans des banlieues dégradées, sans loisirs « constructifs » et qui forment des bandes délinquantes pour trouver une réponse à une quête d'identité sociale⁶.

Mais la thèse de la désorganisation sociale, connaît une sérieuse remise en cause chez bon nombre de décideurs politiques, de sociologues tel Pierre André Targuief, et de philosophes comme Régis Debray, adeptes de la renaissance de l'Idée Républicaine et du civisme. Ce traitement sociologique de la déviance, ne serait qu'un « déterminisme » discriminatoire qui fait d'un pauvre économique, voir des jeunes gens issus de l'immigration, un délinquant en puissance.

En revanche, pour les interactionnistes, notamment ceux qui appartiennent à ce qu'il convient d'appeler « la deuxième école de Chicago », « les groupes sociaux créent la déviance en instituant les normes, dont la transgression constitue la déviance en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme déviants »

Il s'agit de la théorie interactionniste de la déviance

⁶ A.Coulon, *ibid*, p.59

ou étiquetage, qui considère que la déviance est la conséquence de l'application des normes et des sanctions par la majorité à l'individu « transgresseur ». Pour qu'il y ait déviance, il faut la préexistence d'une norme définissant l'acte comme déviant. Cette norme s'applique à des individus précis avant que la « catégorie abstraite des déviants » créés ne deviennent concrets. Aussi, selon l'approche d'Howard Becker, il faut les identifier, les interpeller ou les « stigmatiser » pour leur non conformité. Dans le cadre de l'application des normes et de leur respect, ce se sont des professionnels spécialisés qui « créent une catégorie spécifique déviants à la collectivité »⁷ La déviance est le produit d'interactions sociales, entre un individu et les institutions qui font respecter l'ordre social. Howard Becker conclut que le déviant est « étiqueté » quand son acte est connu de ceux qui sont chargés de mener la répression, en conséquence cette sanction sociale l'identifie à l'image renvoyée par la société, en un mot conduit à la « stigmatisation ».

⁷ H.S Becker, *Outsiders, Etudes de sociologie de la déviance*, p.186 et suivantes

B. LES DIVISIONS SOCIALES

Toute société humaine est la « combinaison de plusieurs ordres hiérarchisés, qu'il s'agisse de groupes primaires apparemment les moins inégalitaires ou des groupes secondaires les plus sélectifs comme l'école »⁸. Georges Balandier précise même « pas de société sans pouvoir politique, pas de société sans hiérarchie et sans rapports inégaux instaurés entre les individus et les groupes sociaux »⁹

Ces hiérarchies sont légitimées par des références à des valeurs, placées sur une échelle d'appréciation, elles reposent sur des strates et constituent l'expression d'un ordre social établi. La division sociale en sociologie prend également le nom de stratification sociale, Talcott Parsons en donne la définition suivante :

*« La stratification sociale est le classement différentiel des individus qui composent un système social donné et leur qualification de supérieurs ou inférieurs les uns par rapport aux autres selon des valeurs importantes pour la société »*¹⁰

⁸ M.Cherkaoui, stratification p.97 à 152, in Traité de Sociologie sous la direction de Raymond Boudon

⁹ G.Balandier, Anthropologie politique, p.93

¹⁰ J.Cazeneuve, Dix grandes notions de sociologie

Les divisions sociales frappent aussi bien les sociétés traditionnelles que les sociétés post-industrielles, elles sont de trois types.

Les sociétés de castes, les clans les sociétés d'ordres et les sociétés divisées en classes sociales :

a. Les sociétés de castes

Quatre critères qualifient la Caste : *l'endogamie, la fonction héréditaire, la hiérarchisation rigoureuse et les règles « d'évitement »*¹¹.

Dans ces sociétés, la légitimité de l'ordre social repose sur la tradition et sur un fondement religieux. La société de caste est régie par le principe d'immuabilité, l'ordre social a toujours existé. Dans la société de caste, le système social repose sur une hiérarchie qui se transmet par la voie héréditaire, l'endogamie en forme la règle. En fonction de la profession exercée, les groupes sont séparés, tandis que la supériorité ou l'infériorité marque leur prestige ou leur rejet.

L'Inde constitue l'archétype de la société de Castes, en dépit de son abolition officielle en 1947 et de

¹¹ G.Balandier, *ibid* p.106

l'affirmation de l'égalité entre tous les citoyens par la Constitution indienne. La hiérarchie religieuse est construite sur le pur et l'impur, elle régleme les moindres aspects de la vie privée et professionnelle. Sont réservées aux membres des castes inférieurs, les activités qui sont en contact avec les souillures. Les tanneurs et les balayeurs se recrutent exclusivement dans la caste des intouchables, celle qui se situe au plus bas de l'échelle sociale. Le système des castes se retrouve également en Afrique Noire qui « propose une grande variété de sociétés à stratifications sociales complexes. Les unes présentent une structure globale dite de « castes » hiérarchisant un nombre restreint de groupes fermés, rigoureusement différenciés, spécialisés et essentiellement inégaux »¹²

La caste est, pour reprendre l'analyse de Jean Cazeneuve, l'idéal typique de l'organisation hiérarchique poussée à son paroxysme, car la mobilité sociale s'avère impossible.

¹² G.Balandier, *ibid*, p.100

b :Les clans

Le système clanique se retrouve dans les sociétés non Etatiques. Il s'agit d'un groupe d'individus qui reconnaît un ancêtre commun. Dans cette unité, les hiérarchies sociales se déterminent par référence au mythe et de la proximité avec le fondateur. Elles donnent une justification aux rapports dominants-dominés. Georges Balandier fournir l'exemple suivant d'ordre clanique s'appuyant sur le lignage d'un conquérant fondateur :

« Chez les Bemba de la Zambie, l'ordre clanique-lignager se réfère au conquérant Atimukulu son lignage a le monopole du pouvoir politique et son clan a le statut le plus élevé en raison de son antécédence ; les autres clans et lignages s'ordonnent suivant que le fondateur est arrivé avec ou après le héros conquérant »¹³

Outre la hiérarchie des origines, citons à titre d'information, la hiérarchie par sexe et par groupes d'âges (tribus amérindiennes, sociétés africaines traditionnelles.).

¹³ G.Balandier, *ibid*, p.95

c. Les sociétés d'ordre

Comme le système des castes, les sociétés d'ordre sont fondées sur l'hérédité. Du moyen âge jusqu'à la fin du 18^{ème} siècle, la société française de l'Ancien régime était régie par ce système d'organisation basée sur l'honneur, le prestige et la division en trois ordres : le clergé, la noblesse et le Tiers-Etat. Toutefois, la société d'ordre présente une souplesse par rapport au système de caste qui impose une séparation absolue. Une certaine mobilité sociale, même restreinte numériquement, était possible.

Des roturiers pouvaient être anoblis en récompense de services rendus à la couronne, de leurs réussites sociales., Les plus fortunés avaient la possibilité d'acheter des charges, notamment celles des parlements et de la noblesse de robe. En ce qui concerne le clergé, Jean Cazeneuve fait le constat suivant « L'accès aux fonctions cléricales, s'il est ouvert plus largement aux fils de familles nobles, n'est pas cependant fermé théoriquement aux roturiers, de sorte que l'Eglise constituera longtemps un important canal

de mobilité sociale »¹⁴.

Mais, ce système d'ordre en France n'a pas résisté à l'expansion économique et sociale de la Bourgeoisie industrielle et d'affaires, qui acceptait de plus en plus difficilement sa subordination vis à vis de la noblesse et du clergé. Ces derniers ordres jouaient un rôle moindre dans la vie économique de la France. Aussi, la bourgeoisie a lutté contre « ce système des ordres héréditaires », en contribuant notamment au déclenchement de la Révolution de 1789.

La chute de l'ancien régime et l'abolition des privilèges héréditaires a contribué à l'émergence d'une société divisée en classes sociales.

d. Les sociétés divisées en classes sociales.

La division de la société a succédé à la société d'ordre en Europe Occidentale, en France en particulier avec la fin de l'Ancien Régime et la disparition des corporations. Elle correspond à la transformation des moyens de production provoquée par la révolution industrielle du 19^{ème} siècle en Europe et aux Etats-Unis

¹⁴ J.Cazeneuve, *ibid*, p.190

d'Amérique. Dans la nouvelle société industrielle qui se met en place, trois grandes divisions sociales la scindent : Les classes dirigeantes, les classes moyennes, la classe ouvrière et paysanne. Pour Karl Marx, qui n'est pas l'inventeur du concept de classes sociales, « l'histoire de toute société passée est l'histoire de la lutte des classes ». Selon le schéma marxien, la division de la société en classes sociales est celle entre exploiters et exploités, elle atteint son paroxysme avec l'industrialisation et l'apparition du capitalisme.

Nous nous contenterons de rappeler la solution préconisée par Karl Marx pour mettre fin à la « lutte des classes », la prise du pouvoir politique par le prolétariat en tant que catégorie de la population qui possède une « conscience de classes » devait amener la destruction de l'Etat en tant que superstructure au service des propriétaires des moyens de production. Mohamed Chekraoui apporte une précision sur l'analyse marxienne de la classe sociale, notamment en mettant l'accent sur le paradigme subjectiviste « *Une classe latente ne devient manifeste, elle ne devient un acteur historique, que si les individus qui la composent ont conscience de la singularité et des*

intérêts de leur classe qu'ils doivent en plus traduire sous la forme d'une organisation politique qui seule, permet l'action »¹⁵

D'après la conception de Marx, les classes sociales, et le prolétariat en particulier, se rattachent à la philosophie de l'histoire. Car seul le prolétariat posséderait la conscience de la logique du système d'exploitation capitaliste.

Alors que la société de classes selon Karl Marx repose sur des rapports de production économique, celle de Max Weber repose sur trois hiérarchies : l'ordre économique, l'ordre social et l'ordre politique. Elles déterminent l'appartenance à la classe sociale et elles possèdent la particularité d'être autonomes (il n'y a pas de domination de la superstructure sur les infrastructures). Les groupes de statut ne se rattachent pas à des possessions de moyens de production, mais relèvent de l'ordre du prestige. Des familles nobles, bien que ruinées, peuvent posséder un certain prestige au détriment de grandes familles bourgeoises, obligées elles d'acquérir une forme de prestige par l'achat d'un titre de noblesse. Dans ces groupes de statut, il existera une

¹⁵ M.Cherkaoui, *ibid*, p.121

tendance à l'endogamie.

L'économie détermine les classes, les groupes de statuts influencent l'ordre social et le politique, les partis. La classe sociale se limite à la condition économique, déterminée par l'inégalité des groupes pour l'accès ou le non accès à certains biens, à un mode de vie. Weber distingue les classes détentrices de richesse et les classes d'acquisition qui possèdent le monopole des moyens de production. Cependant, la situation de classe n'engendre pas obligatoirement des intérêts communs, et conformément à sa sociologie compréhensive, pour Max Weber « L'action dépend d'un grand nombre de déterminants sociaux et psychologiques comme la nature de la distribution et sa perception sur les individus »¹⁶. L'ordre politique s'appuie sur les partis politiques, appartenant aux « groupes de statut », ils s'en détachent pour devenir autonomes. Dans les partis bourgeois, les dirigeants ne sont pas forcément issus de la grande bourgeoisie (exemple de l'ancien premier ministre John Major, chef de file du Parti Conservateur de Grande Bretagne, et fils

¹⁶ M.Chérkaoui, *ibid*, p.121

d'un artiste de cirque)

Par rapport aux deux premiers types de sociétés décrites ci-dessus où la mobilité sociale est restreinte, voir inexistante, la société de classes permet à ses membres de changer de groupe social et en France, un organisme spécialisé dans l'analyse de la stratification sociale et travaillant sur la base des catégories socioprofessionnelles, a été créé. Il s'agit de *l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques*. En 1982 cette nomenclature a été rebaptisée Professions et Catégories SocioProfessionnelles (PCS) pour tenir compte des grandes mutations professionnelles intervenues dans la société française, notamment la marginalisation des ouvriers agricoles.

Elle permet de mesurer la mobilité sociale. Il y a mobilité intergénérationnelle quand un changement de statut intervient entre les pères et les fils, par contre la mobilité intra-générationnelle est la modification de situation professionnelle au cours d'une même carrière.

A partir d'enquêtes « Formation Qualification Professionnelle » menées par l'INSEE, des « tables de mobilité sociale » sont dressées auprès de la population

Les professions des pères sont enregistrées et on connaît dans quelles proportions se produisent les changements de statut social entre les générations. La situation professionnelle des individus âgés de 40 à 59 ans est comparée à celle de leurs pères. Néanmoins, la féminisation croissante du monde du travail rend aléatoire la notion de « personne de référence » et en dépit de la persistance de l'homogamie professionnelle et sociale, des ménages se composent d'individus appartenant à « des professions et catégories socioprofessionnelles » différentes.

La notion de « classes moyennes » concerne les couches sociales salariées entre les ouvriers et les employés, spécialisés dans les tâches d'exécution, et les classes dirigeantes détentrices du pouvoir de décisions dans la société ou les organisations. Depuis la fin des Trente Glorieuses au début des années 1970, les classes moyennes tendent à ne plus être un groupe homogène. Car il existe un clivage entre les détenteurs de patrimoine qui se recrutent parmi les cadres supérieurs et les autres, les professions intermédiaires qui se rapprochent de plus en plus des ouvriers. Les classes

moyennes englobent une partie des employés (agents de catégorie C, commis, employés administratifs d'entreprise, employés de commerce, personnel de services directs aux particuliers), des professions intermédiaires (professeurs de collèges, maîtres auxiliaires, professeurs des écoles, instituteurs, officiers de police, cadres d'entreprise etc...) et professions intellectuelles supérieures (cadres administratifs, magistrats, professeurs et cadres techniques, professions scientifiques, etc...). « Les classes moyennes apparaissent davantage comme une nébuleuse que comme un ensemble structuré »¹⁷ et échappent au schéma marxien de la « conscience de classe en soi ». De par leur caractère hétérogène, les classes moyennes salariées sont divisées. Une partie des employés se rapproche des ouvriers, à cause de la parcellisation des tâches (classement, enregistrement du courrier, accueil téléphoniques, etc..) introduites par la mécanisation des tâches entre 1920 et 1960, et surtout la révolution informatique qui frappe les entreprises depuis le début des années 1980. Le secteur du commerce (hôtellerie,

¹⁷ S.Bosc, Stratifications et transformations sociales, la société française en mutations, p.155

restauration, grandes surfaces de distribution) fait appel à une main d'œuvre non qualifiée dont le niveau de recrutement est proche de celui des ouvriers spécialisés. Il existe autant de différences entre un agent de saisie et un Directeur des Ressources Humaines, un ouvrier spécialisé et un technicien supérieur. En revanche, le groupe des professions intermédiaires possède une aspiration à l'ascension sociale et la classe dirigeante leur sert de groupe de référence.

En ce qui concerne les ouvriers en tant qu'individus affectés à des tâches d'exécutions, leur nombre a fortement diminué car en 1995, ils représentaient moins de 30% de la population active contre 37% en 1975. Leur diminution est due à la transformation de l'appareil de production et au phénomène accru de délocalisation qui a frappé les secteurs miniers, sidérurgiques et métallurgiques. En plus de la perte d'influence en tant qu'acteur social et culturel, consécutivement au déclin de l'idéologie communiste et internationale, la classe ouvrière se rapproche de plus en plus des employés quand à leur niveau de vie et leurs tâches professionnelles.

Incontestablement, la classe ouvrière, et en particulier les Ouvriers Spécialisés, a été la grande perdante de la fin des Trente Glorieuses, notamment en raison de la dispersion des centres industriels. Les concentrations ouvrières de jadis comme Boulogne Billancourt (Renault), Berliet (Vénissieux) ont fait place à la dispersion de l'espace industriel où les lieux de production s'éloignent des lieux d'habitations. Désormais, les villes où les habitants travaillent pour la même entreprise ou le même secteur d'activités industrielles sont minoritaires. Par ailleurs, le mode de vie des ouvriers, qualifiés et titulaires de BTS en particuliers tend à se rapprocher des petites classes moyennes. Dorénavant, on ne peut plus parler d'identité ouvrière, la classe ouvrière n'est plus une classe sociale homogène.

En théorie, l'hérédité n'affecte pas les relations sociales et n'empêche pas la mobilité entre les classes sociales. Mais comme Pierre Bourdieu l'a fort justement analysé dans ses travaux, l'agent dispose plus ou moins de capital culturel, économique, social ou symbolique pour obtenir un poste élevé dans le champ concerné, en

fonction de sa naissance et de «l'habitus de sa classe sociale», dans un champ donné. L'exogamie est en principe la règle, c'est à dire que chacun n'est plus tenu de se marier en fonction de son rang et de sa classe sociale. Cependant dans les faits, les comportements dans la société industrielle ou post-industrielle relèvent en partie de l'homogamie. Elle est essentiellement socioprofessionnelle (même milieu socioprofessionnel) ou culturelle.(les conjoints sont titulaires de diplômes équivalents). L'homogamie culturelle prime l'homogamie socioprofessionnelle. Ces pratiques concernent aussi bien les classes dominantes qui se fréquentent au sein de cercles fermés (rallyes organisées dans le Sud-Ouest et en Bourgogne, bal des Grandes Ecoles, fréquentation des mêmes établissements supérieurs réputées, qu'ils soient privés ou publics, clubs de sport), que les classes populaires dont les lieux de rencontre sont les bals populaires, les cafés, discothèques etc.

Toutefois, la crise économique commencée depuis le premier choc pétrolier de 1974 a accentué le caractère inégalitaire de la société française, dans laquelle les

classes populaires (ouvriers et employés) demeurent sous-représentées dans les professions intellectuelles supérieures (hautes fonctions publiques, professions libérales, enseignants du supérieur). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois et de la précarisation du travail (nombre croissant de contrats à durée déterminée) a provoqué le basculement de plus de cinq millions de français, sur une population de 60 millions d'habitants, dans un statut de précarité et d'assistés de la société. A ces inégalités sociales, s'ajoutent les discriminations spatiales du territoire français où les populations les plus modestes sont refoulées des centres-villes en proie à la spéculation foncière, les discriminations raciales qui frappent les minorités ethniques visibles, sous-représentées dans les hauts postes à responsabilité.

C. ELÉMENTS DE SOCIOLOGIE POLITIQUE

Pour Maurice Duverger¹⁸ les termes de Science Politique et Sociologie politique sont presque synonymes. Au contraire François Chazel considère que « la sociologie politique et la Science Politique ne sont pas deux désignations d'une seule discipline fondamentale »¹⁹. La Sociologie Politique est une branche de la Science Politique, ayant pour objet d'analyser ce qui relève des phénomènes politiques²⁰. Qu'appelle-t-on un phénomène politique ou un fait politique ? Il s'agit d'une activité spécifique qui « se rapporte au gouvernement d'une société dans son ensemble²¹. Le phénomène politique également une action de la part d'agents qui consiste à exercer un pouvoir ou à l'influencer sur un ressort territorial ou administratif public donné. Le cadre d'exercice du pouvoir politique s'exerce sur le ressort d'un Etat, avec comme élément de socialisation la citoyenneté et le principal instrument de conquête du pouvoir ou du

¹⁸ M.Duverger, Sociologie de la politique, p.5

¹⁹ F.Chazel, dictionnaire de sociologie, page 177

²⁰ D.Chagnollaud, Sociologie politique, p.1

²¹ D.Chagnollaud, ibid, p.3

moins l'influencer, demeure dans les démocraties parlementaires du Monde Occidental, le Parti politique.

a. L'État

À la mort de Charlemagne en 814, son empire, qui a été une tentative de refondation de l'Etat Romain, est partagé entre ses héritiers. Dès le Traité de Verdun (843), il n'existe plus de pouvoir central fort en Europe Occidentale, qui est fragmentée en de multiples centres de pouvoirs privés. C'est le règne de la féodalité. Il faudra attendre la fin de la période médiévale pour voir apparaître l'Etat moderne. Il correspond à un processus de sécularisation²² qui touche les sociétés Ouest Européennes et de légitimation du pouvoir royal, tant vis à vis de la papauté que du Saint-Empire Romain Germanique (voir les écrits de Jean Bodin, des Légistes et de Nicolas Machiavel). Cette autonomisation de l'Etat, notamment en France, est résumée par la formule des Légistes royaux , et de Guillaume de Plaisians en particulier au début du XIVème siècle « Le

²² G.Hermet, Histoire des nations et du nationalisme en Europe, p.31

roi de France est empereur en son pays »²³, qui a pour signification le rejet de toute vassalisation spirituelle ou temporelle de l'Etat monarchique français.

La création de l'Etat moderne est liée au renforcement du pouvoir central et à son monopole de la coercition physique (Max Weber), à l'unification de l'appareil judiciaire d'Etat qui absorbe au fil des siècles les justices indépendantes²⁴ et à l'unification fiscale. Les taxes d'Etat supplantent les taxes seigneuriales (Norbert Elias, la dynamique de l'Occident) et aujourd'hui même si les collectivités locales françaises bénéficient de ressources fiscales propres, elle n'en demeurent pas moins sous le contrôle de la Cour des Comptes et l'Etat peut décider de leur suppression (suppression des vignettes fiscales en 2000 pour les particuliers).

Le concept d'Etat correspond à la maîtrise intégrale d'un territoire à l'aide d'une bureaucratie qui s'appuie sur une fonction publique (théoriquement) non héréditaire (Voir à ce sujet la Noblesse d'Etat de Pierre Bourdieu), ainsi qu'à une séparation de l'espace public avec le religieux. L'Etat est également le principal

²³ B.Barret-Kriegel, Les chemins de l'Etat, p.73

²⁴ B.Barret-Kriegel, *ibid*, p.126

producteur de règles juridiques, qu'il soit fédéral comme les Etats-Unis d'Amérique ou unitaire comme la République française ne change rien à cette situation de monopole. Philippe Braud souligne que « la règle de la supériorité de la constitution, et le contrôle juridictionnel qui en résulte assurent sur l'ensemble de l'espace étatique une législation fédérale commune »²⁵. Le monopole de la norme et de la coercition pour assurer l'existence de l'Etat Ouest Européen serait insuffisant, s'il n'y avait pas de légitimité.

Cette légitimité s'exerce d'abord dans le domaine des symboles et mythes laïcs, telles les cérémonies profanes (transfert des cendres de personnalités politiques au Panthéon par exemple dans le cas de la République française), les commémorations patriotiques, l'érection de monuments et bâtiments officiels qui donnent une identité religieuse laïque à l'Etat.

Elle est également renforcée par les services qu'il dispense à sa population. Outre la protection des biens et des personnes dispensées par le biais de ses

²⁵ P.Braud, L'Etat, p.23

prérogatives de puissance publique, l'Etat moderne Occidental a développé jusqu'au premier choc pétrolier un interventionnisme dans le domaine économique et social en faveur des salariés. La période des Trente Glorieuses est celle de l'Etat-providence ou keynésien, au cours de laquelle l'amélioration des conditions de vie et de travail des **populations de l'Europe de l'Ouest** marche de pair avec une croissance économique continue. Or depuis trois décennies, la légitimité de l'Etat est remise en cause. La crise économique, la montée du chômage, la délocalisation des sites de productions industrielles attirées par les pays émergents, adeptes du dumping social, ont appauvri les ressources de l'Etat qui ne peut plus assurer au même niveau que dans les années 1960 son rôle de prestataire de services (services sociaux, formation, protection sociale, redistribution des richesses en faveur des plus défavorisés). Son action est d'autant plus limitée que les frontières économiques, le système de production et financier devient transnational, se différencient de plus en plus des centres de décisions politiques qui n'évoluent pas au même rythme.

À ce sujet, Philippe Braud précise que « *la capacité d'un Etat à mobiliser... ressources financières et moyens matériels constitue le plus sûr indicateur de son efficacité, mais parfois aussi de sa légitimité* »²⁶. Par ailleurs ses compétences sont de plus en plus transférées au profit d'organisations internationales ou Communautaires comme l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe, le Fonds Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce et sur le plan local, certaines de ses attributions sont ouvertement contestées par les collectivités territoriales, au nom de leur proximité supposée avec les populations.

Surtout l'individu, habitant l'Etat, est affranchi de son appartenance à un groupe communautaire quand « une conception forte de la citoyenneté le rattache à la nationalité », caractéristique de l'Etat-Nation ²⁷. Le sociologue Ziegler rappelle que la notion d'Etat ²⁸ ne possède pas d'unité sociologique. Différentes écoles de pensée s'opposent à son sujet. Pour l'Ecole Hégélienne,

²⁶ P.Braud, *ibid*, p.158

²⁷ Voir dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques, Guy Hermet et alii, p.100

²⁸ Ziegler, 98/99, photocopié en ligne, université de Genève, p.4

voir Webérienne, L'Etat est l'aboutissement parfait de la rationalité, dont le droit interne est l'expression. Comme nous l'avons vu dans la première partie, cette conception est contestée par Karl Marx et ses successeurs, l'Etat ne constitue qu'une étape transitoire qui doit aboutir, après la prise de pouvoir par le prolétariat, à sa destruction et à l'avènement de la société sans classe sociale. Cependant, que ce soit Hegel, Marx ou Weber, tous considèrent que l'Etat est universel. Une telle approche est rejetée par les anthropologues de l'école des sociétés segmentaires (Georges Balandier, *Anthropologie politique*, ou Clastres *l'Etat contre la société*), en effet il existe des sociétés qui ne sont pas régies par un pouvoir d'Etat, mais sont structurés selon les classes d'âge ou un système clanique. Mais ces sociétés sans Etat sont en voie de disparition, elles sont réduites à l'état de survivance.

b. La citoyenneté

Le concept de citoyen ou de citoyenneté appartient à l'héritage légué par la Grèce Antique à l'Europe. En effet, la cité Grecque, athénienne en

particulier, a forgé l'idée de citoyens comme membres égaux de la communauté, même si des différences sociales les opposaient. Le citoyen en tant qu'individu abstrait transcendait l'athénien réel (comme dans nos sociétés contemporaines il existait déjà des clivages entre le citoyen modeste exerçant des fonctions d'artisan et le Stratège, souvent issu des classes supérieures athéniennes), mais tous deux appartenait à La Polis, en tant que membre d'une communauté organisée politiquement. Mais la citoyenneté de la Grèce antique était restrictive, car elle excluait les femmes, les enfants, les étrangers (métèques) et les esclaves.

A présent, nous allons partir d'une définition de la citoyenneté moderne, d'après le politiste Jean Leca. Elle est caractérisée par trois traits. En premier, c'est un statut juridique qui confère des droits et des obligations vis à vis de la collectivité politique²⁹, ensuite la citoyenneté est également un ensemble de rôles sociaux différents des rôles privés économiques et il s'agit en dernier lieu, « *d'un ensemble de qualités morales considérées comme nécessaires à l'existence du bon citoyen* ». Jean Leca met

²⁹ Cité par Sophie Duchesne, la Citoyenneté, in cahier CEVIPOF n°18 p.4)

ici en exergue la dimension morale de la citoyenneté.

De son côté, la sociologue et membre du Conseil Constitutionnel, Dominique Schnapper donne de la citoyenneté une définition politique. Dans une démocratie, elle constitue le principe de la légitimité politique, car chaque citoyen détient une parcelle de la souveraineté politique et par l'expression électorale, il rejoint la communauté politique qui choisit ses dirigeants³⁰ ou les destitue pacifiquement par la voie de l'élection, selon l'analyse de Karl Popper. De même que l'Etat moderne, en France du moins, se distingue par la relégation de la religion et des particularismes locaux dans la sphère du privé, « dans la société démocratique moderne, le lien entre les hommes n'est plus religieux ou dynastique, il est politique. Vivre ensemble, ce n'est plus partager la même religion.....c'est être citoyen de la même organisation politique »³¹. Ce qui correspond au droit de vote, à l'éligibilité, à l'accès aux fonctions électives et/ou d'autorité.

Pourtant il ne s'agit pas uniquement d'un rapport avec le pouvoir politique. D'après une étude de Sophie

³⁰ D.Schnapper, Qu'est-ce que la citoyenneté ? p.10

³¹ D.Schnapper, *ibid*, p.11

Duchesne « c'est le rapport avec les autres qui définit la citoyenneté ordinaire³².. En France, la citoyenneté a longtemps fonctionné avec la nationalité, qui correspondait à un sentiment d'appartenance et d'inscription dans une histoire collective. L'individu possède ce point commun avec les autres membres de la société, même si ils sont différents, mais il se distingue de ceux qui précisément ne partage pas ces valeurs et souffrances communes, mêmes indirectes (souvenirs des atrocités des deux guerres mondiales, résistance à l'ennemi, etc..). Cette citoyenneté se confond avec la nation électorale d'Ernest Renan. Cependant, depuis plus de deux décennies, il existe une crise de la « citoyenneté », liée à la montée de l'abstention aux différentes élections. Près d'un tiers du corps électoral ne s'est pas exprimé aux 1^{er} tour des élections présidentielles du 21 avril 2002, et du second tour des élections législatives de 2002, non seulement 38% des électeurs semblaient ne plus vouloir mettre en scène l'appartenance à la communauté nationale mais remettaient en cause la légitimité des institutions

³² S.Duchesne, p.13

politiques de la Vème République. En effet, les transferts de plus en plus importants de pouvoirs régaliens à l'Union Européenne et le pacte de stabilité et de croissance, limitent les initiatives nationales en matière économique et budgétaire. Ils donnent le sentiment à un certain nombre d'électeurs que leurs suffrages sont inutiles, car quelle que soit l'orientation partisane du gouvernement, la politique économique et sociale demeure identique. Le traité de l'Union Européenne a jeté les bases théoriques d'une « citoyenneté européenne » mais pour l'instant, le seul organe dont les membres sont élus au suffrage universel direct, le parlement européen, ne possède pas un pouvoir législatif intégral. D'après Jean-Marie Denquin, la désaffection des citoyens des urnes provient d'un sentiment de lassitude face à une situation sans issue, et que les partis politiques de gouvernement « poursuivent leurs propres buts sans se préoccuper des aspirations des gouvernés³³ », comme elle peut aussi traduire, selon Alain Lancelot, une déception et un mécontentement à

³³ J.M Denquin, Introduction à la Science Politique, p.76

l'encontre de la politique ³⁴.

De plus, la citoyenneté classique à la française se heurte de plus en plus aux revendications communautaristes de tout ordre (régionale, religieuse, sexuelle) et la récente adoption de lois telle la parité Hommes-Femmes en politique qui introduit une discrimination positive en faveur des personnes de sexe féminin, marque les limites du caractère abstrait et universel de la citoyenneté.

Il est à noter que le citoyen qui jouit de ses droits politiques, possède théoriquement des droits économiques et sociaux (préambule de la constitution de 1946), notamment par le biais des représentants du personnel qui participent à la rédaction des Conventions collectives régissant les conditions de travail par branches d'activités. Mais depuis la crise économique, consécutive au premier choc pétrolier de 1973, et l'accélération de la mondialisation des échanges, la citoyenneté sociale est en net recul. Avec un salarié sur dix appartenant à un syndical, il n'existe pratiquement

³⁴ cité par Adélaïde Zulfikarpasic, Le vote blanc, abstention civique ou expression politique ? In Revue Française de Science Politique numéro 1-2, février-avril 2001, p.261

pas de contre-pouvoir au sein des entreprises et la réduction des effectifs constitue une méthode de gestion comme une autre, et la participation des salariés aux décisions des entreprises (chère à l'Action ouvrière en 1951, qui était un syndicat satellite du Rassemblement du Peuple Français, parti politique créé par Charles De Gaulle, n'est plus à l'ordre du jour depuis longtemps.

c. Les partis politiques

Nous ne remonterons pas jusqu'aux luttes politiques de la République romaine³⁵ et des clivages sociaux opposant les patriciens aux plèbéens, pas davantage au moyen âge où des phénomènes de type partisan apparaissent au sein de la Chrétienté Occidentale, qui voient s'affronter le parti Guelfe (partisans du pape) et le parti Gibelin (partisan du Saint-Empereur Germanique). Les partis politiques modernes sont apparus en Europe au 19^{ème} siècle, leur émergence est concomitante à l'extension du suffrage universel direct. Pour les politistes américains Joseph

³⁵ D.L Sciler, De la comparaison des partis politiques, p.35 et suivantes

Lapalombara et Myrion Weiner, les partis politiques présenteraient quatre traits fondamentaux.

1. Ce sont des organisations durables dans le temps, qui survivent à leurs fondateurs. En France, le Parti Communiste Français, en dépit de son déclin électoral depuis 20 ans, existe depuis 1920 (Congrès de Tours) et à cet égard, il constitue un exemple de longévité organisationnelle. Toutefois, une telle caractéristique apparaît restrictive, à cause de partis politiques, qui en dépit d'une existence plus ou moins longue, ne survivent pas à ses fondateurs. Le Mouvement des Citoyens fondé en 1993 au Congrès de Sainte-Egrève par Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Georges Sarre, a été dissous au Congrès extraordinaire de la Mutualité du 11 mai 2002, sur initiative de ses fondateurs pour être remplacé par le Pôle Républicain, puis le Mouvement Républicain et Citoyen au congrès de Saint-pol de Janvier 2003. Pourtant, pendant ces dix années d'existence, le M.D.C a présenté toutes les caractéristiques d'un parti politique stable.

2. Le parti politique possède un caractère national, une ramification sur l'ensemble du territoire national. Des

grandes formations partisans, comme le Parti Socialiste et le Rassemblement Pour la République sont représentées par des Fédérations dans tous les Départements, et sont relayées sur le plan local (communes, entreprises, universités) par des Sections. Mais une nouvelle fois, la définition de Lapalombara et de Weiner pose problème, car il est difficile de ne pas considérer certains partis territoriaux représentant les intérêts d'une région comme des partis politiques à part entière. Si on se réfère à l'exemple du champ politique antillais, des partis autonomistes comme le Parti Progressiste Martiniquais, le Parti Communiste Guadeloupéen qui limitent leurs actions partisans dans le ressort géographique de leur région, possèdent une ancienneté bien supérieure à celle de formations politiques de la France Métropolitaine (Le PS a été créé en 1971 au Congrès d'Epinay Sur Seine). Le PPM et le PCG ont été créés en 1958 et ces formations bien implantées sur le plan régional, ont bien survécu aux membres fondateurs.

3. Le parti politique est une organisation qui doit rechercher le soutien de l'électorat dans un champ

politique compétitif. Il s'agit d'une différence fondamentale avec le groupe de pression, qui se limite à influencer les gouvernants nationaux ou locaux sur un sujet particulier et à assurer la défense d'intérêts propres (syndicats, organisations patronales, associations de défense de l'environnement, etc...). Cependant un groupe de pression peut se transformer en parti politique et participer aux différents scrutins électoraux. Le groupe de pression des Chasseurs qui s'était constitué au début pour contester l'application d'une Directive européenne sur la limitation de la chasse, s'est transformé en formation partisane sous le nom de Chasse, Pêche, Nature et Tradition.

4. Alors que le groupe de pression cherche obtenir la satisfaction de leurs revendications spécifiques auprès des gouvernants, le parti politique est en compétition avec d'autres concurrents pour exercer le pouvoir politique, seul ou dans le cadre d'une alliance avec d'autres formations. Certes, il existe des partis uniques dans certains régimes politiques, mais pour reprendre l'analyse de Jean-Marie Denquin ils ne reçoivent qu'un soutien obtenu sous la contrainte qui ne peut être

comparé à celui obtenu par les formations pluralistes dans les régimes politiques compétitifs (Les démocraties parlementaires d'Europe, les régimes politiques libéraux du bloc anglo-saxon USA, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande).

A ces quatre caractéristiques du Parti politique, il faut en ajouter une cinquième :

5. Le Parti politique est l'expression d'un projet politique, que Daniel-Louis Seiler définit comme « une certaine conception de l'homme, de la société et de l'intérêt général »³⁶

Après avoir cerné la notion de parti politique, nous allons voir quels sont les types de partis dominants dans le champ politique. Nous utiliserons les objets scientifiques construits par Maurice Duverger qui différencient les partis politiques à partir de leur structure: *Les partis de cadre et les partis de masse*

Le parti de cadre est apparu lors du développement de la démocratie parlementaire au 19ème siècle, liée au suffrage censitaire. Il s'agit d'une organisation peu structurée, décentralisée qui s'appuie

³⁶ D.L Seiler, *ibid*, p.72

sur des réseaux de notables, dont le but est d'attirer les électeurs influents. Ces organisations ont été mises sur pied à partir de groupes parlementaires et de comités électoraux apportant leur soutien à une personnalité dans une circonscription. Ces deux éléments établissent des liens permanents, avec prééminence du groupe parlementaire.

Ce type d'organisation se distingue par l'individualisme de ses membres et s'oppose au caractère collectif des partis de masse. Dans le système politique français, marqué par la bipolarisation de ses trente dernières années, les partis de cadre demeurent influents dans les élections sénatoriales, car le suffrage universel indirect permet d'influer sur un nombre restreint de grands électeurs.

Le Parti Radical de la III^{ème} République correspond à ce modèle d'organisation souple, et l'Union pour la Démocratie Française, créée en 1978 en est la prolongation. Grâce à sa souplesse d'organisation, une de ses composantes, le Centre des Démocrates Sociaux s'est constitué en groupe parlementaire autonome durant la législature 1988-1993, pour appuyer

temporairement le gouvernement Rocard (1988-1991), sans être exclue de la confédération centriste et libérale. Pour Maurice Duverger, les partis de masse devaient remplacer les partis de cadre. La réalité s'avère différente, les deux types de partis continuent de coexister dans le champ politique français. De plus, le Parti Communiste Français, symbole du parti de masse français est en voie de marginalisation électorale depuis les élections présidentielles et législatives de 2002, pendant que l'U.D.F, parvient à assurer sa survie politique et électorale.

Les partis de masse apparaissent à la fin du 19^{ème} siècle, ils correspondent à l'irruption des classes populaires dans le champ politique et à l'expansion du suffrage universel direct, à la volonté de structurer le mouvement ouvrier. Ils répondent aussi à l'objectif d'un financement, indépendant des milieux financiers et économiques, grâce aux cotisations des adhérents. Ces cotisations possèdent également une fonction psychologique, qui manifestent l'engagement des adhérents et leur attachement à leur organisation. Les partis de masse entendent jouer un rôle éducatif, aussi

bien auprès des adhérents que l'électorat. Ainsi, le Parti Communiste Français possédait une école pour former ses cadres, qui étaient issus pour la plupart des classes populaires. La fonction éducative du parti de masse se manifeste aussi par sa volonté de créer une contre-culture, face à celle des classes dominantes. Le parti social-démocrate allemand fondé par Ferdinand Lassalle en 1864, premier parti politique de masse en Europe a développé dans l'Allemagne impériale d'avant-guerre tout un réseau culturel (théâtre, associations de gymnastique, mutuelles) pour encadrer l'électorat ouvrier allemand. Sur le plan organisationnel, le parti de masse est construit selon un modèle hiérarchique et centralisé : L'action des sections locales est coordonnée par des fédérations départementales, qui elles mêmes reçoivent leurs instructions d'instances nationales (Bureau exécutif, secrétariat national). Ce système pyramidal assure la coordination de l'organisation à tous les niveaux.

Toutes ces instances sont théoriquement d'essence démocratiques, car elles procèdent de l'élection par les adhérents. Seulement, les partis de masse (Parti

Communiste ou Parti Socialiste) utilisent la technique de l'élection indirecte. Les adhérents élisent les délégués, qui à leur tour votent pour les dirigeants de l'organisation. Ce système électoral interne à double degré comporte l'avantage pour les dirigeants d'asseoir leur autorité sur le parti, mais aussi de renforcer « la loi d'airain de l'oligarchie au sein des partis de masse ». Car dans les faits, les adhérents ratifient davantage des orientations définies à l'avance par les dirigeants. Ces derniers bénéficient du soutien d'une catégorie d'individus dévoués au parti, les permanents qui doivent leur ascension militante à une certaine fidélité à la ligne de l'organisation. Il existe aussi une tendance au sein de partis de masse à privilégier le prestige des professions exercées par les dirigeants (sauf au PCF).

Il existe deux types de partis de masse : Le parti de masse spécialisé et le parti de masse totalitaire.

Dans le parti de masse spécialisé, les adhérents ne possèdent pas les « idées et des positions identiques dans leurs détails »³⁷, en revanche le parti de masse totalitaire a une idéologie globalisante et dispose d'une

³⁷ M.Duverger, Les partis politiques, p.187

organisation para-militaire (Centralisme Démocratique des PCF, Faisceaux du Parti Fasciste Italien de l'entre-deux guerres).

Un parti de masse peut évoluer vers un parti d'électeurs. Selon Jean Charlot (Les partis politiques, Armand Colin, 1971), ce type d'organisation partisane cherche à conquérir une majorité d'électeurs, tout en refusant d'encadrer les masses et il ne cherche pas à attirer les électeurs influents. Le mouvement gaulliste est l'archétype du parti d'électeurs qui ne possède pas d'idéologie dogmatique, idéologie en tant que vision globalisante d'une société, qui préfère des fonds de valeurs communes, dans la mesure aussi où il est parvenu sous la Vème République à être le mouvement politique de Droite à l'Assemblée Nationale en tant que parti d'électeurs, mais il a été longtemps minoritaire au Sénat dont l'élection au suffrage universel indirect favorisait principalement les partis de cadre (Centristes, radicaux-valoisien, etc...).

D'après les analyses de Dominique Chagnollaud, un parti de masse se transforme en parti d'électeurs, quand sa participation au gouvernement le conduit à

une pratique gestionnaire. Le Parti Socialiste aurait connu cette évolution, il est passé du parti de la transformation sociale et de la classe ouvrière (pour concurrencer le PCF) à un parti inter-classiste qui attire les suffrages de l'ensemble des classes moyennes.

Le parti politique assume des fonctions manifestes. Il est possible d'en dénombrer six :

1) Il assure le recrutement des futurs dirigeants des gouvernements nationaux ou locaux, du personnel politique³⁸ Ainsi la structure hiérarchique peut être calquée sur celles des exécutifs politiques, les partis politiques britanniques dans l'opposition constituent un cabinet fantôme, dont les fonctions sont identiques au gouvernement place.

2) Il possède une fonction gouvernementale en participant à l'élaboration des normes, des programmes et contribue à former l'opinion publique.

3) Il participe à la socialisation du corps électoral par la diffusion de ses valeurs dans la société.

³⁸ Roger-Gérard Schwarzenberg, cité par Daniel-Louis Seiler, *ibid*, p.61

4) Le parti politique possède une fonction d'intégration, il évite au système politique de sombrer dans l'anomie. Il peut contribuer à intégrer dans le champ politique et dans la société, des catégories de population normalement délaissées. Dans sa célèbre étude « A quoi sert le Parti Communiste Français ? », Georges Lavau souligne le rôle intégrateur du PCF en faveur des ouvriers dans la société française.

5) Il a un rôle de catalyseur des intérêts particuliers, il médiatise la volonté politique des catégories sociales, religieuses, ethniques, ou nationales³⁹ .

6) La plus importante fonction du parti politique est de participer à l'expression du suffrage universel direct et la structuration du vote. Il est consubstantiel de la démocratie parlementaire et Max Weber considère les partis « comme enfants de la démocratie et du suffrage universel »⁴⁰ .

L'organisation partisane remplit également une fonction latente selon Merton, « non voulue par les participant du champ politique ». Ainsi, un parti politique dont des

³⁹ DL Seiler, *ibid*, p.60 et suivantes

⁴⁰ DL Seiler, *ibid*, p.31

dirigeants assurent la gestion d'une commune ou collectivité locale, permet l'accès au logement social, aux emplois publics locaux précaires à des groupes d'individus qui ne sont plus obligés d'utiliser les voies légales (inscriptions sur des listes d'attente, entretien d'embauche etc...). En échange de ces services, le parti politique ou plus exactement, le chef de file local qui est souvent le maire de la commune, bénéficie du soutien électoral de ses catégories de la population. Un système clientéliste s'instaure et il s'agit bien « d'une fonction latente » du parti.

La professionnalisation du personnel politique concerne aussi bien les partis de masse, que les partis de cadre ou d'électeurs. Elle entraîne comme conséquence, le contrôle des organisations partisans par une minorité d'adhérents ou de personnalités influentes. Roberto Michels, dans son étude devenue classique « Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties », consacrée au fonctionnement interne du Parti Social-Démocrate Allemand, a élaboré la loi d'airain de l'oligarchie. En dépit de la désignation de ses dirigeants par la voie de l'élection et de la doctrine

socialiste de ce mouvement ouvrier, les permanents du parti contrôlent le recrutement des nouveaux militants à l'aide de leur main mise sur les fichiers d'adhérents, comme le vote des assemblées, grâce à la technique éprouvée de l'élection des délégués qui empêche la promotion des adhérents de base. Roberto Michels fait le constat suivant : « L'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui délèguent. Qui dit organisation dit oligarchie ».

Michel Offerlé ajoute la précision suivante : *« s'arrêter aux statuts et à l'organigramme serait faire preuve d'une singulière cécité sociologiqueLoin de tout prévoir, les statuts laissent place à un jeu qui permet l'apparition de groupes et de structures, secrétariats particuliers, conseillers, collaborateurs dans lesquels se recrutent des dirigeants futurs qui ne doivent rien à l'élection formelle. Et l'élection la plus régulière peut renvoyer à des mécanismes tout aussi cooptatifs que la cooptation la moins voilée »*⁴¹. La loi d'airain de l'oligarchie entraîne deux conséquences : Le maintien au pouvoir des dirigeants soucieux de conserver leur pouvoir et une

⁴¹ M.Offerlé, les Partis Politiques, p.57

représentation politique professionnalisée.

Cette loi de l'oligarchie est d'autant plus d'actualité, que les partis politiques français sont loin d'être représentatifs de l'ensemble de la société française, car il y a une dichotomie entre les classes sociales et les membres des partis politiques. Madame Frédérique Matonti⁴² constate que la population active en France ne possède que 7% de cadres, alors que 28% de cette catégorie socio-professionnelle compose les membres du Parti Socialiste. Aussi, elle conclue fort logiquement en reprenant les analyses de Daniel Gaxie et de Pierre Bourdieu que « *plus on monte dans un appareil politique et plus les postes sont réservés aux catégories sociales dominantes* »⁴³. Les Hauts fonctionnaires et les enseignants, en particulier ceux du supérieur, disposent d'une sur représentation dans les instances dirigeantes des partis politiques et des parlementaires. Aussi, la cooptation, conséquence de la loi d'airain de l'oligarchie, n'entre plus dans le cadre de la « circulation des élites » de Wilfredo Pareto, car les meilleurs éléments des autres catégories socio-professionnelles ne sont plus intégrés

⁴² F.Matonti, le comportement politique des français, p.74

⁴³ F.Matonti, ibid, p.74

dans les organes de direction des partis politiques. Il en découle une remise en cause de la légitimité des partis politiques dont les hauts postes relèvent de plus en plus de la cooptation. Une étude de Philippe Juhem publiée dans la Revue Française de Science Politique en avril 2001, consacrée à la professionnalisation politique des fondateurs de l'association S.O.S Racisme confirme cette analyse⁴⁴.

Cette association née de l'initiative de militants étudiants de Paris avait pour objectif officiel la lutte contre le racisme, mais de l'aveu d'un de ses dirigeants, elle servait aussi de moyen d'obtenir des responsabilités élevées au Parti Socialiste, un moyen de pression extérieur à défaut de moyens intérieurs déjà sous le contrôle d'élites bien établies. Par la fondation de S.O.S Racisme, le noyautage du mouvement étudiant en 1986 et par leur aide fournie à la campagne électorale de François Mitterrand en 1988, ces militants ont constitué un capital politique qui leur a servi à « contrebalancer l'accumulation de ressources scolaires prestigieuses

⁴⁴ P.Juhem, La professionnalisation politique des fondateurs de S.O.S Racisme, p.131 à 153, février-avril 2001, volume 51, numéro 1-2).

(ENA, grands corps de l'Etat), des dirigeants et collaborateurs déjà en place⁴⁵. Grâce au projet collectif de S.O.S Racisme et aux effectifs, ils ont pu réussir une reconversion dans le champ politique ⁴⁶et contourner la Loi d'airain de l'Oligarchie.

Paradoxalement, S.O.S Racisme a rempli une fonction latente, permettre à des jeunes gens ambitieux d'intégrer le Secrétariat National d'un grand parti politique, sans être membre d'une Grande Ecole ou appartenir au cercle fermé des universitaires et des hauts fonctionnaires.

Incontestablement, les partis politiques français connaissent « une crise de vocation » à cause de leur fonctionnement oligarchique.

En dehors du secteur syndical, guère épargné par la désaffection, les autres types de participations collectives en France sont en plein essor ou renouveau, comme Les associations de type éthiques (droits de l'homme, lutte contre le racisme et les discriminations) sont en plein essor. Une étude consacrée « aux carrières militante et vocation à la morale , Les militants de la

⁴⁵ P.Juhem, *ibid*, p.153.

⁴⁶ P.Juhem, *ibid*, p.148

LDH dans les années 1980 », (RFSP, Volume 51 N°1-2, février-avril 2001, p.27 à 46) dresse le constat suivant : les adhérents à la Ligue des Droits de l'Homme sont , dans certains cas, d'anciens militants de base du Parti Socialiste, déçus par le clivage discriminant entre les élites professionnelles de la politique du PS au pouvoir dans les années 1980 et eux. Leur engagement à la Ligue des Droits de l'Homme « *correspond à une perception morale du monde politique qui oppose les professionnels aux « amateurs » refusant les privilèges et les luttes stériles* » Il y aurait une opposition entre « *le désintéressement du cadre associatif* » et *la compromission de la compétition électorale.*

Cependant Dominique Chagnolaud fait le constat suivant , l'oligarchie des dirigeants touche toutes les formes d'organisation sociale⁴⁷, les syndicats et certaines associations possèdent un fonctionnement analogue aux partis politiques.

Pour paraphraser Max Weber, les partis politiques n'en demeurent pas moins les enfants de la démocratie et du suffrage universel. Même si en 1989, seulement 3% de la population française était membre d'une organisation

⁴⁷ D.Chagnolaud, Sociologie Politique, p.54.

partisane, *car pour reprendre l'expression de Daniel-Louis Seiler, « dès qu'un traîneur de sabre » organise un coup d'Etat, il s'empresse de supprimer les partis politiques. »*

d. La sociologie électorale

En 1913, André Siegfried publiait *« Le tableau politique de la France de l'Ouest »*. Il s'agit de la première analyse scientifique des comportements électoraux des français pour tenter d'expliquer l'orientation conservatrice de l'électorat de l'Ouest de la France, expliquer le vote par la persistance de facteurs historiques. Cette démarche privilégie *l'approche écologique*. Les facteurs géographiques et géologiques, cumulés aux pressions du clergé et des notables, selon ce précurseur de la sociologie électorale influencent le vote des électeurs, comme le résume le tableau ci-dessous :

Tableau politique de la France de l'Ouest					
Nature du sol	Régime de la propriété	Nature de l'habitat	Influence du clergé	Vote de Droite Nature du vote	
Granitique	Grande	dispersé	oui	Droite	
Calcaire (rareté de l'eau)	Petite	regroupé	Non	Gauche	

Pour étudier les comportements électeurs trois grands modèles d'études sont utilisés : l'analyse écologique, la théorie de l'électeur rationnel et la théorie psycho-sociologique popularisée par le Paradigme du Michigan. Elles sont plus complémentaires qu'antagonistes.

L'analyse écologique

Comme nous l'avons vu ci-dessus, les travaux d'André Siegfried ont été les précurseurs de l'analyse écologique. En premier lieu, Ce modèle théorique s'attache à l'étude des groupes d'appartenance de l'individu, à ces variables sociologiques (catégories socio-professionnelles, niveau de revenu, classe d'âge, sexe, niveau d'études) et non à l'électeur lui-même. En second lieu, des enquêtes à partir d'échantillons d'électeurs et l'analyse statistique des données permettent d'apporter une certaine compréhension à la permanence d'un vote chez certaines catégories d'électeurs ou dans des zones géographiques. Cette technique continue d'être utilisée, notamment par le biais des cartes électorales qui servent à matérialiser les bastions des principales forces

politiques, et dans le cas de la France des années 1970, la cartographie des régions à forte pratique religieuse et des régions déchristianisées, c'est à dire que la majorité des habitants ne fréquentent plus ou peu un lieu de culte, recoupe le clivage Droite/ Gauche issue de la Révolution de 1789.

Analyse stratégique ou l'électeur rationnel

La théorie de l'électeur rationnel ou analyse stratégique, s'inspire de l'individualisme méthodologique et des travaux menés par Anthony Downs, et elle procède par analogie avec l'économie. Formant la demande (revendications et espoirs divers) du champ politique comparé à un marché, l'électeur se trouve confronté à des offres (Les candidats et leurs programmes) qu'il adopte ou rejette en fonction de ses intérêts. La démarche de l'électeur, assimilée à celle du consommateur, se fait sur la base du bilan coûts-avantages. Selon les tenants de l'approche économique, l'américain Gérald Kramer ou l'anglais Hide Himmelwett, les électeurs font un choix utilitaire en fonction des propositions du parti, qui doivent être en adéquation avec leurs besoins. Cette thèse qui est aussi

celle de « la volatilité de l'électorat » permet l'explication des résultats électoraux, les alternances politiques et les basculements de bastions politiques dans le camp opposé, par le biais de facteurs externes (thèmes de campagne, situations socio-économiques). L'instabilité gouvernementale française de ses vingt dernières années, trois cohabitations entre un président de la République et une majorité à l'Assemblée Nationale de sensibilité politique différente (1986-1988, 1993-1995, 1997-2002), des alternances gouvernementales de plus en plus rapprochées dans le temps politique, peuvent être expliquées par le choix rationnel des électeurs, voir le non choix dans le cas de l'abstention ou du vote blanc, qui ne voient pas leur demande satisfaite par les partis de gouvernement, malgré les offres mises à leur disposition au moment des campagnes électorales (lutte contre le chômage pour la Gauche, insécurité pour la Droite Libérale et Gaulliste). L'attitude de l'électeur rationnel est vue sous son aspect passif, mais on peut aussi lui appliquer la théorie du paradoxe de Mancur Olson (Logique de l'action collective-1965) qui consiste à obtenir des avantages, sans supporter les coûts d'une

action. Dans ce cas l'abstention de l'électeur devient un acte rationnel.

Dominique Chagnollaud dément que l'électeur est imprévisible mais précise « *que la prétendue instabilité de l'électeur est aussi une forme de transaction avec l'instabilité de l'offre politique* ». Pour finir, la théorie de l'électeur rationnel suppose que ce dernier soit doté d'un capital culturel suffisant pour prendre sa décision. Or, cette théorie stratégique ne tient pas compte de « l'auto-contrainte », de la « violence symbolique » acquise par socialisation.

La théorie psycho-sociologique

La théorie psycho-sociologique a été popularisée par une étude menée par Campbell, Conver, Miller et Stockes (American voter-1960), plus connue sous le nom de paradigme du Michigan. Conformément à ce modèle qui s'inspire du système politique américain, l'électeur possède une compétence politique faible car son vote bien qu'individuel est influencé par des normes collectives. L'orientation du vote relève de l'identification partisane au Parti Démocrate ou au Parti Républicain, qui est transmise par le biais de la

socialisation familiale. Par conséquent, la compétence de l'électeur est faible, d'autant plus que selon cette étude, il ne connaît pas les enjeux politiques et économiques qui animent les débats de l'élite politique et intellectuelle.

Si on applique ce paradigme du Michigan au champ politique français des années 1970 et 1980, la famille est un agent de socialisation politique. En 1989, d'après l'enquête menée par Annick Percheron, la transmission familiale de l'identification partisane concerne près de 50% des individus. Mais ce paradigme est remis en cause, car l'élévation du niveau d'études rend plus aléatoire l'identification partisane, et le choix idéologique tend à devenir dans les années 1990, indépendant de la socialisation familiale. A cet égard, l'ascension électorale du Front National ces vingt dernières années qui supprime désormais les partis de Gauche (Parti Socialiste, Parti Communiste Français) dans l'électorat ouvrier constitue un exemple de la fin de l'identification partisane en France, et tend à démontrer que la décision électorale devient complexe. Dans une étude consacrée à l'engagement de jeunes au

Front National, Valérie Lafont constate l'influence de facteurs qui poussent à l'engagement, à savoir « *Les facteurs de socialisation : au sein des familles, la transmission des systèmes de représentation et des pratiques politiques ou non effectuées dans la continuité, ou au contraire par rupture.* », plus loin, elle précise « *il est donc nécessaire pour comprendre les cheminements de saisir l'ensemble des contextes de vie et d'interdépendance des individus, et les liens existants entre les différentes sphères d'action. En outre les processus de socialisation sont rarement linéaires et homogènes et des « micro-interactions » d'un contexte à l'autre peuvent en changer l'orientation* »⁴⁸. Ce processus de l'engagement militant au FN peut aisément être transféré dans le domaine du vote.

Les nouveaux électeurs étant dotés d'un niveau d'éducation supérieure à celui des générations précédentes, les mutations de la société urbaine industrielle, voir rurale qui remettent en cause la stabilité des bastions ouvriers (Nord-Pas de Calais, ex-banlieues rouges de Paris) entraînent la montée des votes avec enjeux.

⁴⁸ V. Lafont, les jeunes militants du Front National, RFSP, volume 51, numéro1-2, février avril 2001, p.176

D. BRÈVE PRÉSENTATION DES MÉTHODES DE RECHERCHE EN SOCIOLOGIE

Comme nous l'avons vu dans la première partie, le sociologue met en application une démarche scientifique (formulation d'une question, l'élaboration d'une hypothèse et d'indicateurs pour les tester, vérifier les hypothèses par la confrontation des observations aux indicateurs). Cette démarche scientifique nécessite la mise en place de méthodes de recherches.

La recherche en Sociologie et dans les autres sciences sociales se caractérise par des investigations visant à la collecte des données et de l'information. Il existe deux grandes méthodologies : Les méthodes qualitatives et les méthodes quantitatives. L'une des deux peut être privilégiée par le chercheur, mais sans pour autant exclure l'une au profit de l'autre. Elles sont cumulatives dans le cadre d'une recherche. Celui qui fait appel qu'aux méthodes quantitatives accomplira un excellent travail d'érudit, mais qui s'apparentera néanmoins à « un essai en chambre » sans liaison avec le « monde sensible ». En revanche, le chercheur qui choisit que les techniques qualitatives (observation participante, entretien, etc.) fournira un travail de qualité, proche de l'investigation du journaliste, mais auquel il manquera un nécessaire recul scientifique.

a. Les méthodes qualitatives

Ces méthodes procèdent de la sociologie compréhensive, qui consistent à ne pas considérer les faits sociaux comme des choses, mais aussi à chercher à comprendre les systèmes de valeurs et les motivations qui font agir les agents. Par ailleurs, par rapport à l'objet de son étude, le chercheur fait preuve d'une implication plus importante qui peut rendre la neutralité totale aléatoire.

L'enquête de terrain

Le politiste Philippe Braud la définit « *comme l'observation approfondie d'un objet, qui pendant toute la durée de l'investigation reste fonctionnellement situé dans son environnement* »⁴⁹. C'est aussi voir la société du point de vue de l'acteur, Alain Coulon cite l'interactionniste Blumer « *l'acteur agit dans le monde en fonction de la façon dont il le voit et non dont il apparaîtra à un observateur étranger* »⁵⁰.

En matière d'enquête de terrain, il existe trois rôles possibles, dans ce qu'il est convenu d'appeler

⁴⁹ P.Braud, Science Politique, p.48

⁵⁰ A.Coulon, l'Ecole de Chicago, p.94

l'observation participante.

1. Le rôle périphérique, le chercheur est en contact avec les membres du groupe observé, mais il demeure étranger à leurs activités. En l'espèce, il s'agit de l'observateur immergé dans un groupe de délinquants.

2. Le rôle actif consiste pour le chercheur à participer pleinement aux activités du groupe, il n'hésite pas à en devenir un membre actif. Nous rencontrons ce type de rôle dans les enquêtes de terrain menées au sein des partis politiques.

3. Le rôle immergé dont le principe est de se comporter comme un membre naturel du groupe. Non seulement possède le même statut, mais il partage les mêmes objectifs et sentiments. Il fait ainsi l'expérience des émotions des participants. Mais à ce sujet Philippe Braud apporte une nuance « *Dans l'observation participation l'enquêteur relève lui même du milieu observé ou s'y intègre complètement ce qui doit en principe lui permettre de surmonter les handicaps précédents. Encore faut-il qu'il préserve cette distance intérieure par rapport à l'objet sans laquelle il n'est pas de véritable lucidité*⁵¹. »

⁵¹ P.Braud, *ibid*, p.30

Les techniques d'entretien

L'entretien semi-directif : Il est structuré par une question unique posée au début de la conversation avec la personne. Il se déroule selon un plan bien précis. Il comporte un guide d'entretien concernant l'ensemble des points qui doivent être analysés. Dans le cadre de ce type d'entretien, le chercheur laisse l'individu interrogé mais face à une réponse manquant de précision, « *il invite le sujet à poursuivre sa pensée, à poursuivre et à approfondir son raisonnement* »⁵²

Le chercheur intervient uniquement pour encourager l'individu interrogé à développer des points de sa propre réflexion, ou « *orienter l'entretien dans une direction quand un thème est épuisé* »⁵³. De manière systématique, la conversation est enregistrée sur un magnétophone, néanmoins la prise de note n'est pas superflue pour noter des points importants et palier une éventuelle défaillance technique.

L'histoire de vie : Cet entretien a une portée plus

⁵² D.Ruquoy, Pratique et méthodes de recherches en Sciences Sociales, p.80

⁵³ J.C Combessie, La méthode en Sociologie, p.27

large que l'entretien semi-directif. Il a été initié, comme nous l'avons vu dans la première partie par les sociologues de l'École de Chicago. A travers une histoire particulière, le chercheur « *à la connaissance scientifique d'un système social* »⁵⁴ . Il permet « *de pénétrer et de comprendre, de l'intérieur, le monde de l'acteur* »⁵⁵.

Il s'agit d'un entretien approfondi dont le but dépasse le cadre d'une simple question. Elle permet de comprendre « le poids des déterminations sociales dans les trajectoires individuelles »⁵⁶ elle met en évidence entre les interactions entre le social et l'individuel (approche interactionniste), notamment d'un habitus de classe. Cette technique d'entretien permet de connaître les segments d'une **population**. Face au narrateur, le chercheur lui pose des questions en veillant à ne pas briser « **la dynamique du récit** », **cette méthode d'entretien est celle de « la directivité »**. Le récit de l'acteur devient une donnée scientifique quand il est recoupé avec d'autres récits, des témoignages, des

⁵⁴ F.Digneffe, l'individu au social : l'approche biographique, in Pratique et méthodes de recherches en Sciences Sociales, p.147

⁵⁵ A.Coulon, ibid, p.86

⁵⁶ A.Coulon, ibid, p.148

questionnaires, des journaux intimes, le courrier personnel. Le précurseur de cette méthode, William Thomas déclarait : « *Il est évident que les études statistiques du comportement des populations auront peu de significations tant que les données statistiques ne seront pas soutenues par les histoires de vie des individus* »⁵⁷.

Les sources de documentation

L'existence de sources variées de documentations permet au chercheur d'accéder à une information au sujet de l'objet de son étude. Il est possible de distinguer deux grandes sources de documentations. Les sources non écrites et les sources écrites.

Parmi les sources non écrites se rangent, l'iconographie, les photographies, les archives sonores ou fonds documentaires audiovisuels, les objets de toutes natures, les sources orales.

Les sources écrites sont constituées d'une part, par des archives publiques ou privées des administrations d'Etat ou locales, des organisations politiques,

⁵⁷ A.Coulon, *ibid*, p.85

syndicales, d'autre part par les œuvres littéraires, la presse, les documents personnels, les récits de vie, les revues spécialisées ou de vulgarisation, les données statistiques.

Naturellement parmi les sources écrites, le chercheur doit faire l'état des recherches antérieures sur le sujet étudié et procéder à une analyse critique.

L'expérimentation

Fréquemment utilisée dans les sciences exactes, par la tentative de reconstitution de phénomènes naturels en laboratoire, l'expérimentation dans les sciences sociales demeure exceptionnelle, notamment la constitution de micro-groupes et l'introduction de variables en vue d'analyser le fait social. Pour être mené à bien l'expérimentation, un plan d'expérience doit être élaborée selon le principe suivant :

Une question concernant un problème donné une hypothèse après analyse de la question par le chercheur détermination des liens des variables confirmation ou infirmation de l'hypothèse par l'expérimentation⁵⁸.

Il faut construire un groupe expérimental et un

⁵⁸ M.Grawitz, Méthode des sciences sociales, p.728

groupe de contrôle, identiques. Seulement le groupe de contrôle ne sera pas soumis à des influences extérieures (variables indépendantes) sur les autres facteurs. Ensuite, le groupe expérimental avec la variable introduite est observé par le chercheur, en même temps que le groupe de contrôle. Madeleine Grawitz donne l'exemple d'un groupe expérimental lisant un journal d'information d'étudiants avec des informations pour mesurer l'effet et comparer avec le groupe de contrôle ayant eu connaissance du même journal, mais sans les renseignements introduits par le chercheur⁵⁹

Exemples d'expériences :

L'expérience menée en 1963 par Stanley Milgramm au sujet de la soumission à l'autorité sur les individus est restée célèbre. Cinq cents individus ont participé à cette expérimentation dans un lieu présentant toutes les apparences d'un organisme scientifique sérieux, le principe était le suivant : ils infligeaient sur ordre de celui qui se présentait comme le responsable du laboratoire des décharges électriques de plus en plus intolérables (fictives, mais les participants l'ignoraient) à

⁵⁹ M.Grawitz, *ibid*, p.735

un individu, attaché sur une chaise électrique (factice évidemment et la « victime » était douée pour simuler la souffrance et était le complice de l'expérimentateur). Au fur et à mesure qu'il présentait les signes d'une souffrance extrême, voir de l'inconscience, le sujet qui infligeait la punition devait faire face à un choix : le commandement de l'autorité légitime et le cas de conscience engendré par cette situation.

Les groupes primaires sont des exemples de micro-groupes qui font l'objet d'études expérimentales. Nous parlerons ici des expériences menées par Elton Mayo, chercheur à l'université de harvard. Dans le cadre d'une recherche sur les relations humaines dans l'entreprise, il a réalisé entre 1928 et 1932 une étude dans une usine de la banlieue de Chicago, à Hawthorne, sur un groupe de six ouvrières dont l'atelier avait été reconstitué en laboratoire dans ses moindres détails. A l'issue de cette expérience, Elton Mayo conclut que chaque unité de production développe un « système social spécifique », l'augmentation de la production n'était pas due uniquement aux aménagements techniques (pauses, collations) apportées lors de l'expérience, lorsque ces

aménagements sont supprimés, la productivité des ouvrières ne diminuait pas pour autant, mais également au sentiment d'appartenance au système social de l'entreprise.

En tant que méthode, l'expérimentation possède un inconvénient : Les agents savent que leurs conditions de travail ne sont qu'une reconstitution en laboratoire, leur comportement peut être faussé en raison du prestige que leur apporte une participation à une expérience scientifique,

b. Les méthodes quantitatives

La méthode quantitative, pour paraphraser Raymond Boudon, permet de recueillir des informations sur un ensemble d'éléments, souvent des individus, des informations qu'il est loisible de comparer entre élément⁶¹. Par ailleurs « *l'analyse des faits sociaux consiste, comme celle des faits naturels, introduire certaines variables, puis certaines relations entre ces variables.* »⁶² Elle fait également appel aux procédures mathématiques.

⁶¹ R.Boudon, les méthodes en sociologie, p.31

⁶² R.Boudon, ibid, p.23

Le sondage

Daniel Derivry donne la définition suivante : **il s'agit d'une « technique consistant à administrer un questionnaire à un échantillon d'individus représentatifs d'une population plus large appelée population mère ou population cible »**⁶³ grâce notamment à la technique du panel. En l'espèce le panel est un groupe de personnes qui fait l'objet de plusieurs questionnaires réguliers dans le temps, sur le même thème de recherche. Le terme panel a été utilisé pour la première fois par Paul Lazarsfeld, sociologue de l'université de Columbia, notamment lors d'une enquête menée en 1940 lors de la campagne présidentielle américaine et à partir d'un échantillon aléatoire de 600 personnes d'un comté de l'Ohio (the people choice). En résumé le sondage par panel permet de suivre les changements d'opinion des individus dans un champ donné sur la durée (exemple : évolution des opinions publiques au cours d'une campagne électorale).

Le sondage aléatoire consiste en un tirage au sort auprès de la population mère et l'échantillonnage est une partie

⁶³ D.Derivry, Dictionnaire de la Sociologie, p.214

d'un ensemble sur lequel on effectue une mesure. Avec cette mesure, il est possible d'obtenir une information sur l'ensemble tout en évaluant la marche d'erreur précise. Luc Albarello note que « *l'échantillonnage est l'opération qui consiste à prélever un certain nombre d'éléments dans l'ensemble des éléments qu'on veut observer ou traiter* »⁶⁴. Pour reprendre notre exemple tiré de l'enquête dirigée par Paul Lazarsfeld, le sondage aléatoire a permis de démontrer que si le vote constitue un acte individuel, il n'en est pas moins régi par des normes collectives et en fonction du groupe d'appartenance de l'individu et de certaines variantes comme la religion, le lieu de résidence, il était possible de prévoir de manière tendancielle son vote. En fonction des variables et par le biais du sondage, le sociologue tente de « **déterminer les facteurs sociaux du comportement** »⁶⁵.

Il existe des techniques de sondage contextuels ou complexes, qui élaborent des variables à partir des individus et de leur milieu respectif. Ainsi, le

⁶⁴ L.Albarello, Recueil et traitements quantitatifs des données d'enquêtes, in pratiques et méthodes de recherches en Sciences Sociales, p.39.

⁶⁵ R.Boudon, ibid, p.42

comportement de l'individu est analysé dans son propre environnement social et des variables propres à ce milieu. Le sondage dit « en boule de neige » consiste, au début ;à définir un échantillon d'un nombre restreint de personnes. Ensuite, l'échantillon est complété par d'autres individus. Ce type de sondage est utilisé pour étudier des milieux de dimension importante, qui ne permettent pas l'observation individuelle des personnes. Son application dans le domaine de la Science Politique concerne des échantillons entre 600 et 1000 personnes. Deux méthodes peuvent être utilisées : celle des quotas qui consistent à reconstituer dans l'échantillon des clivages qui divisent la population globale (sexe, catégories socioprofessionnelles, le lieu de résidence et proximité partisane pour les études politiques)⁶⁶

La seconde est la méthode probabiliste qui consiste à tirer au sort des individus interrogés à partir d'une base de données (fichier d'électeurs) concernant la globalité des individus.

Un questionnaire est préalablement établi à toute enquête par sondage et il doit répondre à des critères

⁶⁶ P.Braud, *ibid*, p.24

précis, comme le montre le tableau ci-dessous :

Les catégories de questions	Les caractéristiques
Les questions fermées	Réponse précise attendue de la part de l'enquêteur et pas de possibilité d'ouverture vers d'autres sujets
Les questions ouvertes	Liberté d'expression, la réponse n'est pas forcément prévue par le sondeur. Dépouillement des questionnaires complexes
Les questions semi-ouvertes	Combinaison des deux premières avec possibilité d'ouverture vers une autre réponse
Les questions-échelles	Il s'agit de questionnaires comportant plusieurs échelles allant d'une position extrême à l'autre (De l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par les

	<p>partis politiques du système).</p> <p>Les questions échelles servent à mesurer les attitudes.</p>
<p>Les questions scénarios</p>	<p>Présentations de plusieurs situations sur un sujet donné.</p> <p>Les individus répondent en choisissant le scénario correspondant le mieux à leur conception.</p>

Source : Luc Albarello, Recueil et traitements quantitatifs des données d'enquêtes in Pratique et méthode de recherches en sciences sociales, p.36

Exemple de question fermée :

Le Pôle Républicain créé par Jean-Pierre Chevènement est-il un parti politique classé ?

- A Droite
- A Gauche
- Sans avis

Exemple de question ouverte :

Quelle est votre opinion au sujet du discours de politique générale du nouveau Premier Ministre ?

Exemple de question semi-ouverte

Quelle est votre conception de la République ?

- ❑ Un régime politique où le pouvoir exécutif n'est plus héréditaire
- ❑ Un espace public formé de citoyens voués au seul bien public
- ❑ Un autre système politique (Donnez une courte réponse en quinze lignes maximum)

Exemple de question-échelle

L'enquête sur la personnalité autoritaire menée par le philosophe et sociologue allemand Théodor Adorno a utilisé ce mode de questionnaire. Pour déterminer la personnalité autoritaire, une échelle du Fascisme (Echelle F), une échelle Ethnocentrique (Echelle E), une Echelle socio-Economique (Echelle ES) ont servi à sélectionner les opinions allant d'un extrême à l'autre, émises sur des questionnaires. Ainsi, Adorno et son équipe ont pu déterminer que la personnalité autoritaire était antisémite, raciste, conformiste, rigide, possédait le sens de la hiérarchie et respectait le culte du chef. A

partir des questions échelles, une typologie des familles a pu être dressée (autoritaire, révolutionnaire, démocratique).

La modélisation mathématique

C'est une méthode d'analyse quantitative qui consiste à produire « *une analyse globale de l'interaction réciproque des facteurs par simulation* ». De son côté, Madeleine Grawitz définit le modèle mathématique de la façon suivante : « *Un modèle consiste en la représentation formelle d'idées ou de connaissances relatives à un phénomène.* »⁶⁷, en sciences sociales et en sociologie en particulier « *tout modèle est un compromis entre une simplicité incomplète et un réalisme reflétant la complexité de la vie* ».

En sociologie, la modélisation mathématique n'utilise pas uniquement un langage, comme la monnaie dans le domaine des Sciences Economiques, mais recherche également tous les facteurs et leurs interactions pour parvenir à des conclusions anticipant des résultats

⁶⁷ M.Grawitz, p.423

futurs. Madeleine Grawitz donne l'exemple de K.W Deutch qui a élaboré une théorie quantitative de l'intégration nationale, en utilisant des éléments quantitatifs comme les statistiques sociales, culturelles, économiques et médiologiques, le conduisant à prévoir le temps d'assimilation de populations minoritaires vivant sur un territoire donné.

Au lieu de faire une description fastidieuse des modèles mathématiques, nous allons nous inspirer d'un article paru dans le magazine de vulgarisation scientifique « Sciences et vie » de juin 2002 (p.92 à 97), consacré à la modélisation de diffusion des opinions au sein d'une population. Serge Galam, sociophysicien applique ces méthodes d'études du comportement de la matière à la description des comportements sociaux. Il construit un modèle mathématique représentant le système observé en partant d'un postulat : ***Une seule tendance politique possède tout le pouvoir, du sommet à la base de la pyramide de l'organisation.*** Ensuite, il introduit des réformes en augmentant progressivement le nombre de d'opposants. L'objectif est de déterminer le pourcentage d'opposants à la base

pour que les réformes soient acceptées par les instances supérieures. Monsieur Galam «*fixe un pourcentage d'opposants à la base et divise sa population en groupes de quelques individus*». Il organise des élections à tous les niveaux de décision et pour éviter que l'une des parties soient avantagées (pouvoir ou opposition), il calcule pour chaque niveau de l'organisation, les moyennes de toutes les configurations de groupes possibles. Il instaure une égalité complète. Mais, les détenteurs du pouvoir jouissent toujours d'une avance sur les opposants et Serge Galam traduit cette dissymétrie de la manière suivante : *Quand il y a égalité dans un vote entre les deux tendances, le représentant du pouvoir est réélu*. Lorsqu'une organisation pyramidale comporte huit niveaux avec des cellules de quatre personnes, il détermine que si 50% des militants de base se prononcent en faveur d'une réforme, les votes majoritaires font tomber ce pourcentage à 32% pour les partisans du premier niveau, 10% pour le deuxième, à moins de 0,5% pour le troisième. En conséquence, aucun réformateur n'est élu dans les instances supérieures. Serge Gaulam conclut qu'un réformateur ne peut être élu à la tête de

l'organisation que s'il obtient plus de 77% de soutien de la base.

En conclusion, le schéma de Gaulam présente les caractéristiques du modèle. Il est fondé sur une hypothèse explicite avec des variables, « catégories socio-démographiques » », il est réducteur car la vie politique se révèle complexe et il est testable (confrontation avec l'univers réel, dans le modèle de Gaulam la dissolution du Parti Communiste Hongrois en 1989 semble confirmer ses analyses).

Cependant, si la modélisation mathématique peut contribuer à la compréhension des échecs ou des succès de réformes politique entreprises par les gouvernements, elle se « heurte à l'impossibilité d'intégrer toutes les variables pertinentes », elle peut aussi « mettre en place une forme de scientisme qui confond démonstration mathématique ou statistiques et accès au « vrai » ⁶⁸.

⁶⁸ Guy Hermet et Alli, Dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques, p.163

BIBLIOGRAPHIE

Albarello Luc et alii, Pratique et méthodes de recherches en sciences sociales, Armand Colin, Paris, 1995

Althusser Louis, positions, Editions sociales, paris, 1980

Anderson Paul, Sur le Marxisme occidental, Maspero, Paris, 1976.

Assoun Laurent, l'Ecole de Francfort, Presses Universitaires de France, Paris, 2000

Aron Raymond, Les grandes étapes de la pensée sociologique, Gallimard, Paris 1967

Aron Raymond, La Sociologie allemande contemporaine, Presses Universitaires de France, Paris, 1981.

Balandier Georges, Anthropologie politique, Presses Universitaires de France, Paris, 1999

Barret-Kriegel Blandine, Les chemins de l'Etat, Calman-Levy, Paris, 1986

Becker, Howard Saul, Outsiders, sociologie de la déviance, A-M Métaillié, Paris, 1985.

Bosc Serge, Stratifications et transformations sociales, la société française en mutation, Nathan, Paris, 1993.

Boudon Raymond (sous la direction) Traité de sociologie, Presses Universitaires de France, Paris, 1992.

Boudon Raymond (sous la direction), dictionnaire de la sociologie, Larousse, Paris, 1993

Boudon Raymond, les méthodologies en sociologie, Presses Universitaires de France, Paris, 1990

Boudon Raymond, La logique du social, Hachette, Paris, 1979

Boudon Raymond, Le dictionnaire critique de la sociologie, Presses Universitaires de France, Paris, 2000

Boudon Raymond, effet pervers et ordre social, Presses Universitaires de France, Paris, 1993

Bourdieu Pierre, Propos sur le Champ politique, Presses Universitaires de Lyon, 2000

Bourdieu Pierre, la noblesse d'Etat, grandes écoles et esprit de corps Editions de Minuit, Paris, 1989

Bourdieu Pierre, la reproduction, Editions de Minuit, Paris, 1970

Bourdieu Pierre, Les héritiers, Editions de Minuit, Paris, 1964

Bourdieu Pierre, Raisons pratiques, sur la théorie de l'action, Seuil, Paris, 1996

Bourdieu Pierre, contre feux n°2, Editions Liber, Raisons d'agir, Paris, 2000

Braud Philippe, Science Politique, L'Etat, Le Seuil, Paris, 1996

Braud Philippe, La Science Politique, Presses Universitaires de France, Paris, 1996

Cazeneuve, dix grandes notions de la sociologie, Seuil Paris, 1976

Combessie Jean-Claude, La méthode en sociologie, la découverte, Paris, 2001

Commailles Jacques, Entre émancipation et protection sociale, in Sciences Humaines n°115-avril 2001

Coulon Alain, l'Ecole de Chicago, Presses Universitaires de France, Paris, 1997

Coulon l'interactionnisme symbolique, Presses Universitaires de France, Paris, 2002

Chagnolaud Dominique, Sociologie politique, Dalloz, Paris, 1996

Charlot Jean, les Partis politiques, Armand Colin, Paris, 1971

Cherkaoui Mohamed, stratification in Traité de sociologie, p.97 à 152, Presses Universitaires de France, Paris, 1992.

Chiche Jean et alii, L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990, Revue Française de Science politique, volume 50, numéro 3, juin 2000, p.463 à 487.

Crozier Michel, Etat moderne, Etat modeste, Fayard, Paris, 1987

Crozier Michel, La société bloquée, seuil, Paris, 1970

Crozier Michel, le phénomène bureaucratique, Paris, 1971

Delas Jean-Pierre et Bruno Milly, Histoire des pensées sociologiques, Editions Sirey, Paris, 1997

Denquin, Jean-Marie, Introduction à la Science Politique, Hachette-Supérieur, Paris, 1992.

Dubois M, Premières leçons sur la sociologie de Raymond Boudon, Presses Universitaires de France, Paris, 2000

Duchesne Sophie, la citoyenneté, Cahier du CEVIPOF N°18, p.4 à 58, Paris, 1998.

Duverger Maurice, Les Partis Politiques, Armand Colin, Paris, 1976

Duverger Maurice, Sociologie de la politique, Presses Universitaires de France, Paris, 1988

Durkheim Emile, les règles de la méthode sociologique, Presses Universitaires de France Paris, 2000

Durkheim Emile, Le suicide, Presses Universitaires de France Paris, 1993

Durkheim Emile, les formes élémentaires de la vie religieuse, Presses Universitaires de France, Paris, 1990

Goffmann Erwin, La mise en scène de la vie quotidienne, Editions de minuit, Paris, 1982

Gramsci Antonio, Cahiers de prison, textes choisis, Editions Sociales, Paris, 1983

Grafmeyer Yves et Isaac Joseph, L'Ecole de Chicago, naissance de l'écologie urbaine, Aubier, Paris, 1994.

Grawitz Madeleine, Méthode des sciences sociales, Dalloz, Paris, 1996

Haber Stéphane, Jurgen Habermas, une introduction, Pocket, Paris, 2001

Habermas Jurgen, l'intégration républicaine Fayard, Paris, 1998.

Habermas Jurgen, Critique de la technique et de la science, Fayard, Paris, 1973

Horkeimer Max, Théorie traditionnelle et théorie critique, Gallimard, Paris, 1974

Hermet Guy, Histoire des nations et du nationalisme en Europe, Seuil, 1996

Hermet Guy et alli, Dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques, Armand Collin, Paris 1998

Juhem Philippe, la professionnalisation politique des fondateurs de S.O.S Racisme, in Revue Française de Science Politique, volume 51 numéro 1-2, février avril 2001, p.131 à 153.

Lafont Valérie, Les jeunes militants du Front National, in Revue Française de Science politique, volume 51, numéro 1-2, février avril 2001, p.175 à 198.

Matonti Frédérique, le comportement politique des français, Armand Colin, Paris, 1998

Marx Karl, philosophie politique (il s'agit d'une réunion des principaux textes politiques de Marx) , Gallimard, Paris, 1994.

Mead Margaret, mœurs et sexualité en Océanie, Plon, Paris, 1963

Mendras Henri, la France que je vois, Autrement frontières, Paris, 2002

Michels Roberto, Les partis politiques, sur les tendances oligarchiques des démocraties, Flammarion, Paris, 1971

Linton Robert, le fondement culturel de la personnalité, Dunod, Paris, 1967

Offerlé Michel, les Partis politiques, Presses Universitaires de France, Paris, 1997.

Parsons Talcott, Théorie sociologique, Presses Universitaires de France, Paris, 1975

Portelli Hugues, Gramsci, in Histoire des idées politiques, Presses Universitaires de France, Paris, 1998.

Schnapper Dominique, qu'est ce que la citoyenneté ? Folio, Paris, 2000

Touraine Alain, Sociologie de l'action, Garnier Flammarion , Paris, 1999

Seiller Daniel-Louis, De la comparaison des partis politiques, Economica, Paris, 1985.

Vincent Jean-Marie, la théorie critique de l'Ecole de Francfort, Galilée, Paris, 1974.

Weber Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Pocket, Paris, 1989

Weber Max, l'économie et la société t1, Pocket, Paris, 1995

Willaime Jean Paul, Sociologie des religions, Presses Universitaires de France, Paris, 1998

Zulfikarpasic Adélaïde, le vote blanc, abstention civique ou expression politique ? in Revue Française de Science Politique numéro1-2 février-avril 2001, volume 51.